

POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET SÉCURITÉ

La France n'est pas seule au monde. Très vite M. Mitterrand devra préciser sa politique à l'étranger. Pour André Fontaine, notre pays a aujourd'hui des cartes à jouer, et l'Europe avec lui, s'il met l'accent sur le développement

et les droits de l'homme, s'il sait concilier la morale et le réalisme. François de Rose insiste sur les problèmes de sécurité, inséparables, selon lui, de la fidélité aux alliances.

La première des obligations

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

La sécurité de la France repose sur une assurance : la défense de l'Europe par l'alliance atlantique, et une contre-assurance : son armement stratégique, qui établit une présomption de « sanctuarisation » de son territoire en cas de défaite de l'OTAN.

Il serait aussi fou de négliger l'assurance pour ne compter que sur la contre-assurance que la France n'aurait pas de défense possible de l'Europe sans le concours des forces et de la position logistique de la France. Politiquement, il n'y aurait pas de France indépendante dans une Europe conquise.

Du côté socialiste, grâce aux déclarations ou articles de MM. Jospin, Hamu, Chevènement et Sarre, nous avons vu que M. Mitterrand était partisan de construire pendant son septennat deux sous-marins nucléaires lance-engins au-delà du programme de son prédécesseur. Comme il serait partisan de planifier notre budget de défense à son niveau actuel (environ 4 % du P.I.B.), on doit conclure que les dépenses ainsi engagées seront compensées par des économies sur d'autres titres. Si les sacrifices étaient demandés au corps de bataille, c'est aussi notre capacité à intervenir sur notre continent qui serait compromise.

M. Lionel Jospin a confirmé (*Politique internationale*, n° 10) que le nouveau président envisageait de renégocier le traité de Washington. Qu'on nous permette une mise en garde : une telle tentative ne pourrait aboutir qu'à un refus de nos alliés ou à une dislocation de l'alliance.

Quant à l'idée d'une dissolution progressive et simultanée des blocs militaires, elle ne pourrait être qu'un marché de dupes, le pacte de Varsovie n'étant que le couronnement unilatéral de l'édifice des accords bilatéraux qui lient ses satellites à l'U.R.S.S.

La généralité de cet idéal, comme de celui du désarmement, n'est pas en cause. Tenant compte des entraînements inhérents à toute campagne électorale, nous ne ferons pas au

premier secrétaire du parti socialiste l'injure de croire qu'il ne pense pas ce qu'il dit, ni non plus qu'il le pense. Nous nous contenterons de souhaiter que les réalités du pouvoir déjouent M. Mitterrand d'initiatives qui ne pourraient que nuire à son crédit international.

Avec J.-P. Chevènement (1), il s'agit d'un corps de pensée moins idéaliste, plus proche des problèmes et de leurs solutions, même s'il ne nous convainc pas davantage. Il sait que l'alliance atlantique existe et souligne l'importance de notre éventuel concours logistique.

Il tient pour acquis que nos forces aériennes et navales participeraient aux opérations des alliés. Mais il réserve le corps de bataille pour le seul rôle de valet d'armes de notre arme nucléaire tactique dans sa mission d'ultime avertissement avant l'emploi des moyens stratégiques. En d'autres termes, la France, à l'abri du glacis ouest-allemand, attendrait que ses alliés arrêtent l'ennemi ou, en cas d'échec, que la menace d'acte sur son territoire réalise les conditions de la dissuasion.

Il est heureux que les États-Unis et la Grande-Bretagne n'aient pas la même doctrine et aient la complaisance, avec les Allemands et quelques autres, d'occuper ce glacis. Sinon le concept que M. Chevènement préconise n'aurait pas même de raison d'être.

Mais là n'est pas le fond du débat. La question est de savoir si la prévision de notre éventuelle participation à des opérations de défense, sur le continent aux côtés de nos alliés, priverait notre pays, lors d'une crise, de sa liberté de décision.

Rappelons tout d'abord que nos engagements vis-à-vis de nos alliés limitent cette liberté d'appréciation des lors que nous serions en présence d'une agression, en Europe, contre l'un des signataires du traité de Bruxelles, c'est-à-dire avant tout la République fédérale.

Notre liberté porte sur la question de savoir si le conflit met en cause ou non nos intérêts vitaux et/ou nos engagements et, conformément au

traité de l'Atlantique, sur les modalités de notre apport à la défense commune. Elle ne doit donc pas être compromise par des arrangements militaires d'exécution. Les trois conditions nécessaires à son maintien ont été énoncées officiellement par M. Raymond Barre. Elles sont : le non-retour dans le système militaire intégré, la non-occupation d'un créneau le long de la frontière entre les deux alliances, la non-obligation de mettre notre logistique au service de l'OTAN. Ces conditions remplies, tout le reste n'est qu'étude d'hypothèses par des états-majors. Refuser ces études serait se condamner à la neutralité.

La question à laquelle il faut répondre est de savoir si nous serions en mesure de conserver notre indépendance si nos alliés étaient battus. Dans la négative, il ne serait pas compatible avec la protection de cette indépendance de ne rechercher que la sanctuarisation de notre territoire. Dans l'affirmative, que ferions-nous dans un système d'alliance dont la finalité politique repose sur la notion de communauté de destin ?

Enfin, l'on ne voit pas en quoi cette sanctuarisation serait compromise par notre participation aux

opérations alliées en position de réserve générale qui paraît l'hypothèse généralement retenue. Car, si les choses tournaient mal pour les alliés, il nous serait toujours possible d'employer nos armes tactiques pour signifier notre détermination de passer ensuite, si nécessaire, au stratégique.

L'accord conclu, aussitôt après notre retrait de l'organisation militaire intégrée entre le général Allier, chef d'état-major général français, et le général Lemnitzer, commandant suprême en Europe, l'a été alors que l'alliance avait adopté le concept de riposte graduée que la France n'acceptait pas. Notre gouvernement a pourtant approuvé ce document qui devait servir de base et de cadre à tous les accords ultérieurs organisant la participation des « forces françaises, notamment en Allemagne, à l'article 5 était appelé à jouer, à des actions militaires communes... ».

On ne peut ramener la « doctrine gaulliste », comme le fait M. Chevènement, aux deux seules notions de dissuasion et d'indépendance : elles étaient complétées par les dispositions prévues et organisant notre participation à la défense du continent.

La dissuasion en Europe

Au reste, la dissuasion ne repose pas seulement sur la nucléaire stratégique. Elle est assurée par un ensemble de forces qui interviendrait à l'adversaire de miser sur un conflit limité et d'obtenir ses objectifs politiques sans recourir au conflit.

Pour la France, le premier stade de cette dissuasion, celui qui présente le plus de sécurité au moindre risque, est exercé à tous les niveaux par l'alliance. Si notre corps de bataille était retiré, aurions-nous encore une politique de défense conforme à nos intérêts de sécurité et cohérente avec notre politique étrangère ?

C'est le moment de se souvenir que le texte le plus explicite sur la solidarité occidentale souscrit depuis

le traité de Washington — la déclaration d'Ottawa de 1974 — a eu pour origine un projet présenté par la France sous la présidence de M. Pompidou, dont on oppose parfois la ligne de conduite à celle de M. Giscard d'Estaing. En réalité, le président défunt avait apporté le concours le plus ouvert et le plus décisif de la France à une remise à jour des principes intéressant la sécurité de l'alliance tout entière.

Il y a de ce côté audace aux prudences qu'un certain terrorisme intellectuel a imposées ces dernières années. Sans doute est-ce à lui que nous devons la silence officiel de notre pays sur ces euromissiles

(*) Ambassadeur de France.

dont la mise en place apporterait une contribution irremplaçable à la dissuasion en Europe.

Cette question, trop longtemps ignorée en France, est en train de passer au premier plan de l'actualité, puisque le chancelier Schmidt menace de démissionner si son gouvernement n'accepte pas l'acceptation du déploiement et que M. Jospin annonce qu'elle figurera au programme des conversations entre les partis socialiste et communiste.

Il n'apparaît pas clairement si la prise de position de M. Georges Sarre (*Le Monde* du 17 avril), favorable au gel du déploiement des SS-20 et à la non mise en place des Pershing-2 et missiles de croisière, conforme aux positions traditionnelles des partis socialistes sur le désarmement, reflète les vues personnelles de M. Mitterrand.

Mais elle est proche du moratoire proposé par M. Brejnev et risquerait de gêner les pays voisins qui ont à maintenir une décision difficile face aux pressions conjuguées de la diplomatie soviétique et des mouvements pacifistes, écologiques et religieux.

Si la décision de mise en place récemment confirmée à Rome par le conseil atlantique devait être remise en cause, elle ne serait sans doute plus jamais reprise. C'en serait fait du couplage entre le théâtre européen et le système stratégique américain, c'est-à-dire de la pièce maîtresse de la dissuasion. Elle marquerait aussi la plus grande victoire politique de Moscou sur les Occidentaux et consacrerait une fois pour toutes le droit de l'U.R.S.S. à influencer les choix des armements nécessaires à la défense de l'Europe.

Car rien n'est plus loin de la réalité que de croire que ces euromissiles donneraient aux États-Unis une capacité de première frappe contre les fusées intercontinentales soviétiques et compromettraient l'équilibre entre les grandes puissances. Les cent huit fusées Pershing ne sauraient, en effet, atteindre que les quatre champs de silos situés à

l'ouest de Moscou sur les vingt et un déployés sur tout le territoire soviétique. Une attaque américaine menée avec les seuls euromissiles laisserait donc intacte la grande majorité des fusées soviétiques pour une riposte sur le territoire américain.

Pour qu'une première frappe américaine ne relève pas d'une stratégie de gribouille, elle devrait faire arriver toutes les charges en même temps sur les objectifs soviétiques. Ce qui signifie que les engins intercontinentaux, devraient partir, pour servir à l'agression que le Kremlin dit redouter, de vingt à vingt-cinq minutes après les fusées devant traverser l'Atlantique.

Comme on le sait, la supériorité du pacte de Varsovie dans le domaine classique n'est plus compensée par une supériorité américaine pour les armes nucléaires tactiques. En ce qui concerne le problème capital des missiles nucléaires à moyenne portée, l'avance prise par l'U.R.S.S. ne commencera à être corrigée que vers le milieu de la décennie. Si, d'autre part, les États-Unis sont seuls à pouvoir étendre leur capacité de dissuasion à l'échelle de la planète, le concours des pays européens, donc de la France, sera nécessaire, tant dans notre intérêt que dans celui de nos alliés et celui du tiers-monde à la protection des régions situées en dehors de la zone atlantique.

Notre pays choisira-t-il le repli sur soi d'une politique uniquement fondée sur la sanctuarisation du territoire, autrement dit la neutralité ? Optera-t-il pour le désarmement et la dissolution des alliances ? Ou décidera-t-il de contribuer au maintien de la sécurité du monde auquel, dans son immense majorité, il entend continuer à appartenir ?

Au moment où un socialiste assume les responsabilités suprêmes dans notre pays, il convient de se rappeler que la première des obligations sociales d'un gouvernement à l'égard du peuple qui lui a fait confiance est d'assurer sa sécurité.

(1) *Le Monde* du 5 mai.

Les cartes de la France

(Suite de la première page.)

Avec son programme nucléaire, le gouvernement sortant a entrepris un effort indéniable pour diminuer la dépendance énergétique du pays. Cet effort ne pourrait être ralenti sans péril que si l'on avait la certitude de pouvoir disposer, à bref délai, de ressources d'ampleur comparable d'une autre nature : disons que cette certitude est loin d'être acquise. En tout cas, il résulte de cette situation :

1° Que la France ne peut guère se permettre de recourir au protectionnisme, car, à vouloir trop protéger son marché, elle perdrait ceux qu'elle a gagnés à l'étranger ;

2° Qu'il lui faut donner une haute priorité au développement de ses exportations, ce qui suppose que ses prix de vente restent — ou redviennent — compétitifs, et donc qu'elle veuille

avec un soin jaloux, comme Edmond Malre ne perd heureusement pas une occasion de le rappeler, à ses prix de revient, sans quoi la dévaluation sera inévitable.

A cette donnée fondamentale s'en est ajoutée une autre : la spéculation contre le franc a encouragé la tendance de gauche du parti social-démocrate, qui lui crée des difficultés croissantes. Le fait est qu'il a amorcé, ces jours-ci, un net rapprochement avec Mrs Thatcher, laquelle était trop agacée par les airs supérieurs de M. Giscard d'Estaing pour ne pas être ravie de voir se distendre ce soupçon franco-allemand dont l'existence même lui paraissait insupportable.

Le nouveau président devrait donc porter une attention prioritaire au réajustement entre Paris et Bonn des rapports les plus confiants possibles, comme l'ont voulu la IV^e République et de Gaulle. La réconciliation

franco-allemande est la clé de tout avenir européen. Si on laisse, à nouveau, des facteurs extérieurs raviver les frictions et les rivalités entre nos deux pays, alors le pire est à craindre.

Un facteur, heureusement, devrait jouer en faveur, sinon du resserrement, du moins du maintien des liens de solidarité européenne. Divers signes font apparaître que la Grande-Bretagne est en passe de comprendre qu'elle a, désormais, plus d'intérêts communs avec le continent qu'avec les États-Unis. On l'avait bien vu l'an dernier, à propos de l'Afghanistan ou du Proche-Orient : mais il était tentant de voir là une simple conséquence de la poussée américaine, en un temps où Jimmy Carter régnait sans gouverner. Or il ne semble pas que l'avènement de M. Reagan, malgré ses affinités idéologiques avec la « dame de fer », ait beaucoup affecté cette orientation. Il faut dire que les premiers actes de la nouvelle

administration américaine ne sont pas de nature à arracher à l'Europe des cris d'admiration particulièrement enthousiastes. Quant à la manière dont elle s'y est prise pour limiter les importations de voitures japonaises, elle a été interprétée un peu partout comme une belle démonstration d'égoïsme suédois, un feu vert donné à Tokyo pour faire porter le gros de ses efforts en Europe.

Les Européens sont de plus en plus conscients de la précarité de leur condition. A leur dépendance énergétique s'ajoute leur vulnérabilité militaire : l'arsenal des SS-20 soviétiques qui les tiennent en otages s'accroît d'une

unité par semaine, et des doutes s'expriment un peu partout sur la détermination du protecteur américain. Ou bien ils se serrent les coudes et se sauvent ensemble, ou bien ils donneront raison à la prédiction faite il y a deux siècles par Friedrich Grimme dans une lettre à la Grande Catherine : « Les peuples se partagent le monde, la Russie à l'est et l'Amérique à l'ouest. Et nous, les peuples compris entre les deux, serons trop déconsidérés, nous aurons sombré trop bas pour savoir, sauf à travers une tradition vague et incohérente, ce que nous avons été... ».

Le tiers-monde

A l'Europe, qui depuis trente ans n'a cessé de se chercher, il n'a manqué ni les moyens matériels ni les institutions. Il a manqué la foi sans laquelle il n'est pas de vertu. C'est qu'elle avait peine à concevoir une ambition commune. De Gaulle lui en a bien proposé une, mais sa stature était trop haute pour ne pas nourrir presque automatiquement le soupçon d'hégémonie. M. Giscard d'Estaing, quand il a parlé du dialogue Nord-Sud puis du « triologie », a bien perçu ce qui devait être l'un des axes essentiels de cette ambition. Mais il n'a su mettre à son service ni l'énergie, ni le discours, ni les moyens matériels nécessaires. Pour ceux qui depuis longtemps sont convaincus que la relation de notre économie et la paix du monde dépendent étroitement de l'aptitude du monde développé à arracher l'autre à sa misère présente, il a été réconfortant de voir M. Mitterrand à la fin de sa campagne, souligner de plus en plus l'importance de cette « dimension » dont nous avions pu déplorer dans ces colonnes l'hiver dernier la quasi-absence (1) dans le débat politique français. Ce combat n'est pas séparé de deux autres : celui pour les droits de l'homme, dont se désintéressent avec un égal cynisme les deux superpuissances et dont

la France a trop souvent, au nom d'intérêts mercantiles ou fausement stratégiques, ignoré l'importance primordiale. Celui pour la transformation des conditions sociales dans une Europe où la défense des intérêts et des privilèges des individus, des classes sociales, des États, demeure trop souvent la préoccupation essentielle. Le meilleur moyen pour le nouveau président de dissiper les méfiances et les incertitudes que suscite son avènement, c'est de montrer que la voix de la France, dans ce monde de violence et d'iniquité, se fera d'abord entendre dans le sens de la liberté et de la justice, c'est-à-dire, en fin de compte, de la morale. Comme l'a si bien dit Jacques de Bourbon-Busset : « On ne peut dire que la politique, le royaume des moyens, se confonde avec la morale, le royaume des fins. Mais une politique qui n'obéirait pas à des fins morales, à une certaine conception du bien et du mal, n'aurait aucun sens. Elle serait à proprement parler insensée. »

Trop souvent, dans le passé, on a oublié cette évidence. On dira que M. Carter n'a rien gagné à la reprise à son compte. Mais c'est qu'il avait compris la morale et la naïveté. M. Mitterrand, s'il veut réussir, devra concilier la morale et le réalisme. Autrement dit, se garder à la fois à droite et à gauche.

ANDRÉ FONTAINE.

MÊMES REMISES
EXCEPTIONNELLES
QU'AU TOURISTES
ÉTRANGERS !

Toutes les
grandes marques de
PARFUMS
PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux
Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS
Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)
261-71-71
OUVERT TOUTE LA SEMAINE
SANS INTERRUPTION
de 9 h à 18 h 30 - samedi jusqu'à 18 heures

(1) La dimension absente, 1^{er} novembre 1980.

EUROPE

Tchécoslovaquie

La libération
de deux jeunes Français

LE P.C.F. SE FÉLICITE DU SUCCÈS DE SON INTERVENTION

Les deux jeunes Français, M. Gilles Thion et M. Jean-François Aude, arrêtés le 28 avril à la frontière tchécoslovaque et dont la prochaine expulsion sans jugement avait été annoncée à Prague le mardi 19 mai, se trouvaient toujours dans la capitale tchécoslovaque ce mercredi 20 mai. Ils devaient, aux dernières nouvelles, prendre l'avion pour Paris, via Francfort, au milieu de l'après-midi et regagner la capitale française dans la soirée (« Le Monde » du 20 mai).

À Paris, le parti communiste français, dans un communiqué reproduit par « l'Humanité » de ce mercredi, déclare que « bien que n'approuvant ni les objectifs, ni le comportement des deux citoyens français, le parti communiste français se félicite d'avoir obtenu la libération de deux jeunes Français ».

Le parti communiste français se félicite que « les autorités tchécoslovaques, indiquant qu'elles sont, comme lui-même, conscientes de contribuer au développement positif des relations internationales », aient décidé d'accéder à sa demande ».

À Prague, selon Tchécoslovaquie (dont dix incarcerated et six en liberté provisoire) ont été incriminés en liaison avec cette affaire et « activités subversives graves » en liaison avec l'étranger ». L'agence de presse tchécoslovaque C.T.A. a confirmé la gravité des charges retenues contre eux, précisant que les matériels transportés par les Français étaient destinés à des Tchécoslovaques et à des fins de subversion ».

C'est pour demander leur libération que toutes les organisations qui avaient tenté lundi d'intervenir auprès de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris appellent « tous les démocrates » à manifester pour obtenir la libération de tous les détenus, le vendredi 22 mai à 18 h 30, rassemblement place du Général de Gaulle (7^e), contrairement à ce que nous indiquions dans nos premières éditions.

Danemark

La quasi-totalité des médecins non titulaires des hôpitaux ont cessé le travail le lundi 18 mai. Ce débrayage doit durer jusqu'à samedi, et concerne environ 80 % des médecins diplômés qui assurent normalement la marche des établissements publics. Il s'agit de contractuels et de stagiaires regroupés au sein du syndicat des jeunes médecins. Les quelque quatre mille trois cents médecins réclament la reconnaissance des accords collectifs qui vient de leur imposer la nouvelle convention salariale globale signée entre la fédération des diplômés d'université (qui regroupe quinze syndicats) et les pouvoirs publics (État, départements et communes). — (Corresp.)

POUR BIEN S'ASSOIR ET BIEN DORMIR

Sans s'éloigner du mur, la banquette-lit STEINER se transforme en vrai lit pour 2 personnes, par un simple basculement.

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE ■ PARIS XI^e ■ Métro Parmentier
TEL. 357 46 35

30^e ANNIVERSAIRE DU FONDS SOCIAL JUIF UNIFIÉ du 17 Mai au 16 Juin 1981

**30 JOURS DE RENCONTRES,
DÉBATS, MANIFESTATIONS
ARTISTIQUES ET CULTURELLES,**

Le JEUDI 21 MAI
AU THÉÂTRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN, GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE
Les célèbres ballets yéménites INBAL d'Israël, Nissim SAROUSSI et son orchestre, chants judéo-arabes, JACINTA (chants judéo-espagnols)

Le DIMANCHE 24 MAI
à partir de 9 heures
GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE des communautés de la région parisienne dans le Parc du Château de Ferrières-en-Brie.
Animation continue, chants, danses, kermesse, stands, buvettes.

Le DIMANCHE 31 MAI
A L'OLYMPIA, GRANDE FÊTE DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE JUIVE
Dances folkloriques, ballets, chorales, jeux, spectacles avec les célèbres clowns FRATELLINI
ET TOUS LES JOURS du 17 Mai au 16 Juin
Important programme, rencontres, débats dans les centres communautaires et au Centre RACHI
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS : F.S.J.U. - 563-12-13 - De 9 heures à 20 heures.

Irlande du Nord

L'attentat qui a coûté la vie
à cinq soldats britanniques

est le plus meurtrier depuis près de deux ans

De notre correspondant

Dublin. — Cinq soldats britanniques ont été tués près de la frontière entre l'Irlande et la République d'Irlande par l'explosion d'une très forte charge au passage de leur véhicule, mardi 19 mai (nos dernières éditions datées du 20 mai). La responsabilité de l'attentat a été revendiquée par l'IRA provisoire. C'est la pire attaque meurtrière subie par l'armée britannique en Irlande depuis août 1979, lorsque dix-huit soldats avaient trouvé la mort dans la même région.

L'attentat a été condamné au nord et au sud de l'île par des dirigeants politiques et religieux. Le secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord, M. Humphrey Atkins, a estimé qu'il s'agissait d'un « meurtre lâche », dont les auteurs « n'ont aucun regard pour les habitants de la province ».

Pour sa part, le premier ministre de la République d'Irlande, M. Charles Haughey, a déclaré qu'il fallait « une solution politique pour mettre fin à ce cycle de mort et de destruction ».

Il s'agit de l'offensive la plus importante organisée par l'IRA depuis la mort de deux de ses membres grièvement de la faim à la prison de Long Kesh. Bobby Sands et Francis Hughes, un troisième, Raymond McCreech, qui jette depuis quarante jours, est dans un état grave. Le gouvernement de M. Thatcher a réaffirmé que le statut de prisonnier politique revendiqué par les détenus ne leur serait pas accordé.

C'est sur cette toile de fond que se déroulent, ce mercredi, les élections municipales en Irlande. Le scrutin a pour objet de choisir les représentants des deux communautés, nationaliste et unioniste, qui formeront les vingt-deux conseils municipaux de la province. Ces conseils n'ont pas beaucoup de pouvoirs depuis la réforme de 1973 (les fonctions locales ont été transférées à des municipalités afin d'éviter le favoritisme confessionnel). Néanmoins,

moins, les municipalités sont le seul forum local dont disposent les formations politiques en Irlande du Nord.

Le parti unioniste démocrate (OUP) du docteur Paisley espérait enlever sa majorité au parti unioniste officiel (OUP), de tendance plus modérée. Dans la communauté catholique, minoritaire, le parti modéré, le S.D.I.P. (travailliste et social-démocrate) de M. John Hume luttait pour sa survie contre les éléments plus extrémistes, qui pouvaient tirer parti de l'émotion soulevée par la mort des grièvement de la faim. Située entre les deux grands blocs, la formation centriste inter-confessionnelle Alliance obtient d'ordinaire d'excellents résultats à ces élections municipales.

En République d'Irlande, les événements d'Irlande ne restent pas sans influence sur la vie politique. On s'attend chaque jour que le premier ministre annonce la date d'élections législatives anticipées, mais en vain. Le gouvernement de Dublin souhaite visiblement que la situation en Irlande soit un peu plus stable avant d'appeler ses propres électeurs aux urnes.

JOE MULHOLLAND.

ASIE

Cambodge

Phnom-Penh annonce la réunion imminente du congrès du P.C. pro-vietnamien

En annonçant, mardi 19 mai, la convocation du prochain congrès du parti communiste khmer, Phnom-Penh tend à confirmer « les fondements idéologiques du régime établi au Cambodge par l'armée vietnamienne le 7 janvier 1979, sur les ruines du Kampuchéa démocratique dirigé par un parti communiste. En même temps, le régime pro-vietnamien réaffirme solennellement la filiation de son parti dirigeant avec le parti communiste indochinois (P.C.I.) dissous depuis 1951; en effet, le parti, qui apparaît au grand jour, reprend le nom qu'il avait adopté il y a trente ans, lors de la division du P.C.I. en trois fractions théoriquement indépendantes, de parti populaire révolutionnaire khmer (P.P.R.K.). Rappelons qu'au Laos le P.C. s'était aussi donné le nom de parti populaire révolutionnaire.

Ainsi, la République populaire du Kampuchéa possède-t-elle désormais tous les attributs d'un régime socialiste à la vietnamienne. Certes, des tentatives d'alignement ont déjà été faites au rôle dirigeant du « parti », dont on connaît même le nom du chef, M. Pen Sovan, vice-premier ministre et ministre de la Défense (1). Agé de quarante-cinq ans, M. Pen Sovan fait partie de ceux que l'on a appelés les « jeunes dirigeants » ces communistes cambodgiens qui ont cherché asile à Hanoi en 1974 et qui ont repris du service pendant la guerre de 1970 à 1976; la plupart d'entre eux avaient

d'ailleurs été « purgés » par les Khmers rouges. Un autre responsable du P.P.R.K. est M. Say Phouthong, député de Phnom-Penh, président de la « commission d'organisation » des élections législatives du 1^{er} mai dernier, et qui a signé la convocation du congrès. Toutefois, dans un régime du type de celui de Phnom-Penh, il serait inconcevable que les principaux responsables ne soient pas membres du parti. M. Heng Samrin, le chef de l'État lui-même, est allé l'an dernier au Vietnam pour suivre un cours de recyclage politique.

Réécrite l'histoire

Maintenant que le nouveau parti sort de l'ombre, il lui faut réécrire l'histoire, tout comme M. Pol Pot l'avait fait quand il avait rendu publique l'existence de son propre P.C. en septembre 1977. Si l'un avait donné toute référence au Vietnam, l'autre se livre à un travail identique et en sens contraire : ainsi le prochain congrès est-il présenté comme le « 1^{er} congrès du P.C. khmer » tenant pour nulles les réunions organisées pendant la longue période durant laquelle le mouvement communiste khmer exerçait la politique nationaliste et anti-vietnamienne des Khmers rouges. Ces derniers, réfugiés dans les forêts, se considéraient d'ailleurs toujours comme les seuls représentants « légitimes » du gouvernement et du parti khmer.

Mais la rhétorique peut conduire à des faiblesses de mémoire. Il ne faut pas oublier que, pendant des années, Hanoi a officiellement considéré le P.C.K. rouge comme le seul véritable P.C. khmer. Trois mois encore avant d'en finir avec le régime de M. Pol Pot, Hanoi envoyait encore des messages aux communistes khmers rouges, les invitant à « préserver et développer les relations spéciales entre les deux partis ».

PATRICE DE BEER.

(1) Le préliminaire de la Constitution adoptée au début de l'année parle de « la direction dirigeante du parti ».

Le Monde publiera demain

- LA RELÈVE À L'ÉLYSÉE :
— Page « Idées ».
- Les projets socialistes pour Paris et l'Ile-de-France.
- Les réactions à la Martinique et à la Réunion.
- CHYPRE : Début d'une enquête de Claire Tréan avant les élections législatives.
- « LE MONDE DES LIVRES » : Trois classiques scandinaves.
- FORMATION PROFESSIONNELLE (supplément de cinq pages) : Stagnation pour les adultes, lacunes pour les handicapés.

NICOLE BERNHEIM.

PROCHE-ORIENT

LA CRISE ISRAËLO-SYRIENNE

M. Begin assure qu'il ne prendra pas l'initiative d'un conflit

Tandis qu'un calme précaire a régné, mardi 19 mai, dans la capitale libanaise et dans l'ensemble des « points chauds » du pays, les perspectives d'un règlement négocié de la crise israélo-syrienne paraissent plus encourageantes.

À Washington, le département d'État a implicitement critiqué, mardi, les déclarations de M. Begin (« Le Monde » du 20 mai) délaçant à l'Arabie Saoudite la possibilité de jouer un rôle constructif dans la crise du Liban.

Cet appel à la modération, précise-t-on à Washington, est également adressé à Moscou, dont les organes de presse continuent à dénoncer les « visées de Washington qui est prêt à déclencher une nouvelle guerre au Proche-Orient ». M. Haig, secrétaire d'État américain, a eu, lundi 18 mai, un entretien avec l'ambassadeur de l'U.R.S.S., M. Dobrynine. C'est la deuxième rencontre entre les deux hommes depuis vendredi dernier et la quatrième depuis le début de la crise des missiles au Liban.

À Jérusalem, le porte-parole de l'armée israélienne a catégoriquement démenti, mardi, une information en provenance de Damas selon laquelle un avion de reconnaissance israélien a été abattu au-dessus de la Syrie.

D'autre part, le gouvernement israélien a pris mercredi des décisions qui insistent dans le sens de l'apaisement dans la crise israélo-syrienne. À l'issue d'une réunion extraordinaire du gouvernement, qui a duré près de deux heures, M. Ariel Nour, porte-parole, n'a pas révélé la nature de ces décisions mais il a dit que celles-ci « augmentent les chances d'une solution pacifique ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que M. Begin devait avoir mercredi après-midi une nouvelle rencontre avec M. Haig, les chances de ce dernier de parvenir à un règlement négocié paraissent plus grandes. Dans les milieux politiques de Jérusalem, on a remarqué un certain optimisme dans l'attitude du premier ministre et de l'ambassadeur américain lors du retour de celui-ci en Israël, mardi. On a notamment remarqué cette déclaration de M. Begin : « J'espère que se lancera pas dans une guerre avec la Syrie, à moins d'être attaqué ».

D'autre part, le premier ministre a validé les mérites de M. Habib en disant que celui-ci avait déployé de « remarquables efforts » pour parvenir à une « solution pacifique ». Par ailleurs, on estimait, de source bien informée, que le prochain accord plus ou moins formel était en voie d'être proposé par M. Habib. Selon ce projet, Israël s'engagerait pendant un certain temps à ne pas lancer de raids aériens au-dessus du Liban. Il s'agit-là de raids « opérationnels », car les vols de reconnaissance continueront d'être tacitement admis par la Syrie. En échange, Damas serait prêt à retirer progressivement les missiles antiaériens installés dans la Bekaa.

Il semble que le rôle joué par l'Arabie Saoudite a été important dans les négociations menées par M. Habib au cours des dernières quarante-huit heures. C'est du moins ce qu'on laisse entendre mardi soir à Jérusalem, malgré les vives attaques lancées contre le régime de Ryad par M. Begin précédemment. À ce sujet, le ministre des Affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, avait tenté de modérer les propos du premier ministre en reconnaissant que l'Arabie Saoudite pouvait participer aux efforts en cours pour dissiper la tension au Liban.

Réagissant un groupe de journalistes français mardi après-midi, M. Shamir avait refusé de préjuger de l'avenir et s'était contenté d'une extrême prudence. Selon le ministre israélien des Affaires étrangères, une solution du conflit israélo-syrien

M. Waldheim : le plus grand danger pour la paix

De notre correspondante

New-York. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, qui revient d'un voyage à Moscou et d'un autre récent à Washington, a fait mardi 19 mai devant la presse, le point de vue de l'Organisation des Nations unies sur la crise du Proche-Orient. M. Waldheim s'est déclaré convaincu que les deux camps souffraient « d'un état de confrontation militaire et d'extrême tension » que la prochaine Assemblée générale de l'Organisation internationale permettra de renouer, à l'automne prochain, les contacts en vue de nouvelles discussions sur la limitation des armements.

Mais le secrétaire général a tenu que la priorité revenait, dans l'immédiat, à la crise libanaise, qui lui paraît constituer le plus grand danger pour la paix. Il a toutefois indiqué que les Nations unies n'étaient pas en position de jouer, dans cette crise, un rôle dépassant celui que joue actuellement la Force internationale des Nations unies au Liban (FINUL).

Interrogé sur l'ampleur prise par le terrorisme dans le monde, M. Waldheim a rejeté l'idée d'une conférence internationale sur la question, mais a formulé l'espoir que les « récents événements » aideraient les gouvernements à prendre conscience de leurs responsabilités. « La médiation des résolutions ou des conventions internationales n'a aucun effet si les gouvernements ne les appliquent pas », a observé le secrétaire général.

À propos des projets de l'UNESCO concernant un « nouveau ordre de l'information », M. Waldheim a déclaré qu'il estimait, certes, un déséquilibre dans le flot d'informations qui émane des pays développés et en développement, et qu'il convient de le rectifier, mais il s'est déclaré « totalement opposé » à la liberté de la presse qui est une grande réussite de notre temps.

Interrogé sur ce qui apparaît comme une hostilité nouvelle des États-Unis à l'égard de l'Organisation internationale, le secrétaire général a estimé que ces rumeurs « sont exagérées ». Il s'est déclaré confiant que Washington ait l'intention de conserver une « attitude positive » à l'égard des Nations unies, comme il convient à l'un des membres les plus influents de l'Organisation.

NICOLE BERNHEIM.

Le LI

Paris

Le Monde

Le Monde

PROCHE-ORIENT

Le Liban dans la tenaille

III. — L'impossible entente nationale

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

L'intervention de l'aviation israélienne dans les combats du mont Samir a fait avorter le dialogue qui s'était ébauché entre les différents protagonistes du drame libanais. L'entente nationale entre les chrétiens du réduit de Jounieh, alliés à Israël, et les islamoprogressistes, est-elle encore possible ? (Le Monde des 19 et 20 mai.)

Beyrouth. — Notre chauffeur opère de la tête. La radio phalangiste qu'il écoute de préférence aux autres postes « parce qu'elle est mieux renseignée », vient d'annoncer que le président Sadek a demandé le retrait des troupes syriennes du Liban. « Il a pour une fois raison, c'est le seul moyen pour calmer la situation. Je suis musulman, mais je pense qu'il faut régler nos problèmes entre Libanais et non à coups de canon », il ralentit un instant devant une guérite de la P.A.D. peinte aux couleurs syriennes, et allume le platineau du taxi, tandis que le soldat en faction, un paysan de la Djézirah, l'air absent, indique de la main qu'il peut poursuivre le chemin, sans même se donner la peine de regarder à l'intérieur de la voiture.

Six ans de présence syrienne au Liban ont créé à Beyrouth une profonde allégeance à l'égard de tout ce qui est syrien. « Ils se comportent en véritables amis d'occupation », entend-on répéter partout. Le rumeur publique attribue aux soldats de l'armée du président Assad toutes sortes de méfaits, allant du petit larcin au crime. Il suffit qu'un automobiliste se fasse voler sa voiture pour qu'il incrimine aussitôt le « Sour » (le Syrien), devenu un adjectif péjoratif, même s'il s'agit par la suite de l'auteur du coup d'œil un Libanais. Les Palestiniens sont également désignés à la vindicte publique, mais dans une moindre mesure depuis qu'ils se montrent ostensiblement plus discrets. Il existe surtout une espèce de compréhension à l'égard de ceux « qui se trouvent en terre qu'ils ont été chassés de leurs foyers, alors que les autres... ».

Le ressentiment populaire à l'égard de la présence armée étrangère au Liban se retrouve également dans les milieux politiques considérés pourtant comme proches des Syriens et dont les représentants ne peuvent guère dans leurs conversations de critiquer les « incohérences et ambiguïtés » de la politique de Damas, pour défendre ensuite avec le même acharnement leurs discours publics la nécessité d'une alliance avec la Syrie.

Ce qui fait dire à un pince-sans-rire de Beyrouth-Ouest : « Il faut croire que nos dirigeants ont le drame de la schizophrénie et sont devenus de redoutables spécialistes du double langage. » Mis en cause, les dirigeants du Mouvement national libanais — puisque c'est bien d'eux dont il s'agit — se défendent comme de beaux diables. « Que voulez-vous que nous fassions ? Déclarer la guerre à tout le monde à la fois ? Nous n'avons jamais eu d'illusions sur la politique menée par Damas au Liban et n'avons pas encore oublié que ce sont les

Syriens qui, en septembre 1976, ont saisi à l'extrême les phalangistes en difficulté dans leurs propres montagnes. Depuis, Damas a multiplié les mesures pour nous diviser, affaiblir la résistance palestinienne et renforcer la droite chrétienne. Maintenant qu'ils semblent adopter pour la première fois une attitude résolue à leur égard, admettons que nous le leur demandions depuis longtemps, voulez-vous que nous nous désolidarisions de leur action ? »

Sortir du bourbier

À quel leurs détracteurs répondent : « Nous ne nous en demandons pas tant. Mais de grâce, gardez une certaine indépendance au lieu d'être au-delà de ce qu'eux-mêmes exigent. » Cette remarque est valable pour certaines des quinze composantes du Mouvement national qui se sont totalement aliénées sur la politique de Damas, mais ne s'applique pas aux grandes formations « idéologiques » du M.N.L. (Mouvement national libanais) — notamment le P.S.P. (parti socialiste progressiste) de M. Walid Joumblatt, le P.C. de M. George Haoui et l'O.A.C.L. (Organisation de l'action communiste libanaise) de M. Mohsen Ibrahim, qui se sont toujours efforcés de garder une certaine distance à l'égard de l'allié syrien.

Le Mouvement national s'est toujours abstenu de se substituer à l'État libanais défaillant dans la région qu'il contrôle au Liban « pour ne pas accentuer la partition de fait qui existe déjà dans le pays ». Il en est résulté une situation qui crée parfois la pagaille et l'anarchie. À certaines heures, Hama, qui était autrefois considéré comme les Champs-Élysées de Beyrouth, ressemble à un dépôt public. Le soir tombé, les rues grouillantes de monde dans la journée, se vident presque entièrement, nul n'osant s'aventurer à pied dans une ville où la sécurité est aléatoire. L'absence quasi totale d'administration dans certains secteurs du camp islamoprogressiste est généralement moins impopulaire et a contribué en grande partie à son discrédit.

En réalité, la véritable raison du déclin du Mouvement national est due au fait qu'il ne s'est pas encore relevé de la perte de son leader historique, Kamal

Joumblatt, assassiné en mars 1977 sur l'ordre des Syriens. Nul ne nie les qualités personnelles de son fils Walid, qui a beaucoup fait pour rendre espoir à la communauté druze, traumatisée par la disparition de son chef. Mais il n'a pas l'expérience de son père ni l'ambition démesurée et le goût du pouvoir de Chelkch Béchir. Profondément libéral, il ne représente, selon l'un de ses proches, que « le dénominateur commun à plusieurs tendances hétéroclites et contradictoires groupées au sein d'une espèce de front national flou ».

« Le malheur est que, étroitement lié à juste titre au monde arabe dont il s'est proclamé solidaire, le Mouvement national, qui n'a pas pu élaborer un projet politique indépendant après la mort de Kamal Joumblatt, est devenu rapidement l'encre des différents courants antagonistes qui se disputent le leadership du camp arabe et qui ont trouvé au Liban un terrain particulièrement propice à leur lutte d'influence », explique, aussi lucide qu'amer, un ancien militant communiste qui regrette le temps où le Mouvement national mobilisait les foules. « L'entente maintenant est moins exaltante, surtout depuis qu'on a confisqué le rôle du Mouvement national, devenu une annexe de la Syrie. La Syrie n'est pas le seul pays arabe à vouloir s'approprier le mouvement national. Il y a également l'Irak et la Libye, qui assurent sans compter son financement. Le résultat est désastreux, surtout pour les petites formations dépourvues de solides convictions idéologiques et dont certaines, réduites au rôle de mercenaires, se livrent à des règlements de comptes peu reluisants dans les rues de Beyrouth. »

Même un mouvement aussi authentiquement populaire que le mouvement chiite est soumis à de multiples pressions pour le détourner de sa vocation essentielle, qui

est d'affirmer les droits des chiites (un tiers de la population du Liban) longtemps ignorés. L'organisation paramilitaire Amal est devenue, après la disparition de l'imam Moussa Sadr, la principale force politique de la communauté, détrônant, avec l'aide des Palestiniens, les phalangistes traditionnels, la plupart des féodaux du Sud Soumise à des « réformes » extérieures, elle s'est transformée en une « hydre à plusieurs têtes », manipulée par des forces aussi disparates que le 2^e Bureau et les Kata'ib qui aspirent à faire d'elle un instrument de lutte dirigée contre le mouvement national et les Palestiniens, ainsi que par les Iraniens et Syriens qui l'utilisent pour combattre l'influence irakienne au Liban.

Jusqu'à présent, les Palestiniens et les communistes, qui ont des attaches solides avec la communauté chiite, ont réussi à éliminer les affrontements grâce notamment aux efforts de M. Nabih Berri, secrétaire général d'Amal, social progressiste qui a su à plusieurs reprises éviter une rupture entre son mouvement et les palestino-progressistes. Il vient d'ailleurs de faire un geste en leur faveur en envoyant un contingent de milliers de chiites combattre les phalangistes sur le mont Samir. Les relations demeurent cependant tendues. M. Berri ne contrôlant pas l'ensemble du mouvement, qui a quitté récemment le « comité de coordination » le liant à l'O.L.P. et au M.N.L. Il

existe surtout chez les chiites un profond ressentiment contre les Palestiniens, considérés comme étant en grande partie à l'origine de leurs malheurs dans le Sud.

Pour sortir du bourbier, certains des dirigeants du Mouvement national s'efforcent, depuis un certain temps déjà, de mettre sur pied un Front élargi qui constituerait une espèce de « rassemblement » anti-phalangiste regroupant le Mouvement national, le Rassemblement islamique, qui représente la communauté sunnite traditionnelle, l'Organisation Amal, l'ancien président de la République maronite, M. Soleiman Franje, et d'autres personnalités chrétiennes. M. Rachid Karame, ancien président du conseil, qui est un des plus chauds partisans du Front élargi, tente d'obtenir l'adhésion du leader du Bloc national, M. Raymond Edde, mais ce dernier, de son exil volontaire parisien, a manifesté à plusieurs reprises sa décision de ne pas participer à un Front qui, selon lui, est manifestement paré par les Syriens. D'autres, et non des moindres, y compris parmi les dirigeants du Mouvement national, craignent que le Front élargi ne serve de tremplin électoral pour assurer le retour de M. Soleiman Franje à la tête de l'État. Enfin, plusieurs dirigeants du Rassemblement islamique, dont l'ancien premier ministre, M. Saïb Salam, sont totalement opposés à un regroupement qui engloberait les communistes, considérés par eux comme des « agents provocateurs de l'étranger ».

« Réorganiser » la présence palestinienne

Le président Sadek est également hostile à un nouveau Front qui accablait davantage la division du Liban en deux blocs antagonistes et consacrerait une partition qui existe déjà dans les faits. Son grand dessein a toujours été d'être le président de tous les Libanais et non, comme on le lui reproche à gauche, celui des seuls maronites. L'est-il vraiment ? À ceux qui l'accusent d'avoir favorisé, ou tout au moins, d'avoir fermé les yeux pour l'empêcher, la cristallisation du « mini-État » de Jounieh, et d'avoir forgé une « armée confessionnelle » qui n'a jamais rien entrepris contre les « menées partitocrates » des phalangistes, il rétorque que, en tant que chef d'État libanais, il ne pourra jamais « démanteler le fait phalangiste tant que la fusil palestinien restera armé ».

Aussi, tous ses projets de solution de la crise libanaise comportent en filigrane la révision, sous une forme ou une autre, de la « présence armée palestinienne » au Liban. « Nous ne voulons pas, nous ne le posons d'ailleurs pas, supprimer les Palestiniens » en Liban. Tout ce que nous souhaitons, c'est réorganiser progressivement cette présence sur de nouvelles bases en attendant la solution du problème palestinien à l'échelle du Proche-Orient. » nous déclarait, au début de la crise d'avril, un des proches conseillers du président Sadek. « Laissons entendre que les Syriens pourraient soutenir un tel projet. « Nous libanais nous sommes, ajoutait un autre des collaborateurs du chef de l'État, que les Syriens sont entrés en 1976 au Liban avec la mission de « domestiquer » les Palestiniens. Or il faut dire ce qui est : cette mission n'a pas encore été remplie. »

fendre certains abus commis par nos frères palestiniens et certains privilèges exorbitants qui portent un tort immense à notre cause. »

Théoriquement donc, un des obstacles essentiels dans la voie de l'entente nationale souhaitée par le président Sadek pourrait être levé. Mais il subsiste d'autres difficultés de taille, voire de incompatibilités, entre les deux camps qui s'affrontent au Liban, d'abord sur l'existence même du mini-État de Jounieh, et surtout sur le problème controversé de la présence syrienne, acceptée par les islamoprogressistes et rejetée par les chrétiens du réduit de Jounieh. Précisément, l'un des objectifs des négociations de Bealaba, interrompues par l'intervention de l'aviation israélienne au nord du Liban, était, selon l'un des proches du président Sadek, de « créer les conditions qui permettraient, éventuellement, de préserver le terrain à un retrait progressif des troupes syriennes ». Notre interlocuteur ne cachait pas les difficultés de l'entreprise, ajoutant : « Nous prendrions le temps qu'il faudra pour arriver à un consensus libanais sur ce problème. Mais je demeure profondément pessimiste : Israël ne peut tolérer une véritable entente nationale qui, au Liban, ne peut être fondée que sur une normalisation avec Damas, un compromis avec les Palestiniens et un désarmement non équivoque de toute collaboration avec Israël. »

Une première tentative d'entente nationale avait été torpillée par Damas, en août 1980, à la suite d'un veto syrien qui avait empêché la formation d'un cabinet de large regroupement national sous la présidence de M. Tibbedine et Edde. Cette fois, ce sont les Israéliens qui ont tué dans l'œuf une tentative qui semblait plus sérieuse. L'entreprise d'entente nationale périodiquement remise sur le chantier par le président Sadek paraît, une fois de plus, irrémédiablement compromise. Pris en tenaille entre des pressions voisines et des forces hostiles qui paraissent fort peu se soucier de son sort, ce qui reste de l'État libanais risque fort de ne pas survivre à une aventure militaire qui aurait son sol pour théâtre.

FIN

Les U.S.A. à Paris

0^F

Avant de choisir New York plutôt que Bangkok ou Lima, faites connaissance sans quitter Paris — à Rouen — sans qu'il vous en coûte autre chose qu'une heure de votre temps. A deux pas de la rue de Rennes à Paris, ou au cœur de Rouen, faites-vous montrer par ceux qui vous

ont précédé, Colombo, Athènes et Rio en diapositives et en Super 8 dans nos locaux (on a envie de dire « dans nos salons »). Flânez dans notre librairie et repartez avec les deux ou trois livres qui vous permettront de savoir dans quel ordre tomber amoureux de Singapour, de Marrakech et de Bombay.

Un programme illimité de vacances en Europe, Amérique, Asie, Afrique.

Forum VOYAGES

PARIS
TEL : (1) 544.38.61

ROUEN
TEL : (35) 98.32.59

LAUSANNE PALACE

Pour vos affaires, pour votre plaisir, un havre de paix situé au cœur de la ville.

Simple de FF 290 à 450
Double de FF 395 à 570

Pour réserver, écrivez ou appelez :
1002 LAUSANNE (Suisse).
TEL. 1901/2170 91 11 - Telex 171.

Le tranquille bonheur des vacances réussies en Finlande

Vous le trouverez cet été auprès des Finlandais accueillants et sans façon et dans le calme souverain de votre chalet de bois et de son traditionnel sauna, posés comme exprès pour vous au bord d'un lac où est amarrée votre barque. A vous de choisir : forêt pour les promenades, lac pour pêche et baignades, et, au retour, grillez votre poisson au clair d'un soleil qui refuse de se coucher.



Documentation gratuite :
TOURISME DE FINLANDE
13 rue Aubert 75008 Paris - tél. 742.65.52

Nom et adresse :

Un vrai Schwepping demande des efforts quotidiens.

New York à New York à Miami à Miami

1920^F 2500^F

Pour ce prix, on vous pose à l'aéroport, on vous accueille au retour, et entre-temps vous vivez votre vie. Si vous êtes plus exigeants mais toujours aventureux, nous vous suggérons quelques « extras » : une réservation dans un hôtel sympa, un tortillard

folklorique, une location de voiture ou un avion-relais vers plus loin. Et si vous êtes du genre carrement organisé, nous vous proposons du jamais vu, dans le style « clé en main ». Quel genre ou plutôt quels genres ? Il y a trop à dire pour en parler ici. Venez ou découpez !

Ben pour une documentation gratuite.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Ville _____

Code Postal _____

Département _____

Destination choisie _____

Forum VOYAGES

PARIS - 1, rue Cassette
75006 Paris - Tél. : (1) 544.38.61

ROUEN - 72, rue Jeanne-d'Arc
76000 Rouen - Tél. : (35) 98.32.59

AFRIQUE

Algérie

L'UNIVERSITÉ D'ALGER A ÉTÉ FERMÉE À LA SUITE D'ÉCHAUFFOURÉES ENTRE LES « ARABISANTS » ET LES PARTISANS DES CULTURES POPULAIRES.

(De notre correspondant.)

Alger. — De violentes bagarres ont éclaté mardi 19 mai en fin de matinée à la faculté centrale de l'université d'Alger, au cœur de la capitale, à l'occasion de la célébration de la « journée de l'étudiant » commémorant l'appel à la grève et à rejoindre les maquis lancé le même jour, en 1956, par l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA). Plusieurs dizaines d'étudiants nationalistes arabes et intégristes, dont certains étaient armés de couteaux, ont perturbé un meeting organisé par des militants de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA). Le terre-plein de la faculté était occupé par plusieurs centaines d'étudiants, parmi lesquels de très nombreux partisans de l'enseignement du berbère, qui avaient rédigé des affiches en tifinagh (écriture berbère) en arabe et en français pour la défense des cultures populaires et la lutte contre la bourgeoisie et les « éléments corrompus ». Après quelques instants de flottement au cours desquels quelques personnes ont été blessées, les militants de l'UNJA et du collectif berbère se sont organisés pour repousser les assaillants, qui se sont réfugiés dans l'immeuble du rectorat. La police s'est interposée entre les deux groupes, puis a fait évacuer l'université, qui a été fermée. Plusieurs étudiants auraient été interpellés. Dans l'après-midi, des policiers ont patrouillé autour du bâtiment, en interdisant les abords. — D. J.

Un mois après la conférence de Genève

29 MILLIONS DE DOLLARS SUR LES 560 PROMIS ONT ÉTÉ VERSÉS EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS

(De notre correspondant.)

Genève. — L'aide internationale évaluée à 560 millions de dollars qu'espérait la Haute-Commission des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) à l'issue de la conférence pour les réfugiés africains, qui s'était déroulée les 3 et 10 avril à Genève, demeure à l'état de projet. La plupart des gouvernements qui s'étaient engagés à verser leur contribution n'ont pas tenu parole. Un mois après la conférence, 29 millions de dollars seulement ont été versés au H.C.R. pour les victimes africaines réfugiées à la suite de conflits sanglants, de famine ou de catastrophes. Cependant, le H.C.R., par la voix de son délégué, M. Zoller, de retour de Somalie, une des régions les plus défavorisées d'Afrique, qualifie le résultat de la conférence de « succès relatif ».

— I. V.

Nigeria

● Incident de frontière avec le Cameroun. — Le Nigeria a adressé une « vive protestation » au Cameroun et lui a demandé des « excuses sans réserve » à la suite d'un incident frontalier qui aurait fait, samedi 16 mai, cinq morts et trois blessés graves parmi les gardes-côtes nigériens, au large de l'embouchure du fleuve frontalier Rio-del-Rey, selon un communiqué officiel publié mardi à Lagos.

AMÉRIQUES

États-Unis

Quand les femmes découvraient, il y a quarante ans, les métiers réservés aux hommes...

New-York. — C'était une joyeuse chanson des années 40 : *Rosie la Rivreuse*, une jeune Américaine qui participait avec enthousiasme à l'effort de guerre. Quarante ans plus tard, Connie Field a repris le titre pour en faire un film d'un féminisme corrosif et mélancolique, qui collectionne les prix à Chicago, à Houston et à Florence, a été traduit en six langues et acheté par les télévisions anglaises, néerlandaises, suédoises et italiennes.

Quand les États-Unis, « l'arsenal des démocraties », sont entrés dans la dernière guerre, en décembre 1941, il a fallu très vite remplacer les hommes qui partaient sur les divers théâtres d'opérations. Une formidable machine de propagande s'est alors mise en route pour inciter les femmes, de toutes conditions et de tous âges, à aller travailler dans les usines d'armement. Le personnage-symbole de cette campagne a été Rosie la Rivreuse, une femme, jeune et jolie, qui travaillait joyeusement à des tâches rigoureusement réservées aux hommes.

Le film de soixante-cinq minutes que Connie Field a réalisé sur ce thème est constitué par des interviews de cinq de ces anciennes volontaires — deux Blanches et trois Noires — entre-

De notre correspondante

coupées de séquences des actualités cinématographiques de l'époque. Le ton emphatique, outragusement optimiste et cocardier de ces documents, contraste férocement avec les témoignages de Margaret, qui posait des rivets chez Lockheed, Wanita, fondeuse à Detroit, Gladys, soudeuse sur un chantier naval californien, Lola, soudeuse dans une usine d'aviation de New-York et Lyn, brûleuse sur un chantier naval de Californie.

Non qu'elles n'aient pas aimé leur travail : tout au contraire. Les unes et les autres vantaient leur fierté, la camaraderie d'atelier, les salaires confortables qu'elles rapportaient à la maison. Pour certaines d'entre elles, c'était aussi la découverte de la lutte syndicale : « Notre patron de New-York nous appelait « ses petites chéries », mais quand nous avons découvert que nous étions moins payées que les hommes, bien que nous fassions le même travail qu'eux, nous sommes syndiquées, nous avons cessé d'être ses « petites chéries », raconte Lola, mais nous avons obtenu de confortables augmentations de salaires. » C'est à ce moment aussi que les femmes noires qui tra-

vaillaient dans le même atelier ont avoué à leurs camarades blanches qu'elles gagnaient 5 cents de l'heure de moins qu'elles.

Mais quand la guerre s'est terminée, il a fallu faire de la place pour les anciens combattants. Une nouvelle campagne de propagande a commencé pour inciter les femmes à rentrer au foyer, « leur vraie place », pour prendre soin de leurs maris et avoir beaucoup d'enfants.

Mais Margaret, Lola, Wanita, Gladys et Lyn étaient seules dans la vie, avec un, deux et, parfois, trois enfants. Elles se sont retrouvées seules dans une cafétéria ou femmes de ménage, avec un salaire qui passait de 50 à 7 dollars par semaine. Rosie la Rivreuse n'avait été qu'un rêve de temps de guerre.

Margaret, Lola, Wanita, Gladys et Lyn n'avaient jamais entendu parler du Women's Lib, mais leur message a été recueilli avec enthousiasme par une génération qui découvre un peu plus tous les jours que sa « libération » reste des plus fragiles quand une « majorité morale » est au pouvoir et que la récession économique rôde.

NICOLE BERNHEIM.

M. HAIG ANNULE SA VISITE AU JAPON

M. Alexander Haig ne se rendra pas au Japon à la mi-juin comme il était prévu, a-t-on appris mardi 19 mai à Washington. Le secrétaire d'État doit commencer le 10 juin une tournée en Asie qui le conduira en Chine, aux Philippines et en Nouvelle-Zélande mais l'escorte de Tokyo, qui devait être la première, est annulée. Le département d'État a affirmé que cette visite était supprimée par « accord mutuel », que cette décision n'était pas liée à la très vive controverse qui a lieu au Japon à propos des relations nippo-américaines, notamment dans le domaine de la défense.

Il semble cependant que le gouvernement japonais aux prises avec son opinion publique, ne souhaitait plus la visite du secrétaire d'État. Il y avait déjà eu, le 18 mai, la démission du ministre des Affaires étrangères, M. Ito, à la suite d'un communiqué faisant état d'une « alliance » entre Tokyo et Washington (le Monde du 19 mai).

La polémique a rebondi avec les révélations faites par un ancien ambassadeur américain, Japon, M. Edwin Reischauer. Dans une interview au quotidien Mainichi, M. Reischauer, qui fut en poste de 1961 à 1969, affirme qu'il existe un « accord verbal » selon lequel le Japon autorise le transit dans ses eaux territoriales d'armes nucléaires américaines. L'ancien ambassadeur indiquait que des navires de la flotte américaine, porteurs d'engins atomiques, faisaient régulièrement escale dans les ports japonais depuis le début des années 60, ajoutant « soit le gouvernement de Tokyo a menti au peuple japonais, soit il a oublié l'existence de cet accord verbal ».

Tokyo a toujours vigoureusement nié que les navires américains de passage aient transporté des armes nucléaires. La Maison Blanche et le département d'État ont réaffirmé, mardi 19 mai, la position américaine traditionnelle dans ce domaine, en se refusant « à confirmer ou à démentir » toute information relative au déploiement de leurs forces nucléaires à travers le monde. — (A.F.P., U.P.I.)

M. ARTHUR BURNS EST NOMMÉ AMBASSADEUR A BONN

Le président Reagan a nommé M. Arthur Burns ambassadeur des États-Unis à Bonn. Né en Autriche, âgé de soixante-deux ans, M. Burns a eu une carrière d'économiste distinguée. Président du comité des conseillers économiques entre 1933 et 1936, sous la présidence du général Eisenhower, il fut de 1970 à 1978 président du Federal Reserve System et, à ce titre, joua un rôle décisif dans la définition de la politique monétaire de M. Nixon.

Antécédent à l' nomination, le porte-parole du gouvernement de Bonn a déclaré que le choix de M. Burns était « un signe de la grande importance que le président des États-Unis accordait aux relations germano-américaines », ajoutant que le nouvel ambassadeur était « bien connu du chancelier Schmidt ».

A TRAVERS

Kenya

● FERMETURE DE L'UNIVERSITÉ DE NAIROBI. — À la suite de deux jours d'affrontements entre des étudiants, solidaires de médecins en grève, et les forces de l'ordre dans la capitale du Kenya, les autorités ont ordonné, lundi 18 mai, la fermeture de l'université de Nairobi. Les étudiants de sexe masculin ont été invités à quitter immédiatement la capitale et à rejoindre leurs lieux de résidence respectifs, où ils devront se présenter chaque semaine aux autorités locales. — (A.F.P.)

Mali

● UN FRANÇAIS CONdamnÉ A MORT PAR CONTUMACE. — La Cour spéciale de sûreté de l'État, juridiction d'exception malienne chargée de réprimer les atteintes à la sûreté intérieure de l'État, a condamné, lundi 18 mai, à la peine de mort par contumace M. François Vain, de nationalité française. M. Vain, gérant des « Trois calmans », restaurant appartenant à la société d'État des hôteleries du Mali, a été reconnu coupable du détournement de 31 millions de francs maliens (soit 310 000 francs français) au préjudice de cette société. Un mandat d'arrêt avait été lancé depuis 1976 contre M. Vain, qui est toujours en fuite. Le code malien, qui assimile les atteintes aux biens publics à des atteintes à la sûreté de l'intérieur de l'État, prévoit la peine de mort pour des détournements dont le montant dépasse 10 millions de francs maliens (110 000 FF). — (A.F.P.)

BRUMMELL

Brummell Printemps
Haussmann/Nation
Parly2/Vélizy2
Italie-Galaxie
Brummell Rosny2
Belle Epine
Forum des Halles
Cergy/La Défense



PRIX SOLEIL

Blouson réversible zip sous patte,
55 % viscose, 45 % coton. **295 F**

Pantalon à plis, spinaker
100 % coton. **145 F**

FÊTE DU SOLEIL
JUSQU'AU 13 JUIN.

مكتبة الأمل

AMÉRIQUES

Grenade

Le gouvernement révolutionnaire de M. Bishop tente de sortir l'île de son sous-développement

Correspondance

Depuis le renversement du premier ministre, M. Eric Gairy, par le mouvement de gauche New JEWEL (1), le 13 mars 1979, le gouvernement révolutionnaire de la petite île caraïbe anglophone de Grenade (245 kilomètres carrés, 110 000 habitants) a développé ses relations avec les pays communistes, et notamment avec Cuba.

La construction, par les Cubains, d'un nouvel aéroport, dont le financement doit être assuré en partie par le Venezuela et la C.E.E., inquiète Washington, qui voit en M. Maurice Bishop, le premier ministre grenadien, un nouveau Castro.

Saint-George's. — Les drapeaux de Cuba et du Nicaragua flottent dans les cérémonies officielles à côté de celui du gouvernement britannique. La reine Elizabeth n'est-elle pas toujours théoriquement la souveraine de cette île devenue révolutionnaire le 19 mars 1979 ?

Le nouveau régime est-il accepté par les Grenadiens ? A en juger par la fougue des supporters du premier ministre qui scandent, à l'occasion, le slogan de la révolution (« *We want today, en arrière jamais !* »), cela ne fait aucun doute. « Mais, nuance un jeune Grenadien, qui se dit à cent pour cent pour le régime, il n'est pas toujours possible d'exprimer ses désaccords. » Les fonctionnaires, dont l'attitude est jugée « contre-révolutionnaire » par le ministre des finances, M. Bernard Coard, dont on dit qu'il est l'idéologue du régime, sont en grève épisodique depuis quelques mois.

Aucune élection n'est encore venue légitimer le nouveau régime, ce qui est évidemment suspect pour le reste de la Caraïbe anglophone. Personne ne semble cependant douter que le gouvernement en sortira facilement vainqueur.

L'enthousiasme révolutionnaire des Grenadiens n'est pas du goût des Américains, qui ont reçu comme un camouflet le soutien de Grenade à l'O.R.S.E. lors du vote de la résolution des Nations unies sur l'Afghanistan. Dans l'entourage du premier ministre, on admet cependant que la décision, prise un peu hâtivement, constituait un faux pas.

Les touristes américains commencent à boudier cette île devenue un peu trop rouge, et le nombre de visiteurs plafonne à cent mille par an. Ainsi le gouvernement compte-t-il sur l'ouverture, prévue à la fin de l'année, du nouvel aéroport de Pointe-Salines pour attirer de nombreux touristes, du Venezuela ou d'Europe. La polémique qui a éclaté à ce propos est révélatrice de l'état des relations entre Grenade et les États-Unis.

(1) JEWEL : « Joint Endeavour for Work, Education, and Liberation », Mouvement pour le travail, l'éducation et la libération.

LE MONDE

Suède

• **M. PÄRLIDIN REDEVIENT PREMIER MINISTRE.** — Le Parlement suédois a, samedi 19 mai, son investiture au chef du parti du centre. Il formera une coalition minoritaire avec le parti libéral. Le gouvernement tripartite qu'il dirigeait auparavant avait dû démissionner le 8 mai en raison du départ de ses membres conservateurs. Le nouveau cabinet dont la composition sera connue vendredi 22 mai disposera de l'appui de cent deux des trois cent quarante-neuf députés et devra obtenir la coopération des socialistes-conservateurs ou s'appuyer sur la gauche (cent soixante-quatre sièges) pour gouverner. — (A.F.P.).

Tchad

• **CONFÉRENCE À NDJAMENA.** — A son retour de Libye, où il a rencontré le colonel Kadhafi (le Monde du 19 mai), M. Sika Stevens, chef de l'État de la Sierra Leone et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a déclaré, mardi 19 mai à Freetown, qu'il se rendait jeudi à Ndjamena pour un « mini-sommet » sur le Tchad auquel participeraient également le chef de l'État libyen, le président Senghor du Nigeria, M. Goukouni Oueddei, président du gouvernement d'union nationale de transition du Tchad, ainsi que M. Kodjo, secrétaire général de l'O.A.U. — (A.F.P., Reuters).

les relations se sont à ce point détériorées que les deux premiers ministres s'insultent publiquement : M. Tom Adams, premier ministre de la Barbade, que M. Bishop qualifie d'« *ancien Tom* », prétend que des Cubains siègent au conseil des ministres de Grenade.

La présence cubaine

Impossible, si est vrai, de ne pas remarquer les Cubains dans les rues de Saint-George's : leur teint et leur « hispanité » tranchent sur une population grenadienne d'origine africaine et anglophone. Mais, faut-il s'en étonner ? — aux appels tous azimuts à l'aide lancés par le gouvernement, seuls les pays communistes ou pro-communistes ont vraiment répondu. Aux deux cents ouvriers cubains qui construisent l'aéroport de Pointe-Salines, s'ajoutent les médecins et les techniciens participant au développement du pays. Seule exception notable parmi les Occi-

dentaux le Canada, qui en 1980 a octroyé une aide de 11 millions de dollars, soit près du dixième du budget de l'île, et que M. Bishop cite souvent en exemple : « *Nous n'avons pas de problème à coopérer avec le Canada, à la différence des États-Unis. Il n'y a pas, dans l'histoire, d'exemple d'interventions armées des Canadiens pour défendre les intérêts de leurs compagnies à l'étranger.* » La coopération française reste timide. Il n'y a que deux coopérants, dont l'un participe au programme de développement des énergies nouvelles.

Il est sans doute trop tôt pour savoir si les efforts du gouvernement pour arracher l'île au sous-développement seront couronnés de succès. Mais ces efforts sont réels : le gouvernement tente d'améliorer les conditions de vie de la population, et à tirer parti au maximum des faibles ressources de l'île, ce qui contraste déjà avec les coûteuses élucubrations de l'ancien premier ministre, M. Eric Gairy, soutenu par les

États-Unis, et célèbre pour ses interventions aux Nations unies sur les sous-croûtes volantes.

Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement révolutionnaire cherche à s'appuyer aussi bien sur les paysans, auxquels il demande de développer les cultures vivrières pour réduire les importations alimentaires, que sur le secteur privé qu'il pousse à trouver de nouveaux créneaux. Des investisseurs privés grenadiens et étrangers sont associés à la gestion de la première usine de jus de fruits du pays, et à l'exportation du conflit avec Coca-Cola, au début de la révolution, aucune nationalisation n'a été dé-

socialisée et fin de la corruption plus qu'admission à un quelconque modèle. À la tête de micro-États, ils n'ont pas cédé une parcelle de souveraineté nationale, même au risque de déplaire aux grandes puissances. Cuba les intéresse parce que c'est un grand pays de la zone Caraïbe, qui a tenté de s'affranchir de la dépendance à l'égard des États-Unis et peut leur offrir son expérience en matière d'éducation, de santé et de lutte contre le chômage. La C.E.E., dont certains pays sont liés aux Antilles par des liens tricoloniaux, peut jouer un rôle important en répondant aux demandes d'aide de ces petits États.

À Grenade, comme d'ailleurs au Suriname, les jeux ne sont pas faits. Face à une aide occidentale, un échec des tentatives de développement du pays et de l'amélioration des conditions de vie de la population conduirait inévitablement le gouvernement révolutionnaire à se lier encore plus aux pays communistes.

PIERRE-MARIE THIVOLET.

Certaines en ont dix.



D'autres en ont huit.



Seule TWA en a six.



La Classe Ambassador TWA. Moins de sièges, des dossiers qui s'inclinent plus, plus de place pour les jambes.

Sur tous nos 747, nous avons remplacé les anciens fauteuils de notre classe affaires. Mais nous n'en avons réinstallé que 6 par rangée. Cela fait moins de sièges et beaucoup plus d'espace pour les jambes.

Nos sièges sont plus larges, plus profonds, plus luxueux. Ils vous offrent plus de confort, plus de place pour vous étirer et vous détendre.

Aucune autre classe affaires n'est aussi spacieuse et confortable que la Classe Ambassador TWA.

Son prix comprend les boissons (même le champagne) et les écouteurs. Il y a 3 menus au choix. Et l'enregistrement y est facilité.

De la part de la 1^{re} compagnie sur l'Atlantique.

La Classe Ambassador TWA, encore une idée de la 1^{re} compagnie sur l'Atlantique. Essayez-la et découvrez le plaisir que TWA vous offre avec sa Classe Ambassador.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

Le Monde

politique

Le message radiotélévisé du président sortant

M. GISCARD D'ESTAING : je ferai en sorte de me tenir à la disposition de mon pays

Un silence, un long silence de sept secondes, puis : « Au revoir ! »

Mais ce n'est pas fini. Le vingtième président de la République n'a pas terminé sa sortie. Son image se déplace, pas de l'écran au terme de ces dix minutes d'allocution marquant la fin de son septennat. Non, il repousse son fauteuil et se lève. La caméra a pris du champ, il fait demi-tour, encore légèrement courbé, se redresse et s'en va. On le voit, de dos, s'éloigner. La « Marsellaise » commence.

Ce n'est pas encore la fin. L'écran montre maintenant une table, un fauteuil vide et une salle déserte avec deux portes. Une minute de fauteuil vide et de salle déserte sur fond de « Marsellaise » ! Curieux usage de l'hymne national.

Une minute de grand spectacle. Une minute d'un spectacle mis en scène d'une manière si affectée que, rétrospectivement, il obère le sens

de ce qui a précédé et conduit à réviser le jugement porté sur l'allocution tout entière. L'allocution avait été concise et grave, avec ce que l'on pouvait attendre de satisfecit auto-décernés, de remerciements et... d'allusions à l'avenir. Les satisfecit reprenaient les thèmes qui avaient été ceux de la campagne électorale : la nation forte, la paix, les libertés défendues, l'indépendance énergétique, le « rêve » d'une France fraternelle, paisible et puissante.

Les remerciements étaient adressés aux quatorze millions six cent mille électeurs qui, le 10 mai, avaient apporté leurs suffrages au président sortant. Ils étaient, en outre, géographiquement distribués : de Valenciennes à Thionville, de l'Alsace à la Bretagne. Bel effet d'écho à toutes les frontières de la France du continent et de l'outre-mer.

Il y avait aussi l'hommage à la règle démocratique, la loi dans le fonctionnement régulier

des institutions et les vœux à « celui que les Français ont choisi pour être le premier d'entre eux ».

L'avenir, enfin, et les paroles d'espoir destinées aux giscardiens : « Je ferai en sorte de me tenir à la disposition de mon pays (...) un événement politique n'est qu'un maillon dans la chaîne de notre longue histoire ».

M. Valéry Giscard d'Estaing s'était mis ainsi en position de recours, comme on pouvait s'y attendre et comme l'avaient laissé deviner ses déclarations au soir du 10 mai. Une position dans laquelle, l'après-midi même, l'U.D.F. avait (enfin !) souhaité officiellement qu'il se placât !

On était loin des déclarations violentes et maledroites du lendemain du deuxième tour, loin de la dénonciation des « trahisons préméditées » qui avait provoqué de vives protestations dans les rangs des députés giscardiens.

Tout cela ne manquait ni de dignité ni d'émotion. Une émotion que l'on sentait réelle, difficilement contenue. Au point que les larmes semblaient par moments bien près de sourdre.

Pourquoi a-t-il fallu ajouter le singulier appel à la Providence et cette espèce de coup de théâtre final ? En un instant, et comme si souvent dans le passé, ce qui aurait pu être de la spontanéité et du naturel était rejeté, par un acte superflu, dans l'excès et le calcul.

On comprenait tout à coup, et mieux que jamais, une des caractéristiques et surtout une des limites de la méthode Giscard : une association étroite de sensibilité présumée et d'artifice exagéré. Des gestes et des prémisses engageants qui basculent dans l'improbable à cause d'une surcharge d'invention. M. Valéry Giscard d'Estaing était resté lui-même jusqu'au bout de son septennat.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Voici le texte de l'allocution prononcée par M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, le mardi 19 mai, à 20 heures, sur les trois chaînes de télévision.

« Françaises, Français :

Il y a sept ans, le peuple français me confiait la responsabilité de notre pays.

Cela a été un grand honneur pour moi de le diriger dans un monde difficile, dangereux, aux prises avec une crise économique, sociale, et aussi morale, sans précédent depuis cinquante ans.

Vous m'avez donné en garde les biens les plus précieux de la collectivité française : la paix, la liberté et nos institutions.

J'en ai été le gardien, et, à l'heure où le m'en va, ils vous sont restitués intacts.

Aujourd'hui, la volonté du plus grand nombre a choisi un nouveau président.

J'ai voulu que la transition se fasse selon les règles de la continuité républicaine. C'est pourquoi j'accueillerai moi-même M. François Mitterrand à l'Elysée.

Ceci apportera la preuve du respect des principes démocratiques et du fonctionnement régulier de nos institutions.

Après - demain, je quitterai l'Elysée.

Je viens, ce soir, vous dire très simplement : au revoir.

Je quitte mes fonctions en

ayant conscience d'avoir apporté tous mes soins et tous mes efforts à ce que je jugeais essentiel.

Je vous demande de vous souvenir de ceci.

Pendant sept ans, j'avais un rêve :

Que la France devienne une nation forte et paisible, fraternelle pour tous les siens, et traitant d'égal à égal avec les grands dirigeants du monde.

Pendant sept ans, la France a vécu en paix, sans souffrir de secousses intérieures graves, ni politiques ni sociales.

Toutes les élections ont eu lieu à leur date normale.

La France est restée le pays de toutes les libertés. Le déroulement de l'élection présidentielle vient d'en apporter la preuve. Elle fait même partie de ce qui n'est plus qu'un fait de liberté dans un océan de contraintes.

Chaque fois que nos forces ont eu à intervenir à l'extérieur, elles l'ont fait avec succès. Cela restera mon honneur de l'avoir délégué.

Si notre pays n'a pas connu toute la prospérité que je voulais pour lui, nous avons maintenu pendant sept ans la solidité du franc, limité le déficit budgétaire, rétabli l'équilibre de la Sécurité sociale, et sauvé ainsi nos régimes sociaux.

Je voulais aussi que les Français soient fiers de la France.

Je me suis donné beaucoup de peine pour cela, en vous représentant à l'étranger.

Chacun de vous, en franchissant nos frontières, pouvait être fier d'être Français.

Nous avons lancé de grands projets. Notre programme d'indépendance énergétique, poursuivi sans défaillance, faisait l'admiration du monde.

J'ai développé l'entente franco-allemande, pour consolider l'Europe.

J'ai maintenu ouvert le dialogue pour la paix.

Je remercie chaleureusement toutes celles et tous ceux d'entre vous qui m'ont apporté leurs suffrages, au nombre de quatorze millions six cent mille ! Des suffrages populaires, courageux, modestes : des suffrages qui reconnaissent l'effort accompli, et recherchaient le bien de la France.

Merci à vous tous qui, de Valenciennes à Thionville, de l'Alsace à la Bretagne, de l'Antilles à la Réunion, de la Manche à la Lozère, de la Haute-Savoie au Var et à la Corse, m'ont aidé dans ma tâche et m'ont apporté leur enthousiasme et leur dévouement.

La France continuera à avoir besoin de vous !

Chaque fois qu'il le faudra, je saurai pouvoir compter sur vous.

En ce jour qui marque pour beaucoup le terme de grandes espérances, je sais que vous êtes nombreux à partager mon émotion.

Sachez qu'un événement politique n'est qu'un maillon dans la chaîne de notre longue histoire.

À tous ceux qui m'ont suivi jusqu'au bout, je demande d'oublier les blessures du combat politique, pour ne retenir que l'attachement aux grands idéaux qui restent les nôtres, et la volonté de resserrer l'union chaque fois qu'elle est une condition du succès.

Pour moi, je resterai attentif

M. LECANUET : il reste à la disposition du pays.

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a déclaré à la presse : « Valéry Giscard d'Estaing a transmis à nos pouvoirs comme à la sagesse pendant sept ans : avec dignité, générosité et souci de l'unité des Français. (...) »

Valéry Giscard d'Estaing reste à la disposition du pays. Il demeurera au milieu de nous une conscience et un recours. L'U.D.F. forte de cette certitude poursuivra au centre de la vie politique française son combat pour une société de liberté, de responsabilité et de solidarité.

M. Roger Chénard, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, a déclaré : « Pour l'U.D.F., c'est une émotion de voir Valéry Giscard d'Estaing quitter l'Elysée. (...) »

M. Bernard Stasi, président délégué du C.D.S. membre du conseil national de l'U.D.F., a déclaré : « Valéry Giscard d'Estaing est un homme qui nous a apporté un message d'adieu, c'était aussi le message d'un homme qui nous a donné la certitude de sa fidélité. (...) »

En ce jour qui marque pour beaucoup le terme de grandes espérances, je sais que vous êtes nombreux à partager mon émotion.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

LIBERATION : bravo l'artiste.

« Rideau », titre *Libération*, où on peut lire dans l'éditorial de Serge July : « Giscard s'est offert une dernière fois la télévision à 20 heures. Et comme tous les présidents, vaincus il a fait le meilleur discours de sa campagne électorale, assez simplement quinze jours de retard. (...) »

À tel point que certains, parmi ses plus durs adversaires, ses plus détracteurs, ses plus perfides ennemis se sont émus. Bravo l'artiste. Une prime à celui qui sait tomber du piédestal. (...) »

Bravo l'artiste. Une prime pour le dramaturge qui sait nous clouer devant un écran de télévision alors qu'on était persuadé de l'avoir assez vu. (...) »

L'HUMANITE : c'est une politique qui est en cause.

« C'est évidemment la politique pratiquée depuis sept ans qui est en cause. Aux siens, à sa caste de banquier, de châtellain, de « J.-P.C. », M. Giscard d'Estaing peut dire tranquillement : « mission accomplie ». Jamais il n'aurait tant bénéficié des mannes du pouvoir. (...) »

« (...) Il était, disait-il, d'homme à traiter, n'importe pour tous les siens. Ce sont des mots cruels pour les millions d'hommes et de femmes qui ont souffert profondément de la tromperie des interventions du président, licencié aux quatre coins de France, cassé des usines, vidé des régions, effacé des exploitations agricoles par dizaines de milliers, poussé à la faillite des artisans et (...) »

des commerçants en grand nombre, mutilé l'Université et la recherche, brisé des carrières (...).

(JEAN LE LAOAGEC.)

LE FIGARO : cette espèce de grandeur que ne procure que le malheur.

« Il a été souvent dit, à juste titre, qu'il est un homme encore jeune, visité par tant de fées et à qui tout avait réussi, il ne manquait qu'un don : le sens tragique de l'histoire. Le voilà, soudain, qui s'abat sur lui en tempête. Dans l'ingratitude la plus ignoble, dans l'échec, dans l'injustice et puis pourtant, tout à coup, dans cette espèce de grandeur qui ne procure que le malheur, il suffit de donner à cet admirateur de Louis XV une allure de roi Lear. (...) »

(JEAN D'ORMESSON.)

LE MATIN DE PARIS : le rêve et la réalité.

« Ce lieu des « Chiffres et des lettres » auquel se sont livrés involontairement les deux anciens responsables au plus haut niveau du pays était finalement très représentatif de ce que fut le septennat.

Les adieux de l'ex-chef de l'Etat ont été, en effet, empreints de cette facture à la fois mièvre et théâtrale qui a si souvent caractérisé les interventions du président en place. Valéry Giscard d'Estaing, au terme de sept années de pouvoir, n'aura pas su, décidément, se dégager du discours ostentatoire dans lequel tous les problèmes se diluent et se résolvent comme par enchantement. (...) Paradoxalement à cette prestation de Valéry Giscard d'Estaing, il y a le « rapport » produit par Raymond Barre. Lequel nous aide singulièrement à sortir du « rêve » et nous ramène aux dures réalités. (...) »

D'ailleurs, la sécheresse du commentaire que fait l'ancien premier ministre en conclusion de sa note, montre assez que Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas maîtrisé la situation économique et sociale comme il le prétendait encore l'avant-veille de son départ. (...) »

EN 1981, LA QUERELLE SCOLAIRE NE PEUT PLUS DIVISER LES FRANÇAIS

QUI SOMMES-NOUS ?

- Des hommes et des femmes qui, au-delà de la variété de nos choix politiques, voulons que l'éducation soit au premier plan des préoccupations de la nation, sans uniformisation ni concurrence.
- Des hommes et des femmes qui vivons l'école catholique à des titres divers, qui en apprécions les qualités sans en ignorer les faiblesses.
- Des hommes et des femmes qui, ayant fréquenté l'enseignement catholique, avons appris à le connaître et sommes restés attachés à son climat éducatif et à sa diversité.
- Des hommes et des femmes qui, au nom d'une tradition démocratique, pensons qu'une institution mérite d'exister quand elle répond à une attente de la communauté nationale.

QUE VOULONS-NOUS ?

- Nous voulons révéler le large mouvement d'opinion décidé à maintenir, au nom de la liberté d'enseignement, une école catholique ayant les moyens d'affirmer sa spécificité et d'exercer son autonomie dans le cadre d'un grand service public renoué.

Au premier plan de ces moyens figurent :

- le maintien d'une identité catholique explicite, respectueuse des consciences,
- une initiative réelle en matière d'embauche,
- un statut des personnels qui assure à tous une carrière stable et motivante,
- un fonctionnement budgétaire qui associe :
 - la gratuité de l'enseignement,
 - la possibilité de financement volontaire de la part des familles,
 - l'autonomie de gestion des Etablissements,
 - le contrôle de l'Etat.

C'EST POURQUOI,

- Nous voulons, en hommes et femmes de bonne volonté, rechercher les bases possibles d'une large négociation, qui donnerait sa place — non que sa place, mais toute sa place — à un enseignement catholique autonome dans le cadre d'un grand service public renoué.
- Cela est possible. Le témoignage des pays voisins le prouve. Notre attachement aux valeurs démocratiques devra le démontrer.

Les Français laisseront-ils passer la chance d'enterrer définitivement une querelle passiste par paresse de l'esprit ?

— Ceux et celles qui se reconnaissent dans cette volonté sont invités à rejoindre le MOUVEMENT POUR L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (M.P.E.C.).

Pour le Bureau Bruno MASSON
Courrier : 7, rue Truffaut - 75017 PARIS.
Téléphone : (16-1) 522-52-31.

(La liste des signataires est à votre disposition.)

L'U.D.F. manifeste « son respect, son affection et sa confiance » au président sortant

M. Jean Lecanuet, président de l'Union pour la démocratie française, a rendu compte, mardi 19 mai en fin d'après-midi, des travaux de la convention tenue le même jour à Paris par son parti. Il a fait état des « sentiments de fidélité » que l'U.D.F. porte à Valéry Giscard d'Estaing, et de l'attachement de ses militants à la présidence sortante.

« La convention se tourne avec respect, affection et confiance vers celui qui fut pendant sept ans le président de la République. (...) »

« Avec respect parce que la convention sait combien fut difficile le rôle de Valéry Giscard d'Estaing de faire progresser la France malgré la crise. Elle lui rend hommage pour l'effort de l'entente et de solidarité qui a placé la France en tête en matière de justice sociale. (...) »

« Avec affection parce que la convention connaît mieux que quiconque l'attachement passionné et vigilement suivi de Valéry Giscard d'Estaing à la vie de la France. (...) »

« Avec confiance parce que c'est Valéry Giscard d'Estaing qui a permis à la France de prendre conscience de ce que sera l'avenir et de commencer à lui donner les moyens d'y faire face. (...) »

« C'est pourquoi la convention considère que Valéry Giscard d'Estaing incarnera et continuera d'incarner l'espoir d'une France gouvernée au centre, acharnée à défendre notre société de liberté, de responsabilité et de justice. (...) »

« U.D.F. 1 » : la majorité nouvelle ou ancienne n'est pas monolithique

U.D.F. 1, lettre d'information quotidienne de l'Union pour la démocratie française, publie, mercredi 20 mai, un éditorial dans lequel on lit notamment :

« Nos revendications (locaux et départementaux) sont mobilisées. Loin de blesser les bras, ils veulent se battre. Ils veulent pourchasser les socialistes et le danger de voir le parti communiste accéder dans quelques semaines aux responsabilités de l'Etat. (...) »

« Ce combat, ils tiennent à ce que ce soit l'U.D.F. qui le mène, notamment aux prochaines élections. Au sein de la majorité, dans l'unité de la majorité, bien sûr. (...) »

Mais sous la bannière de l'U.D.F. Toute autre attitude, tout autre choix seraient d'ailleurs suicidaires pour la majorité et pour les Français. (...) »

L'éditorialiste ajoute : « L'analyse est simple : la majorité, nouvelle ou ancienne, n'est pas un bloc monolithique. C'est un ensemble riche de tendances, de sensibilités et de personnalités regroupées en deux grandes familles. L'U.D.F. est depuis plus de deux ans la famille la plus importante. Ancrée au centre de la vie politique nationale, elle regroupe des dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui se sont reconnus dans le combat, le projet et l'action de Valéry Giscard d'Estaing. (...) »

Je téléphone vous m'entendez "ILS" nous écoutent !

Si vous désirez "écouter" de votre combiné l'ensemble de l'Union pour la démocratie française, vous pouvez vous adresser à un relais. Les relais sont situés dans les départements où l'U.D.F. est représentée. Ils sont équipés d'un poste de réception et d'un poste d'émission. Ils permettent d'écouter l'ensemble de l'Union pour la démocratie française sur un poste de 90 à 200 m.

PRIX 800 F.T.T.C.

Une banale prise multiple

Vous pouvez dans votre bureau, votre salle, votre salon, votre chambre, votre cuisine, et vous n'êtes plus seul que vous le croyez. La prise qui s'adapte à votre combiné téléphonique, d'apparence tout à fait ordinaire, permet d'écouter tout ce qui se dit dans cette pièce sur un simple récepteur FM, dans un rayon de quelque 200 m.

PRIX 900 F.T.T.C.

SCRIBE - FABRICANT
149, av. J. Jaurès 72100 LE MANS
Tél. (43) 85.10.43

هكذا من لاصل

POINT DE VUE

Le bouc émissaire

par ALAIN DUHAMEL

La défaite de Valéry Giscard d'Estaing a comblé et réjoui une partie de la France. Elle en a attristée et peiné une autre. Mais le groupe le plus nombreux est sans doute constitué par ceux et celles qu'elle a d'abord surpris. Malgré l'événement des élections de vote et des souhaits dans les sondages, le pronostic des Français n'avait en effet pas varié : le président sortant allait être réélu. Il a été battu, et l'étonnement de force citoyens ne le cède qu'à celui de certains préfets, ambassadeurs ou postes à Paris et pour être franc, de plus d'un commentateur avisé. La Bourse n'a pas été la seule à être stupéfaite.

L'alternance a joué pour la première fois sous la V^e République. La gauche l'a emporté, ce qui ne lui était pas arrivé depuis le triomphe éphémère du Front républicain il y a vingt-cinq ans. Cet événement inopiné a plus d'une explication. Il n'est pourtant pas évident que les raisons les plus habituellement mises en avant s'expliquent au bout du compte les plus éclairantes. Si l'échec de Valéry Giscard d'Estaing a naturellement une dimension politique et une dimension personnelle, il a aussi, il a peut-être surtout une dimension psychologique quasi institutionnelle.

Bien sûr, la défaite de Valéry Giscard d'Estaing rappelle d'abord la victoire de François Mitterrand. Le candidat socialiste a mené une campagne habile, honnête et mesurée, habile parce qu'honorable et mesurée. Il a eu le courage de prendre parti pour l'abolition de la peine de mort. Il a su concilier son patrimonisme politique — l'héritage de l'union de la gauche — avec la puissance du courant social-démocrate et une image paisible. Ainsi a-t-il pu drainer les voix que les déchirements de la majorité sortante rendaient disponibles.

Malgré les réserves et les défiances de la direction du parti communiste, les suffrages du P.C. ne lui ont pas manqué, alors que quelque 30 % des bulletins R.P.R. ont fait défaut à Valéry Giscard d'Estaing. Plus Georges Marchais remonte François Mitterrand, plus il le confortait. Plus Jacques Chirac estimait Valéry Giscard d'Estaing, plus il l'affaiblissait. C'est la première raison, la plus visible, la plus mécanique, la plus directement politique de la défaite de Valéry Giscard d'Estaing.

La seconde tient à son style et à son personnage. Elle a été exploitée par ses adversaires, c'est la règle du jeu. Elle a été cruellement utilisée par ses alliés — c'est la logique des haines de famille. Elle a aussi été subtilement découverte et agitée, au lendemain de la bataille perdue, par une fraction de ses propres troupes, de son propre état-major, de ses propres obligés.

Les privilèges, les dons et les fées qui avaient, à les en croire

naguère, rendu invincible le président se transformèrent, tout à coup en autant de mauvais génies qui le condamnaient à se couper du monde réel. L'assurance patrimoniale, la conscience d'une emprise intellectuelle peu commune, le sentiment amer qui naît de la familiarité avec les dossiers — ce complexe examinateur-étudiant face à tout adversaire — étaient la veille jugés irrésistibles, le lendemain insupportables. Ainsi va la comédie humaine, mais après tout le droit à l'erreur, au rejet ou à l'ingratitude fait partie intégrante du suffrage universel et des traverses de la vie politique.

Seulement, ces deux explications-là (et quelques autres, comme le vote des jeunes ou les métamorphoses du comportement électoral féminin) n'expliquent pas le sujet, en plutôt le réduisent à ses facteurs circonstanciels. Car il existe une troisième raison qui ressemble fort au syndrome du bouc émissaire et qui, en France, plusieurs motifs particuliers de peur.

Valéry Giscard d'Estaing a, en effet, été victime d'un vote-sanction qui le dépasse, et dont les ressorts ne vont pas s'évanouir par enchantement avec la fin de son mandat. Les peuples occidentaux avaient pris, depuis la Libération, malgré la guerre froide et les aventures coloniales, des habitudes de coexistence de sécurité et, sinon de répartition équitable de la prospérité, du moins d'amélioration substantielle des conditions de vie. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing a eu la malchance de coïncider avec une crise économique mondiale d'une durée, d'une ampleur, d'une gravité sans précédent depuis les années 30.

Aux déréglés monétaires et énergétiques, aux drames de l'emploi se sont ajoutées, comme s'il s'agissait de la même chose, les difficultés de l'industrie et militaires soudain alarmantes. Tout cela s'est greffé sur une société qui — 1968 l'avait montré en France comme ailleurs — digérait mal les déracinements que la modernisation industrielle avait conduits. Jamais en somme depuis la seconde guerre mondiale, autant de vagues terribles de pessimisme et d'incertitude ne s'étaient rencontrées. L'optimisme par trop naïf du début du règne, les désenchantements ultérieurs, les réformes abandonnées ont, dans l'Hexagone, accentué ces traits.

Dans plusieurs pays occidentaux, cela s'est traduit par une poussée conservatrice, mais dans presque tous cela a pris aussi la forme d'un rejet brutal des majorités en place et des leaders qui les incarnaient, quelles que soient leurs options et leurs politiques. La peur faisait payer aux princes élus, bons ou mauvais, innocents ou coupables, avérés ou légers, tous les maux qui s'abattaient sur les peuples. Plus

d'une élection a pris ainsi des accents de sacrifice rituel. Faut-il pourvoir à la crise, on faisait les personnages qui incarnaient les maux de l'époque.

La France s'y prêtait, s'y prête, et s'y prêtera mieux que tout autre pays pluraliste. Aucun souverain élu ne rassemble, ne symbolise et n'incarne en effet autant de pouvoirs, et d'influences que le président français. Aucun mandat ne dure aussi longtemps que ces sept années reconductibles — l'éternité dans une démocratie, l'enfer au beau milieu d'une crise. Aucun chef de l'Etat n'y marque si quotidiennement la vie de son pays et n'y est suivi d'aussi près avec tant de respect et de minutie d'abord, d'agacement et peut-être de admiration ensuite.

Seulement, passé l'état de grâce qui accompagne effectivement l'adoubement du vainqueur — cadeau de bienvenue d'un semestre — les pressions et les contraintes ressurgissent vite. La France n'est pas une île, la crise ne recule pas, le pouvoir solo, l'Élysée atrophie inexorablement le sens de la communication. Chaque ton personnel cristallise vite des agacements et des antipathies. Chaque politique fabrique ses protestations, ses déceptions et ses déceptions, chaque alliance ses Saxons. Cela a pesé lourd dans la défaite de Valéry Giscard d'Estaing, dans la dégradation du charme discret de 1974.

Il est plus difficile aux présidents français d'exprimer leur puissance et la crise que de faire face aux attaques de leurs adversaires, aux coups-en-jambes de leurs partenaires et à leurs propres erreurs.



PARIS MARRAKECH	A/R	à partir de	890 F
PARIS MONTREAL	A/R	à partir de	2200 F
KENYA	2 semaines		5400 F
YEMEN	Trekking 2 semaines		5520 F
USA	Nord-Est 2 semaines		5765 F
ETHIOPIE	2 semaines		7900 F
CHINE	18 jours	à partir de	11000 F

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

37, rue Violet 75015 PARIS 578 65 40
30, rue des Lois 31000 TOULOUSE 21 03 53

BOEING 747 notre nouvelle dimension CAMEROON AIRLINES



3 fois par semaine*
Paris — Douala
sans escale

Encore plus de confort pour vos voyages.

Le B.747 est le plus spacieux des jets commerciaux : 28 passagers en 1^{re} Classe, 238 passagers en Classe Économique, y voyager à l'aise, les fauteuils sont moelleux, le service excellent.

Il y a même un salon bar de 1^{re} Classe, au pont supérieur.

Encore plus de place pour votre fret

Le B.747 Combi en plus de ses soutes, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière de l'appareil (7 palettes). Il peut ainsi transporter en tout, dans ses 180 m³ de volume, 35 tonnes de fret.

Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens. C'est une nouvelle expansion pour le transport aérien camerounais.

* Les lundis, jeudis et samedis à 11 h 30, d'Orly sud.

BOEING 747 COMBI
notre nouvelle dimension

Les regrets de M. Bernusconi

La presse, une fois de plus, n'a rien compris. Elle avait soigneusement noté que les engagements répétés de M. Bernusconi, président de la Confédération des P.M.E., entre les deux tours de l'élection présidentielle, pour une société de liberté de libre entreprise, sa visite, le 28 avril, à M. Giscard d'Estaing, suivie d'une conférence de presse laudative au Q.G. de la rue de Marignan, constituaient une prise de position ferme en faveur du chef de l'Etat sortant.

Erreur ! Ne me tenez pas d'avoir été plus pour Giscard que pour Mitterrand », a déclaré M. Bernusconi, mardi 18 mai, au micro d'Europe 1. « J'aurais

pu opter pour Mitterrand, puisque lui-même m'a dit qu'il était d'une famille de P.M.E. Son grand-père était vigneron à Toulouse ». Geo ne l'avait dit plus tôt ! Certes, la C.G.P.M.E. avait jugé excellentes les propositions de M. Mitterrand en faveur des P.M.E. mais c'était pour dénoncer aussitôt leur contradiction flagrante avec les programmes du P.C. et du P.C., et les taxes de « pénalité de campagne électorale ». Aujourd'hui, M. Bernusconi, alors, regrette « que la modération des centrales syndicales, depuis quelques jours n'ait pas attendu depuis plus longtemps ». Vite rassuré, il va jusqu'à admettre que « nous sommes sur une bonne voie ».

« Les changements profonds et durables au profit des travailleurs et des peuples ».

● RECTIFICATION. — L'association « Appel aux jeunes », présidée par Roger Garsidy, précise qu'elle n'a pas donné sa signature à l'appel publié dans le « Monde » daté du mercredi 30 mai, à l'initiative d'Alain Boudet. « Un certain Serge Garsidy », indique-t-elle, « s'est engagé pour l'association sans avoir aucune qualité ou mandat pour cela ».

● M. Pierre Boudy, secrétaire politique du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L., maoïste) : « Le bilan que Giscard vient de présenter en guise d'auto-réflexion, c'est, en fait, celui d'une politique tout entière au service des grands monopoles capitalistes, menée en attaquant systématiquement les travailleurs, les droits et leurs acquis ainsi que les peuples du tiers-monde. Il s'agit, aujourd'hui, d'inscrire cette politique, non seulement en empêchant la défaite de la droite, aux législatives, mais en empêchant

tion de mon pay

PRESE PARISIENNE

de téléphone
vous m'entendez
nous écoutent

FRX 900 F.T.C.

Une bande
multiple

FRX 900 F.T.C.

[illegible]

les conséquences du deuxième choc pétrolier >

Le budget des Communautés et les financements qui lui reviennent sont à peu près équilibrés en 1980. En 1981, le solde pourrait être légèrement déficitaire.

3) Les prix agricoles pour la campagne 1981-1982, exprimés en ECU, ont été augmentés en moyenne de 9,4 % le 1^{er} avril dernier.

En France, la hausse moyenne atteint 12,3 % compte tenu du poids de chaque produit agricole dans la production finale de l'agriculture française. Le retour progressif à l'unité des prix et à la libre circulation des produits au sein du Marché commun agricole a été obtenu.

Les montants compensatoires monétaires ont été totalement supprimés aux frontières des pays du Benelux, de la France, de l'Irlande et du Danemark et sont intégrés dans le cas de l'Italie (-1 %).

Des atteintes :
+ 3,2 % entre l'Allemagne fédérale et ses partenaires (contre +10,8 en novembre 1978) ;
+ 14,1 % entre la Grande-Bretagne et le reste de la Communauté (contre -30,9 % en novembre 1978).

4) Depuis le 13 mars 1979, la France participe au système monétaire européen. Le franc a, au cours des six mois précédant le 31 avril 1981, occupé consécutivement la première ou la deuxième place au sein du SME.

En conclusion, M. Barre ajoute : « Au 30 avril 1981, la situation économique et sociale de la France peut se caractériser par les traits suivants : »

1) Une tendance de l'activité économique permettant d'écarter, selon les services du ministère de l'Economie, une croissance du PIB d'environ 0,5 % en 1981 et 1,5 % en 1982, à orientation de politique économique constante ;

2) Une augmentation des demandes d'emploi forte, mais restant inférieure à celle des partenaires de la Communauté ;

3) Une tendance au ralentissement de la hausse des prix depuis la fin de 1980 ;

4) Une évolution modérée des rémunérations assurant néanmoins le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs ;

5) La maîtrise de la progression de la masse monétaire ;

6) La limitation du déficit budgétaire ;

7) Une stabilisation des prélèvements obligatoires ;

8) Une situation équilibrée de la Sécurité sociale ;

9) Un redressement continu de notre commerce extérieur, dont le taux de couverture atteint 82,7 % au cours des trois derniers mois et 95,7 % en avril ;

10) Un endettement extérieur largement compensé par nos créances sur l'étranger ;

11) Des réserves de change s'élevant à 363 milliards de francs ;

12) Un franc solide et stable dans le système monétaire européen.

Ainsi la France, qui avait dès la fin de 1978, maîtrisé les effets du premier choc pétrolier, commence à surmonter avec succès les conséquences du deuxième choc pétrolier et poursuit-elle son adaptation aux nouvelles conditions de la situation économique internationale.

Ce que disent ou ne disent pas les chiffres

(Suite de la première page.)

En revanche, sur d'autres points, la sécheresse des chiffres dissimule des problèmes importants. On peut déformer la vérité par omission.

Les chiffres du commerce extérieur et du taux de couverture de nos importations par nos exportations font, par exemple, apparaître une nette amélioration de nos échanges avec l'étranger. Cela est vrai. Mais il est important de savoir que cette amélioration est due en partie à la récession économique qui diminue beaucoup nos besoins d'importations, celles de nos entreprises notamment.

De même faut-il savoir que nos échanges restent très déficitaires avec les pays industrialisés, ceux de la C.E.E. et plus encore les Etats-Unis. Il est enfin évident que, en dépit de l'appréciation du dollar et de celle du yen, qui favorisent dans quelques mois nos exportations, un problème de compétitivité va se poser — se pose déjà — à certains secteurs de notre industrie, à celui de l'automobile en particulier.

Le seul affichage des parités du franc vis-à-vis du DM, du dollar, du franc suisse, laisse dans l'ombre des interrogations importantes.

Au terme du septennat, le franc jouissait, il est vrai, d'une grande stabilité au sein du système monétaire européen, essentiellement à l'égard du mark, qui avait même été soutenu à la fin de 1980. En revanche, la hausse vertigineuse du dollar (et du yen) vis-à-vis de l'ensemble des monnaies européennes affecte le franc. A l'heure actuelle, on peut considérer que le franc est surestimé par rapport au mark — le handicap constitué par une inflation plus forte en France qu'en Allemagne fédérale — compensé par un afflux de capitaux étrangers — risque de redevenir très lourd si les capitaux flottants repartent.

L'énumération des statistiques sur l'emploi et les revenus donne une image un peu déformée de la réalité dans la mesure où la politique de maintien, voire de progression du pouvoir d'achat, n'a bénéficié qu'aux salariés dont l'emploi est resté stable. En revanche, tous ceux qui ont pâti du chômage partiel ou d'emploi précaire ont subi une perte de revenu. Selon certaines indications, il semble que le nombre des personnes dont le traitement est voisin du SMIC ait augmenté.

Une deuxième nuance doit être apportée concernant la Sécurité sociale. Le ralentissement effectif des dépenses d'assurance-maladie et les excédents dégagés en 1980 ne s'appliquent pas seulement par une moindre croissance de la consommation en volume mais aussi par le blocage des honoraires et l'effort exceptionnel de contribution des assurés. Il est vraisemblable qu'en 1981 la Sécurité sociale sera à nouveau déséquilibrée, comme l'indique M. Barre (de 2 milliards de francs), ce qui portera le déficit cumulé pour la période 1979 à 1981 à moi-à 4,5 milliards. Dans ces conditions, c'est donc une erreur plus grave de parler d'une « situation équilibrée de la Sécurité sociale ».

Un redressement a certes été obtenu. Mais celui-ci demeure à la fois incomplet et précaire.

En ce qui concerne, enfin, la réalisation du programme nucléaire, qui a été une des volontés majeures des pouvoirs publics depuis sept ans, l'électricité d'origine nucléaire

représente le tiers de notre consommation. Les socialistes critiqueront sans doute le nombre de tranches nucléaires en cours de construction (20), estimant « non ouverts » les sites de Cattenom ou de Belleville sur lesquels d'importants travaux ont déjà été effectués.

Si dans ce domaine le gouvernement a respecté les règles qu'il s'était imposées, il n'en est pas de même en matière de prix des produits pétroliers. La non-répétition, pour des raisons électorales, de la forte hausse du dollar sur les prix des carburants et du fuel domestique a accru les difficultés du raffinage. Les chiffres présentés par M. Barre montrent bien que les prix français sont inférieurs à ceux des pays voisins.

CORRESPONDANCE

Une démission anticipée

Un lecteur parisien, M. Jean Bloch, président de chambre honoraire au tribunal de commerce de Paris, nous écrit :

Dès le résultat de l'élection du 10 mai connu, ou presque, M. Raymond Barre, qui devait venir solliciter la lettre de démission de son gouvernement, la remettait à M. Valéry Giscard d'Estaing. Ce dernier, en l'acceptant, priait son premier ministre, suivant la formule habituelle en pareil cas, d'expédier les affaires courantes. Ainsi, la France avait-elle, pour quelques jours encore, un président de la République sortant, mais plus de gouvernement, ce qui peut présenter quelque inconvénient si un événement imprévu survenait, dans le caractère de gravité exigeant des mesures urgentes dépassant le cadre desdites affaires courantes.

Certes, M. Barre, en agissant comme il le fit, ne contrevenait

à aucune disposition de la Constitution. C'est du moins ce que me disait un ancien membre du Conseil constitutionnel. Mais, ajoutait-il, une règle conforme à la logique et au bon sens, à défaut de précédent, aurait voulu que le premier ministre attendît la transmission des pouvoirs pour remettre cette démission, qui, jusqu'à n'avait pas de raison d'être, au nouveau président de la République aussitôt qu'il serait installé.

Pourquoi cette action précipitée ? Il se peut, qu'à l'exemple de certain grand chancelier, M. Raymond Barre n'ait pas voulu, dans cette circonstance, se trouver en terrain. Toutefois, cette attitude surprend de la part d'un homme dont la politique économique n'a pas reculé sous les suffrages mais qui, au long cours de ses fonctions a généralement fait preuve d'un calme et d'une pondération quasi olympiques.

INDIENS D'AMAZONIE : BULLDOZERS CONTRE SARBACANES

A lire absolument dans

Différences

un mensuel pour que vivent les différences
N° 2 - MAI 81

ANTISEMITISME EN SOUTANE

A lire absolument dans

Différences

un mensuel pour que vivent les différences
N° 2 - MAI 81

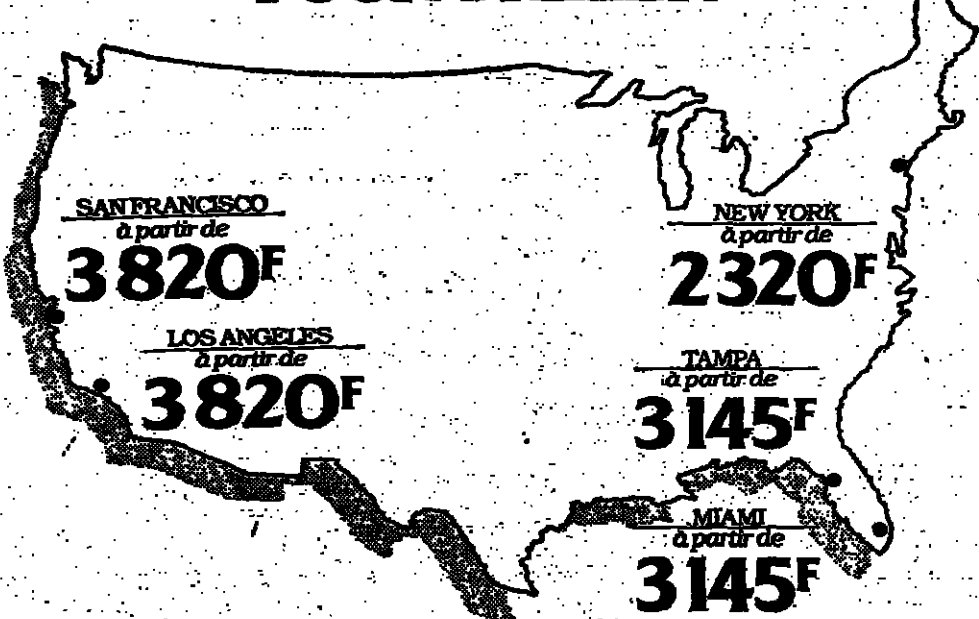
FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVREURIE

Basé 25 ans d'expérience
FRANOR 70 R. AMELOT
75011 PARIS
Tél. 700.87.94 - Fermé le samedi
Catalogue gratuit M sur demande

U.S.A: prix serrés.

POUR Y ALLER

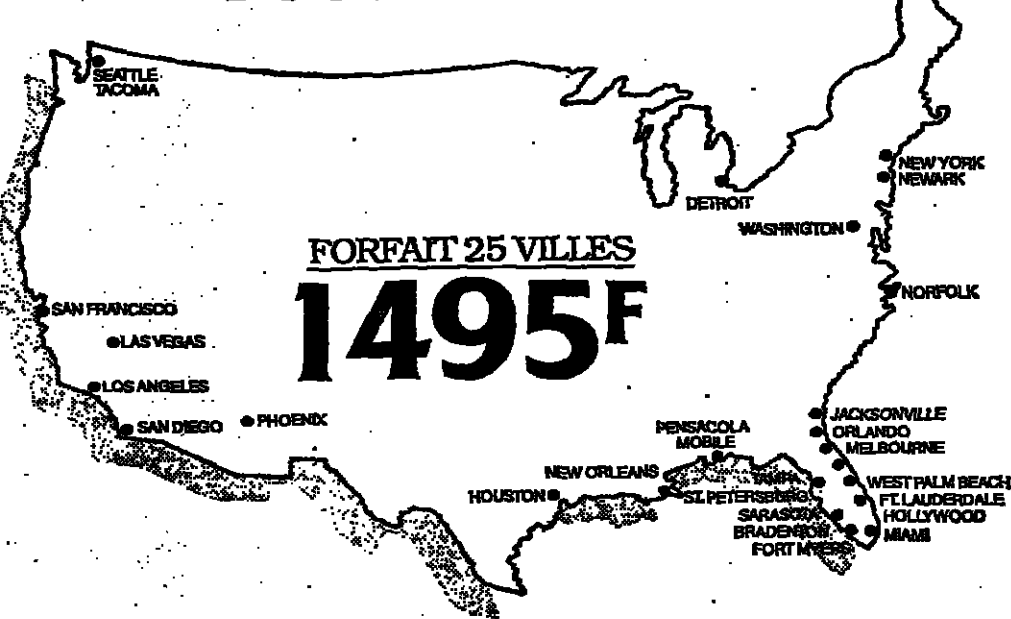


New York pour 2 320 F ! Voilà un prix serré Pan Am. Autres prix serrés : Los Angeles ou San Francisco pour 3 820 F et Miami ou Tampa pour 3 145 F. Ces prix surprenants sont ceux des "Vois Loisirs" Pan Am. Ce sont tous des allers-retours. Ces "Vois Loisirs" partent de Paris-Orly. Ce sont des vols réguliers et on y profite du fameux service Pan Am. Car sur Pan Am, prix serré ne veut pas dire accueil restreint. Pour connaître les conditions de vente propres aux "Vois Loisirs" Pan Am, contactez votre agent de voyages ou Pan Am : 266.45.45.



Pan Am vous ouvre les bras.

POUR Y CIRCULER



1 495 F* pour parcourir toute l'Amérique en long et en large ! Encore un prix serré Pan Am. Choisissez parmi les 25 villes que desservent Pan Am et organisez votre voyage à votre guise. Vous pouvez même faire escale à San Juan ou Mexico pour 675 F* de plus. Pour bénéficier de cet extraordinaire billet-forfait, le "Pan Am Pass", il suffit de traverser l'Atlantique avec Pan Am, de rester de 7 à 45 jours sur place et de ne pas séjourner 2 fois dans la même ville. Pour tout savoir sur le "Pan Am Pass", contactez votre agent de voyages ou Pan Am : 266.45.45.

* Ces prix sont ceux de la classe économique et se fondent sur le cours du dollar à 25F.

POLITIQUE

Chronologie du septennat

- 1974**
- MAI**
19. — M. Giscard d'Estaing est élu président de la République avec 58,31 % des suffrages exprimés contre 41,69 % à M. Mitterrand.
27. — Installation du nouveau président à l'Élysée. M. Chirac est nommé premier ministre. « De ce jour, déclare le chef de l'État, date une ère nouvelle de la politique. »
- JUIN**
12. — Mise en place d'un plan de redressement de l'inflation fondé sur l'imposition des sociétés et des revenus.
19. — Le gouvernement présente un plan social avec des mesures à long terme concernant notamment l'emploi.
23. — Vote du projet de loi sur la majorité à dix-huit ans.
- JUILLET**
- 23-25. — L'O.S.T.F. est élu en sept établissements.
- AOUT**
10. — M. Giscard d'Estaing visite la prison Saint-Paul, de Lyon, et serre la main à deux détenus.
22. — Levée de l'embargo sur les livraisons d'armes au Proche-Orient.
- OCTOBRE**
21. — Le Parlement réunit en congrès à Versailles, adopte le projet de réforme permettant la nomination du Conseil constitutionnel par soixante députés ou sénateurs.
- NOVEMBRE**
26. — Ouverture du débat sur la libéralisation de l'avortement ; le projet de loi sera voté grâce à la gauche.
- DÉCEMBRE**
9. — Sommet des Neuf de la C.E.E. à Paris et accord sur l'élection d'une Assemblée européenne au suffrage universel direct.
14. — M. Chirac devient secrétaire général du P.U.D.E.
- 1975**
- JANVIER**
4. — Entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les licenciements économiques.
22. — Première d'une série de élections du président de la République dans une famille française.
- FÉVRIER**
27. — M. Giscard d'Estaing rencontre des travailleurs immigrés à Marseille, où il est accueilli par M. Defferre, maire socialiste.
- MARS**
17. — Mesures de soutien à l'économie (4 milliards de francs).
- AVRIL**
- 10-12. — Visite de M. Giscard d'Estaing en Algérie, la première d'un chef d'État français depuis l'indépendance de ce pays.
- JUIN**
35. — La taxe professionnelle remplace la patente.
36. — Vote de la loi sur le divorce par consentement mutuel.
- SEPTEMBRE**
20. — M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, est reçu à l'Élysée.
- OCTOBRE**
27. — Départ des dernières troupes françaises du Tchad, alors que se développe l'offensive libyenne. M. Chirac est chargé de « coordonner » la majorité, mission qui échouera.
- DÉCEMBRE**
4. — Allocation de M. Giscard d'Estaing à la France sera gouvernée au centre.
- 1976**
- MARS**
- 7-14. — Elections cantonales. Le P.S. est le principal bénéficiaire. M. Chirac est chargé de « coordonner » la majorité, mission qui échouera.
14. — Le franc sort du « serpent » européen et se déprécie de 4,5 %.
- JUILLET**
19. — Adoption du projet de loi de taxation des plus-values.
- AOUT**
25. — M. Chirac donne sa démission parce qu'il estime ne pas avoir les moyens nécessaires pour assurer efficacement ses fonctions de premier ministre. M. Barre le remplace le jour même.
- SEPTEMBRE**
22. — Publication du plan Barre de lutte contre l'inflation : renforcement de l'encadrement du crédit et du contrôle des changes ; blocage des prix et des tarifs publics pendant trois mois, renforcement de la progression des revenus.
- OCTOBRE**
11. — Parution de l'ouvrage dans lequel M. Giscard d'Estaing expose ses conceptions sur la société libérale.
- DÉCEMBRE**
5. — Citation du R.P.R. présidé par M. Chirac.
24. — Assassinat à Paris de Jean de Broglie.
- 1977**
- JANVIER**
2. — Seconde étape du plan Barre (déblocage des prix).
- MARS**
- 13-20. — Elections municipales : la gauche enlève soixante villes de plus de trente mille habitants.
25. — M. Chirac est élu maire de Paris.
- AVRIL**
26. — Présentation à l'Assemblée nationale du plan Barre-bis et du pacte national pour l'emploi.
- MAI**
- 20-3 juin. — La réunion de la conférence ministérielle Nord-Sud échoue dans sa tentative de jeter les bases d'un nouvel ordre international.
- JUIN**
- 14-16. — Le projet de loi sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel est adopté sans vote à la suite de l'engagement de la responsabilité du gouvernement.
- SEPTEMBRE**
23. — Échec du dernier sommet de la gauche sur l'actualisation du programme commun de gouvernement.
- 1978**
- JANVIER**
- 20-27. — Au cours d'un voyage en Belgique, M. Giscard d'Estaing présente à la fois son choix pour la France, à Verdun-sur-le-Doubs.
- FÉVRIER**
- 1^{er}. — La formule « Union pour la démocratie française » (U.D.F.) apparaît dans la publication d'une liste de candidats giscardiens aux élections législatives.
- MARS**
12. — Second tour des élections législatives : la majorité obtient 290 sièges contre 201 à l'opposition de gauche, qui en gagne dix-sept.
22. — Le gouvernement est invité par M. Giscard d'Estaing à préparer « les voies d'une large ouverture politique ».
24. — M. Giscard d'Estaing reçoit M. Chirac, puis M. Mitterrand et le 30, M. Marchais, après s'être entretenu avec les dirigeants syndicaux.
- AVRIL**
- 4-5. — M. Barre est reconduit comme premier ministre et forme un nouveau gouvernement.
- MAI**
19. — Intervention militaire française à Koweït (Zaire) pour évacuer les Européens menacés par les guérillas libyennes.
25. — M. Giscard d'Estaing présente aux Nations unies la convention d'une conférence européenne sur le désarmement pour les années conventionnelles.
- AOUT**
9. — Libération du prix du pain.
- OCTOBRE**
19. — Expédition d'Iran, Payotollah Khomeiny installe en France.
- DÉCEMBRE**
6. — M. Chirac lance son appel, dit « de Cochin », et condamne, en même temps que le « parti de l'étranger », la politique européenne du président de la République.
- 1979**
- JANVIER**
- 4-6. — Sommet continental réunit à la Guadeloupe : MM. Callaghan, Carter, Giscard d'Estaing et Schmidt s'entretiennent de la sécurité en Europe.
- MARS**
- 12-23. — Elections cantonales : progression de la gauche.
- MAI**
17. — Violents affrontements à Longwy entre les ouvriers de la sidérurgie et la police.
- JUIN**
10. — Elections européennes : forte abstentionnisme, recul de la gauche, échec du R.P.R.
- JUILLET**
27. — Mme Simone Veil est élu présidente de l'Assemblée européenne.
34. — Signature de la convention nationale de la sécurité pour atténuer les effets du plan de reconstruction (21 000 emplois supprimés).
25. — Plan de redressement de la sécurité sociale.
- SEPTEMBRE**
22. — M. David Dacko s'empare du pouvoir en République Centrafricaine avec l'appui de l'armée française. Bongo, jugé indigne en France, trouve asile en Côte-d'Ivoire.
- OCTOBRE**
10. — Le « Grand échoué » lance P. affluents des diamants de Botswana offerts à M. Giscard d'Estaing.
29. — Suicide de Robert Boulin, ministre du travail, après sa mise en cause dans une affaire immobilière.
- NOVEMBRE**
27. — M. Giscard d'Estaing oppose un démenti catégorique et méprisant à tout ce qui a été dit sur la « valeur » des diamants qu'il a reçus en cadeau.
- DÉCEMBRE**
27. — Intervention soviétique en Afghanistan.
- 1980**
- FÉVRIER**
- 1^{er} au 10. — M. Giscard d'Estaing visite les pays du Golfe et la Jordanie. Le 5, la France et le Koweït affirment le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Le 6, M. Giscard d'Estaing obtient à Abou-Dhabi la promesse des approvisionnements de la France en pétrole. Le 9, la France et la Jordanie signent la déclaration d'association U.A.R. aux négociations de paix.
- MAI**
12. — M. Giscard d'Estaing rencontre M. Brejnev à Vézère. Il estime qu'il y a « chez les Soviétiques, une volonté politique de solution » au problème afghan. Cette rencontre est sévèrement jugée par la P.S. et le R.P.R.
- JUIN**
- 12-13. — Conseil européen à Venise. M. Giscard d'Estaing présente une pause dans l'élargissement de la C.E.E.
- SEPTEMBRE**
22. — Elections sénatoriales. Progrès du P.S., malgré la victoire des communistes dans plusieurs départements.
- OCTOBRE**
3. — Explosion d'une bombe devant les synagogues de la rue Copernic (quatre morts).
22. — M. Chirac déclare : « Si l'on veut changer de politique, il faut changer de président ».
- NOVEMBRE**
5. — M. Mitterrand annonce sa candidature à l'élection présidentielle.
- DÉCEMBRE**
19. — Adoption par le Parlement du projet « sécurité et liberté ».
- 1981**
- JANVIER**
- 1^{er}. — La Grèce devient officiellement le dixième pays membre de la C.E.E.
27. — M. Giscard d'Estaing propose une conférence sur l'Afghanistan.
- FÉVRIER**
2. — M. Chirac annonce sa candidature à l'élection présidentielle pour assister le « processus de désintégration ».
- MARS**
2. — M. Giscard d'Estaing annonce sa candidature en tant que « citoyen-candidat ».
- AVRIL**
3. — M. Giscard d'Estaing annonce un accord franco-allemand pour une action concertée en faveur des investissements créateurs d'emplois avec le financement d'un emprunt sur le marché international.

Le vingt et unième président de la République

M. François Mitterrand devient le vingt et unième président de la République française. Il succède, en effet, aux trois présidents de la V^e République, aux deux présidents de la IV^e République et à l'unique président de la III^e République. La I^{re} République n'a pas connu de président, la France ayant été successivement gouvernée, de 1792 à 1804, par la Convention, le Directoire et le Consulat.

Aucun des trois présidents ayant sollicité et obtenu un deuxième mandat n'a achevé son second septennat : Jules Grévy donna sa démission à la suite du scandale auquel était mêlé M. Wilson, son gendre ; Albert Lebrun vit sa deuxième présidence interrompue de fait par la loi du 10 juillet 1940, qui accordait les pleins pouvoirs à Philippe Pétain, et le général de Gaulle a donné sa démission, le 28 avril 1969, à la suite du rejet du référendum sur l'organisation des régions et la réforme du Sénat.

Cette histoire ne nous est pas plus parvenue au terme de leur premier mandat : Louis-Napoléon Bonaparte, qui le 2 décembre 1852, se proclama, par décret, empereur des Français ; Adolphe Thiers, Mac-Mahon, Casimir Périer, Paul Deschanel, Alexandre Millerand, René Coty, qui doivent donner leur démission ; Sadi Carnot, assassiné par Caserio ; Paul Doumer, assassiné par Gorguloff ; Félix Faure, décapité à l'Élysée d'une « attaque d'apoplexie » dans le salon d'argent pendant une rencontre avec sa maîtresse, Mme Steinhil, Georges Pompidou, décapité à son domicile privé du quai de Béthune, le 2 avril 1974.

Six présidents ont achevé normalement leur mandat : Emile Loubet, Armand Fallières, Raymond Poincaré, Gaston Doumergue, Vincent Auriol et Valéry Giscard d'Estaing. Le record de longévité élyséenne est détenu par le général

de Gaulle, suivi par Jules Grévy et Albert Lebrun. Deux présidents, en revanche, ne sont restés que six mois à l'Élysée : Casimir Périer et Paul Deschanel, qui dut démissionner pour raison de santé, après être notamment tombé d'un train en marche.

Les présidents de la République ne sont élus au suffrage universel direct que depuis la réforme constitutionnelle de 1962. Le général de Gaulle a étiré cette procédure pour sa réélection de décembre 1965. Toutefois, Louis-Napoléon Bonaparte avait également été élu, pour un mandat de quatre ans, au suffrage universel direct, mais les femmes n'avaient pas le droit de vote.

Si Adolphe Thiers avait été élu à l'unanimité et à main levée par l'Assemblée nationale, pour la durée de l'Assemblée, le maréchal de Mac-Mahon l'avait été pour sept ans au premier tour par l'Assemblée nationale. Jules Grévy avait été le premier président à être élu par le Congrès réuni du Sénat et de la Chambre des députés.

Tous les présidents de la III^e République et de la IV^e République ont été élus au premier tour, sauf Sadi Carnot, Félix Faure, Raymond Poincaré et Paul Doumer, élus au deuxième tour, et René Coty, élu en décembre 1953, au troisième tour.

Le 21 décembre 1953, le général de Gaulle avait été élu au premier tour par un collège électoral d'environ quatre-vingt mille grands électeurs (les parlementaires, les conseillers généraux, les représentants des conseils municipaux, les membres des assemblées des territoires de la Communauté d'outre-mer).

Enfin, M. Giscard d'Estaing était le premier président de la V^e République qui se représentait, étant arrivé à expiration de son mandat

NOM	DATE de naissance	DATE d'élection et âge	VIR du mandat	DURÉE de la présidence	DÉCÈS
III^e République :					
Louis-Napoléon Bonaparte ..	28-4-1808	20-12-1852 (44 ans)	2-12-1852 (Corp. d'État)	4 ans	9-1-1873 (États en Angleterre)
IV^e République :					
Adolphe Thiers ..	15-4-1797	17-3-1871 (74 ans)	24-5-1873 (Démission)	2 ans 5 mois	3-6-1877
Mac-Mahon ..	13-7-1808	24-5-1873 (65 ans)	29-1-1879 (Démission)	5 ans 5 mois	17-10-1893
Casimir Périer ..	15-4-1797	20-1-1879 (82 ans)	2-12-1877 (Démission)	8 ans 10 mois	5-9-1881
Sadi Carnot ..	11-9-1837	24-5-1894 (57 ans)	24-6-1894 (Assassiné par Caserio)	6 ans 7 mois	24-6-1894
Jean-Camille Fodier ..	8-11-1847	27-4-1894 (46 ans)	15-1-1895 (Démission)	6 mois	11-3-1897
Félix Faure ..	26-1-1841	17-3-1895 (54 ans)	16-3-1895 (Démission)	4 ans 1 mois	10-2-1899
Emile Loubet ..	21-12-1836	18-2-1899 (63 ans)	18-1-1906 (Démission)	7 ans	20-12-1929
Armand Fallières ..	6-11-1841	18-1-1906 (65 ans)	18-1-1913 (Démission)	7 ans	22-4-1931
Raymond Poincaré ..	20-8-1856	18-1-1913 (57 ans)	17-1-1920 (Démission)	7 ans	15-10-1936
Paul Deschanel ..	13-3-1855	17-3-1920 (65 ans)	21-6-1920 (Démission)	6 ans 3 mois	3-4-1932
Alexandre Millerand ..	18-3-1859	22-6-1920 (61 ans)	13-4-1924 (Démission)	3 ans 8 mois	1-4-1932
Gaston Doumergue ..	1-4-1863	13-4-1924 (61 ans)	13-4-1931 (Démission)	7 ans	18-6-1937
Paul Doumer ..	22-3-1857	13-4-1931 (74 ans)	6-5-1932 (Assassiné par Gorguloff)	11 mois	6-5-1932
Albert Lebrun ..	20-4-1871	16-5-1932 (61 ans)	16-7-1940 (Démission par Pétain)	8 ans 2 mois	6-3-1950
V^e République :					
Vincent Auriol ..	27-4-1884	16-1-1947 (63 ans)	20-12-1953 (Démission)	7 ans	1-1-1966
René Coty ..	28-3-1882	20-1-1954 (71 ans)	8-1-1959 (Démission)	6 ans 2 mois	25-11-1962
VI^e République :					
Charles de Gaulle ..	22-11-1890	8-1-1959 (69 ans)	22-4-1969 (Démission)	10 ans 3 mois	9-11-1970
Georges Pompidou ..	5-7-1911	13-4-1969 (58 ans)	2-5-1974 (Démission)	4 ans 10 mois	2-4-1974
Valéry Giscard d'Estaing ..	2-2-1926	13-4-1974 (48 ans)	24-5-1981	7 ans 5 jours	

FRANÇOISE GIROUD

Une femme honorable

"Marie Curie... la seule personne que la gloire n'ait pas corrompue"

Einstein

Fayard

l'anglais à OXFORD
ou à NEW YORK

COURS D'ÉTÉ
« TOTAL IMPACT »
ANGLAIS ou ALLEMAND

Une semaine à la MONTAGNE à CHAMPERY (Valais)

Une à trois semaines à GENÈVE

Parler la langue des matin au soir

Pour tous renseignements : Audio-visuel System of Communication

74, rue de Lathuille
CH-1202 Genève
Tél. 194/2271 23-24 - 31-32-40

Célibataires
aimeriez-vous
changer votre vie?

Sachez qu'il existe maintenant un moyen sérieux de rencontrer, en toute liberté, des personnes répondant réellement à votre attente et à votre personnalité définie par une véritable étude psychologique.

A l'efficacité, ce moyen ajoute un charme neuf : le plaisir classique de la rencontre enrichi par l'attente, l'attente de contacts imprévus hors des cadres traditionnels.

Ion International
Institut de Psychologie fondé en 1950

BON GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, la lettre d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mlle

Prenom

Adresse

Adresser à : ION INTERNATIONAL, 84, rue Saint-Lazare, 75001 PARIS - Tél. 228.70.85

ION RHODAN-ALPES (04 72) 31, place Diderot - 69003 LYON - Tél. 854.25.44

ION BELGIQUE (02) 72, du Marché aux Herbes 105 BP 21 - 1000 Bruxelles - Tél. 551.74.20

ION SUISSE (06 76) 10, r. Pelletier, C.P. 203 1211, GENEVE 11, Tél. (022) 21.76.01

هكذا من راحل

POLITIQUE

Les cérémonies de la journée du 21 mai

Les cérémonies officielles de la journée de la passation des pouvoirs devaient commencer, jeudi 21 mai à 9 h. 30, avec l'accueil sur le parvis de l'Élysée de M. François Mitterrand par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Après un entretien d'une vingtaine de minutes, au cours duquel M. Giscard d'Estaing devait notamment confier à son successeur le code d'engagement des forces nucléaires, le président élu devait accompagner le président sortant.

M. François Mitterrand devait ensuite recevoir le collègue de grand maître de l'ordre de la Légion d'honneur, puis prononcer une brève allocution aussitôt après la proclamation officielle des résultats.

C'est en voiture découverte qu'il devait remonter les Champs-Élysées, à partir de 12 h. 30, puis déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu.

Le déjeuner qu'il présidera à l'Élysée doit réunir des personnalités « amies », françaises et étrangères.

Dans l'après-midi, à 17 h. 15, le président de la République sera reçu à l'Hôtel de Ville par M. Jacques Chirac et le Conseil de Paris.

Le « peuple de Paris » est ensuite invité à se rassembler boulevard Saint-Michel et place du Panthéon, où M. François Mitterrand, entouré de personnalités, doit se recueillir sur

les tombes de Jean Jaurès et de Jean Moulin. La sortie du Panthéon sera saluée par « la Marseillaise » dans l'orchestration de Berlioz.

TF 1, Antenne 2 et France-Inter, ainsi que les radios périphériques, retransmettront les quatre grands moments de la journée : de 9 h. 30 à 11 heures : cérémonie de passation des pouvoirs ; de 12 h. 25 à 13 h. 30 : remontée des Champs-Élysées et cérémonie à l'Arc de triomphe ; de 17 h. 15 à 18 heures : réception de M. Mitterrand à l'Hôtel de Ville de Paris ; de 18 h. 15 à 19 h. 20 : remontée du boulevard Saint-Michel et cérémonie au Panthéon.

Jaurès, Blum, Mitterrand

par PASCAL ORY (*)

A chacun sa famille, sa galerie d'ancêtres. Dès le premier jour, par la cérémonie du Panthéon, François Mitterrand a entendu manifester solennellement que le candidat socialiste, transposé par les vertus conjuguées du second tour et de l'investiture républicaine en président « de tous les Français », n'était pas, pour autant, devenu amnésique.

Nul besoin de forcer les traits pour découvrir dans l'atavisme présidentiel l'image superposée des deux grands ancêtres dont le socialisme français peut se réclamer. Deux lignes personnelles se dessinent mieux, plus convergentes vers son destin avec la rigueur d'un art de la parole : ligne Jaurès, ligne Blum.

De la première, Mitterrand partiellement par le chapeau. Comme Jaurès, il peut de la grande famille républicaine-légitime pour rejoindre, suivant une progression sans moult, la vaste mouvance de la démocratie sociale. On lui a parfois reproché de n'avoir rallié le « socialisme » que sur le tard. Mais on oublie souvent que Jaurès lui-même est entré dans la carrière par le centre, et que c'est sous une étiquette comme toute modérée qu'il fut, en 1895, élu député du Tarn. Quand le plus jeune député de France prit conscience, en 1905, de la main vigoureuse de Jules Ferry, son maître, « s'arrêta au seuil du problème social », il s'engagea dans une courageuse radicalisation qui, pour commencer, lui coûta son siège. C'est une évolution analogue, quoique plus lente, qu'a vécue Mitterrand, parti d'un centre gauche fort loquace de la IV^e, dans une période délicate de la III^e République, pour arriver à une synthèse originale entre 1878 et 1871, peu sensible à 1895 et 1917. La même intrépidité, la même force de conviction lui rendront, en 1963, de s'engager pour longtemps, presque seul parmi les anciens cadres de la IV^e, dans une période délicate de la III^e République. C'est l'héritage de la droite vers la gauche, singulièrement plus rare, on le sait, que son inverse, explique que le Jaurès sortit au mouvement ouvrier d'abord appartenant à aucun grand parti structuré. Face aux appareils, marqués du sceau de l'État et de la main vigoureuse de Jules Ferry, il plaçait par sa seule présence pour une conception moins capotée de la démocratie sociale. À l'instar de Jaurès, en 1963, d'une modeste confédération de clubs socialistes, Mitterrand construisit sur sa seule volonté l'image d'un homme isolé, pendant presque solitaire, obstiné à faire triompher les quelques idées simples auxquelles il tenait contre vents et marées.

Mais l'histoire a voulu que ces

hommes des marges et des marches fussent, à soixante-dix ans d'intervalle, les catalyseurs de l'union sociale. À son élection de Carnot, en 1895, Jaurès prend comme plate-forme électorale le programme du parti ouvrier de Guesde, de même que, à sa première candidature présidentielle, en 1965, Mitterrand place son combat sous le double signe de la réunification socialiste et d'un combat avec les communistes. À partir de ces bases sans ambiguïté fondamentale, il leur fallut bien de la ténacité pour aborder l'un et l'autre.

Vers 1900 comme vers 1965, le socialisme français se distinguait tristement de ses voisins par l'absence de ses divisions. Jaurès et Mitterrand connurent de rudes moments. En 1901 par exemple, quand le parti socialiste tout frais s'écroula dans le tourbillon de la loi de 1901, en 1969, quand le seul trait commun entre l'avènement de la P.C.F. et la naissance du nouveau parti parut être la confusion. Le congrès d'Aspinay, les Assises du socialisme, marquèrent les étapes d'un renouveau étonnant. Le processus avait été le même à partir de 1969, quand Jaurès, faisant, quoi qu'il lui en coûtât, les premiers pas, accepta les conditions sévères posées par l'Internationale.

Mais sans doute des deux

grandes pères tabelliers du mouvement, est-ce de Blum que le nouveau président se sent le plus proche. Peut-être parce qu'il accédait au pouvoir au même âge : — soixante-quatre ans, — transformant du même coup les commentaires ricanants en coups de chapeau respectueux à l'adresse de la « force tranquille ». Surtout parce que l'homme qui, au congrès de Tours, déclara sous les quolibets de « garder la vieille maison » le rejoint par deux traits essentiels, l'un intime, l'autre déterminant : l'art et le pouvoir.

« L'art de la Paix et le Crâne » à retrouver dans celui de Stendhal et le byzantinisme un frère de la profondeur, sensible jusqu'à l'esthétisme, tolérant jusqu'à l'ingénierie. À cette différence près que l'un est venu de la littérature et que l'autre l'a pen à pen approchée, c'est chez l'un comme l'autre la même fascination pour l'art, comme si quelque part, en eux, se trouvait un désinfectant à la fois et à la fois une pyramide de l'univers, la création était au sommet et le pouvoir en

Ce pouvoir, il fallait pourtant bien l'exercer, cependant, et pas dans les circonstances les plus faciles. On l'a vu, Blum, dans les années 30, en avait distingué subtilement l'exercice

« l'exercice » et la « conquête », dans un ordre croissant d'ambition révolutionnaire. En ce jour de mai 1981, François Mitterrand commence à occuper : l'avenir dira si, avec l'été, les moyens lui seront donnés d'exercer.

Reste que le troisième homme n'est pas la simple addition des deux premiers : pas plus que ceux-ci ne sont les ébauches inachevées d'un François Mitterrand à venir. Chacun d'eux a sa façon particulière de jouer sa partie Jaurès par un certain rapport privilégié avec la classe ouvrière, découverte dans les heures quotidiennes de Carnot, Blum par un certain accent mis sur la morale politique, contre les « réalistes » de tous bords. La ligne Mitterrand tiendra peut-être dans une haute idée du service de l'État. Quelque chose de gaullien, en somme. Si le socialisme vainqueur, de 1981 dispose sur ses deux prédécesseurs de quelques avantages, le principal ne tient-il pas précisément aux institutions voulues par le général ?

Arrêtons ici, au seuil du Panthéon national. Sans doute les yeux de la nation, par le regard des caméras, suivront-ils le nouveau président jusqu'à la crypte de la mémoire, mais, enfin, c'est bien lui seul qui y sera entré. Culte de la personnalité ? Non, responsabilité historique. Il y a une politique des institutions, une politique de l'économie. Il y a aussi une politique du symbole.

Légion d'honneur, grand maître et grand chancelier

L'HÉRITAGE DU 29 FLORÉAL AN X

« Monsieur le président de la République, nous vous remercions comme le grand maître de l'ordre national de la Légion d'honneur. » Parce que le général Alphonse de Boissieu, à qui revenait le soin de la prononcer en sa qualité de grand chancelier, a estimé ne pouvoir formuler cette phrase d'usage prescrite par l'article 9 du code de la Légion d'honneur, à l'adresse de M. François Mitterrand, lors de la cérémonie d'investiture du chef de l'État, voilà cet ordre national sur la sellette et avec lui tout ce que recèle une institution jusque-là discrète et peu encline à faire sa propre publicité.

D'abord, un peu d'histoire. Comme dans le vers de Victor Hugo, ce siècle — le dix-neuvième — avait deux ans lorsque Bonaparte institua une « légion d'honneur » par la loi du 29 floréal an X, 19 mai 1802. Donc cent soixante-dix-neuf ans d'âge, ce qui est un joli bail de longévité. Car personne n'eut l'idée de la rompre, pas même la Restauration, qui, pourtant, ne portait pas dans son cœur l'« usurpateur ». C'est même elle qui en fit l'ordre actuel qui n'existait pas à l'origine.

Doté d'une personnalité morale, cet ordre, régi depuis 1962 par des textes réglementaires et non plus législatifs, a son siège à Paris, à l'hôtel de Saint, noble édifice de la fin du dix-huitième siècle, classé bien national à l'Éclat, est dans ses murs et dans ses meubles.

A sa tête, un grand chancelier. Il est élu par le conseil parmi les grands-croix — grade le plus élevé — et nommé par décret du président de la République pour un mandat de six ans renouvelable. Sous son autorité, la Légion d'honneur gère ses

« Éminents » et « distingués »

Le travail ne manque donc pas. Au 30 avril 1981, ils étaient 247 573 à avoir droit au port de « la plus élevée des distinctions nationales, récompense de mérites éminents acquis au service de la nation soit à titre civil, soit sous les armes » : 72 grand-croix, 582 grands officiers, 6 198 commandeurs, 48 272 officiers et 192 529 chevaliers. C'est moins qu'en 1975, où l'on en comptait 280 000. Bien moins encore qu'il y a vingt ans, où l'on dépassait les 300 000. C'est que depuis 1962 il a été décidé, ici aussi, de lutter contre une inflation jugée dangereuse et de nature à porter atteinte à un prestige en péril.

Le décret du 3 décembre 1969, créant l'ordre du Mérite, dont le grand chancelier de la Légion d'honneur est aussi le chancelier, a facilité les choses, même s'il peut apparaître un peu tôt de consolation, lui qui récompense seulement le « service distingué » et non point « éminent ». Avec 128 191 titulaires, l'ordre du Mérite reste pourtant aussi en effectifs inférieur à celui de la Légion d'honneur. Mais il ne faut pas désespérer. L'objectif est de ramener à 125 000 le nombre des légionnaires. « On est sûr la comme vois, dit-on à la grande chancellerie, puisque, maintenant, il meurt plus de légionnaires que l'on en nomme de nouveaux ».

Nominations, promotions, mais aussi gestion. Avec 116 fonctionnaires à l'hôtel de Saint, du secrétaire général au directeur du cabinet du grand chancelier aux secrétaires en passant par l'aide de camp — un officier d'active, — la grande chancellerie est une petite administration. Elle a la charge de deux missions d'éducation où des filles ou petites-filles des légionnaires peuvent être admises sur demande, celle des Loges, à Saint-Germain-en-Laye, et celle

de Saint-Denis, la première pour les pensionnaires de la Légion d'honneur, la seconde pour les classes terminales. Au total, 1 000 élèves, alors que les demandes dépassent les possibilités de l'ordre, et tout un personnel d'éducation, d'enseignement, d'entretien. C'est le secrétaire général de la grande chancellerie, sous l'autorité du grand chancelier, qui assure ce fonctionnement auquel il faut consacrer bon an, mal an les deux tiers du budget de 82 millions dont dispose la Légion d'honneur et qui est un budget annexe du ministère de la justice, jugé, évidemment, insuffisant.

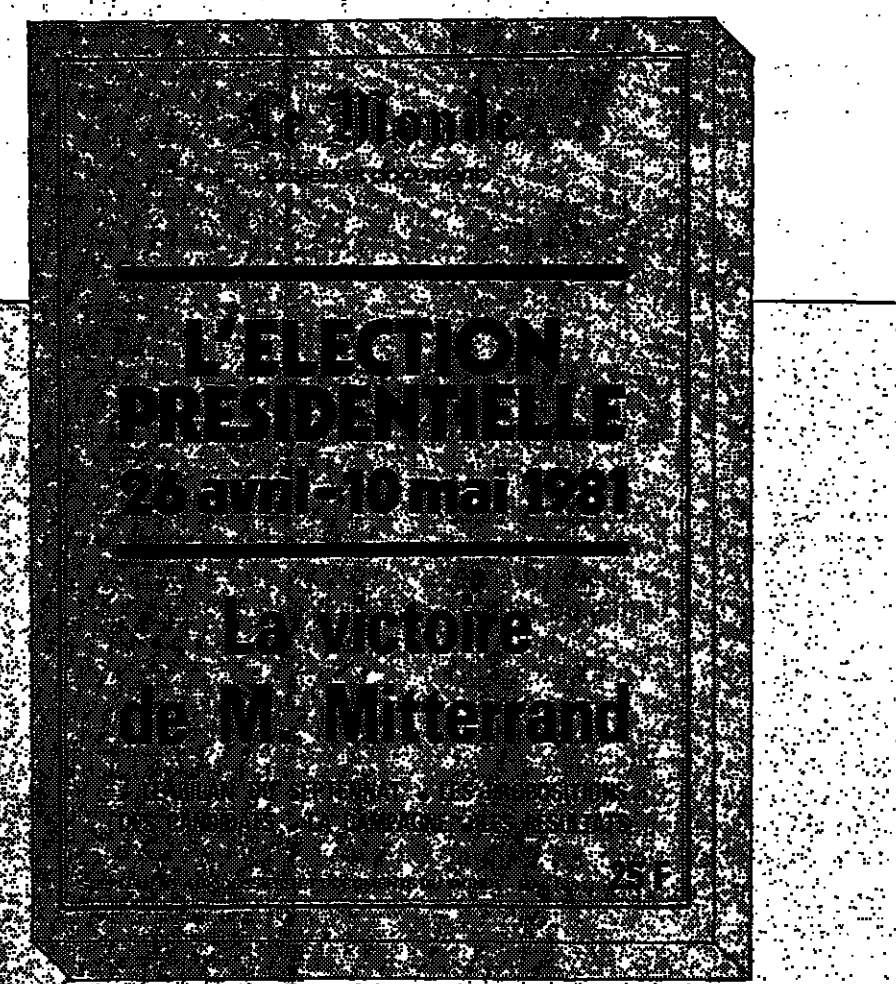
Gestion encore pour les trois sociétés d'entraide des membres de la Légion d'honneur, des médailles militaires — il y en a 521 870, — des membres de l'ordre du Mérite dont le grand chancelier, toujours lui, est de droit président d'honneur.

Au total, un patrimoine immobilier important, une organisation rigoureuse, une hiérarchie, une discipline, car on censure, on suspend, on exclut aussi, selon les manquements, sans Dieu merci, moins de dix dossiers par an. Des soucis sûrement. Mais, pour le grand chancelier, l'assurance d'une fonction de haut dignitaire pour laquelle la République ne lésine pas en lui consentant l'un des plus hauts traitements « hors solde », le logement et la voiture de fonction, sans oublier le rang des préséances.

Fort de son passé et de cet acquis, assuré de retrouver bien vite la tranquillité qui est son ordinaire, l'ordre de la Légion d'honneur peut s'offrir le luxe d'affecter la sérénité d'un coup d'éclat qui lui vaut, très provisoirement, les feux de la rampe.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL DE 192 PAGES



POUR MIEUX COMPRENDRE CE QUI VA CHANGER EN FRANCE

UNE ANALYSE COMPREHENSIVE ET DÉTAILLÉE - LES DÉCLARATIONS DES CANDIDATS ET LEUR PROGRAMME - LE TEXTE INTÉGRAL DU DÉBAT TÉLÉVISÉ GISCARD D'ESTAING-MITTERRAND - TOUS LES RÉSULTATS COMMENTÉS - DES CARTES - DES TABLEAUX COMPARATIFS

UN DOCUMENT D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION RÉALISÉ PAR Le Monde

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

25 F

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.2162

مركزا من راصل

POLITIQUE

Les cérémonies de la journée du 21 mai

Sainte-Geneviève avant le Panthéon

Pau d'édifices ont connu autant de vicissitudes que l'actuel Panthéon. A l'origine, ce fut une église destinée à abriter la châsse reliquaire de sainte Geneviève et dont la construction fut décidée par Louis XV, qui était fort croyant, à la suite d'un vœu fait pendant une maladie qui avait failli l'emporter. Gabriel Guignat l'obtint, grâce à la protection du frère de Mme de Pompadour, le marquis de Marigny, qui dirigeait la politique artistique du royaume.

Le projet de Soufflot, qui voulait combiner la majesté d'un temple grec à la légèreté des édifices gothiques, fut d'exécution très difficile et l'architecte n'en vit pas l'achèvement. L'église allait être ouverte au culte, lorsque survint la Révolution. Et à la suite de la mort de Mirabeau, auquel on voulait rendre des honneurs funéraires dignes d'un héros antique, la Constituante décida, le 4 avril 1791, la transformation de l'édifice en Panthéon, avec l'inscription célèbre : « Aux grands hommes, la patrie reconnaissante ». Les premiers à être « panthéonisés », comme on disait, furent Voltaire et Rousseau, et c'est à cette époque qu'on prit la décision fâcheuse de murer les fenêtres qui éclairaient admirablement l'édifice.

Rendu partiellement au culte par

Napoléon, le Panthéon redevint église Sainte-Geneviève par la grâce de Louis XVIII, qui en ordonna la consécration solennelle et fit effacer l'inscription Calvo-dépercut en 1801. Louis-Philippe ayant décidé de repanthéoniser le Panthéon et de marquer son retour à sa vocation civique par une cérémonie non moins solennelle, à la mémoire des morts de juillet.

Ce ne fut pas pour longtemps. Napoléon III, qui n'avait rien à refuser au parti catholique, rendit, en effet, à sainte Geneviève son église. Elle allait le demeurer pendant plus de trente ans, et devint même le « poème des origines chrétiennes de la France » par la volonté du directeur des Beaux-Arts de la République des ducs, Philippe de Chennevières, qui commanda (à Puy de Chavannes, en particulier) les compositions murales évoquant sainte Geneviève, saint Denis, le baptême de Clovis, etc., que l'on y voit encore. C'est seulement au lendemain de la mort de Hugo, le 22 mai 1885, que le gouvernement décida de rendre le monument « à sa vocation républicaine » : l'exilé de Guernessey entra au Panthéon le 1^{er} juin 1885, et, en 1889, une cérémonie solennelle, présidée par Sadi Carnot, y célébra le premier centenaire de la République.

ANDRÉ FERMIGIER.

Une « Marseillaise » plus vive

Voilà qu'un nouvel épisode s'ajoute à l'histoire déjà mouvementée de la Marseillaise. Le nouveau président de la République vient, en effet, de décider la reprise de la version traditionnelle et d'oublier les sept années pendant lesquelles l'hymne national avait vu son rythme adapté au goût du président élu en 1974.

On se souvient de la surprise qu'avait suscitée la décision de M. Giscard d'Estaing, qui avait demandé au chef de musique de la garde républicaine de jouer plus lentement ce *Chant de guerre pour l'armée du Rhin* à l'occasion du défilé militaire du 14 juillet 1974.

« Les marches militaires sont toujours un peu lentes, avait déclaré le chef de l'Etat, et je désire qu'elles retrouvent leur rythme. » Il fallait, selon lui, reprendre la Marseillaise telle que la chantaient les volontaires de l'armée du Rhin, c'est-à-dire « majestueuse » et, surtout, plus « noble » que « martiale ».

Né à Strasbourg dans l'enthousiasme révolutionnaire, le chant de Rouget de Lisle fut altéré à

plusieurs reprises, et les versions ont toujours légèrement varié selon ses interprètes et l'esprit dans lequel on le jouait.

L'interprétation de Serge Gainsbourg — et le scandale qu'elle a provoqué l'an dernier — confirme largement cette idée.

En 1887, c'est Ambroise Thomas qui, soucieux de respecter avant tout les lois de l'harmonie classique, fut chargé de lui donner une tournure définitive.

Au début de la V^e République, à la demande de Malraux, c'est la version de Berlioz — plus intense, plus somptueuse et dans laquelle les chœurs jouent un rôle important — qui a été choisie pour les grandes manifestations officielles et qui conclut d'ailleurs chaque soir les émissions de Radio-France.

La décision de M. Mitterrand s'est voulue un symbole, celui de la réconciliation nationale. Peut-être doit-on alors se réjouir du fait que la version choisie soit celle qui correspond le mieux à la définition donnée par Goethe à l'hymne français : un « 7e Deum révolutionnaire saisissant et terrible ». — A. C.

La préparation

LES AUDIENCES DU PRÉSIDENT ÉLU

M. François Mitterrand a reçu M. Michel Rocard

M. François Mitterrand s'est entretenu pendant une heure mardi 19 mai avec M. Pierre Mauroy, qui avait déjà été reçu pendant près de deux heures lundi matin.

Dans la matinée, M. Jacques Delors, l'un des principaux conseillers économiques de M. Mitterrand, a passé une demi-heure rue de Bièvre. Il a été suivi par M. Eric Hiltnermann, secrétaire général du parti socialiste démocrate, qui s'était rallié au candidat socialiste dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Un déjeuner du président élu fut l'occasion de recevoir plusieurs personnalités souvent citées dans la perspective de la formation du nouveau gouvernement : M. Pierre Bérégovoy, directeur de l'antenne présidentielle, Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Louis Marzucchi, président du comité directeur du parti socialiste, Mmes Catherine Lalumière, chargée de la fonction publique au P.S., et Edith Cresson, député européen.

M. Michel Rocard est entré dans l'après-midi rue de Bièvre, sous les applaudissements des badauds, et s'est entretenu tête à tête pendant vingt-cinq minutes avec M. François Mitterrand.

Deux personnalités proches du député des Yvelines ont ensuite été reçues par le président élu : M. Edgard Pisani, député européen et ancien ministre de l'Agriculture du général de Gaulle, et Louis Le Penec, député du Finistère.

M. Pierre Dreyfus, ancien P.-D.G. de la région Renan, qui fut l'un des conseillers de M. François Mitterrand pendant sa campagne, a rencontré le nouveau président en fin d'après-midi, ainsi que le général Faugier, directeur général de l'Ecole polytechnique.

A l'issue de cette longue journée d'audiences, M. Mitterrand, entouré des écrivains Paul Guillard et Régis Debray, est sorti pour serrer quelques mains dans la foule qui patientait à l'angle du boulevard Saint-Germain.

POINT DE VUE

Partout et nulle part

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

APRÈS que la République ait été pour la troisième fois proclamée, et qu'elle ait en dix ans connu toutes les institutions constitutionnelles, il n'y eut plus de parti républicain en France. Un accord s'était fait, marginalisant les opposants à cette forme de gouvernement, et même les monarchistes, à partir de 1873, ne militaient déjà plus pour le roi, mais pour un certain ordre social conservateur. Il en est de même du gaullisme depuis le 10 mai. Il pouvait y avoir un parti gaulliste après 1968, s'il pouvait être entendu que ce parti faisait pression au Parlement ou dans les allées du pouvoir pour le respect des objectifs et des lois fondamentaux du général. La preuve a été admise ces douze dernières années que ces pressions — elles furent rarissimes, et elles étaient peu conformes à l'esprit de la V^e République — n'eurent d'effet que quand elles rencontraient les convictions intimes du chef de l'Etat, ou ses intérêts propres, ou des situations, notamment internationales, caractérisées.

Aujourd'hui, le R.P.F. n'est manifestement plus dans cette situation institutionnelle, à moins qu'il n'abandonne les calculs de son chef et les intérêts électoraux à court terme de ses notables pour soutenir, dès à présent ou dans la prochaine législature, au coup par coup, les gouvernements nommés par M. Mitterrand, le nouvel élu de la nation et le quatrième président de la V^e République. A l'évidence, ce n'est pas ce vers quoi l'on s'oriente, puisque la bataille est tout entière de se disputer la conduite de l'élection d'opposition à la gauche et à M. Mitterrand. Cette bataille est personnelle, elle n'a de fondements que la sociologie électorale. Elle ne saurait en rien invoquer la défense des institutions ou de l'héritage du général de Gaulle.

Les institutions sont déjà partiellement incarnées et défendues, dans leur composante présidentielle, par M. Mitterrand, qui, depuis son investiture par le parti socialiste, s'est placé en dehors et au-dessus des mouvements politiques, n'a négocié avec aucun en cours de campagne et déclaré au soir de sa victoire s'avoir à répondre que de ses engagements personnels. Quel de plus gaullien que de laisser les partis l'ayant soutenu au second tour s'entendre entre eux pour des accords électoraux et des plate-formes parlementaires ? Quitte à ce que le nouveau président s'engage à fond dans la bataille législative directement devant les Français pour qu'ils confirment — quelles que soient leurs nuances partisans — leur décision du 10 mai.

M. Mitterrand peut de surcroît restaurer nos institutions — elles en ont besoin — dans leur composante parlementaire. Par tempérament, par formation, comme par la nature de sa future majorité forcément pluraliste sinon hétérogène, il y est enclin. La démocratie y gagnera : contrôle plus précis du gouvernement, et — surtout si d'autres formations que celles traditionnellement de gauche venaient à naître et à dominer dans la nouvelle majorité parlementaire — résurgence de bons mécanismes qui, jusqu'à présent dévoyés, condamnaient l'hémicycle au silence. Car la censure n'a d'efficacité que si elle peut rallier une majorité réversant un gouvernement infidèle au président. Ce fut la thèse et le combat du

regretté Capitaine : le contrôle parlementaire du respect par le gouvernement de la volonté populaire et présidentielle. Hypothèse qui peut n'être plus d'actualité si les cabinets succèdent, à partir de cet été, devraient à droite ou trop à gauche.

Quelles meilleures intelligences, quelle nouvelle fondation de nos institutions que celle-ci ? Que de surcroît, le référendum d'initiative populaire soit institué et la V^e République, désormais vécue à gauche, aura la plate-forme et la pratique rêvées par de Gaulle — toutes questions de personnes mises à part, comme il convient quand il s'agit de l'intérêt général et du devenir historique. En ce sens, M. Mitterrand et la gauche sont davantage dans l'esprit de la V^e République, que ce glissement constant vers le présidentielisme sous Georges Pompidou, et vers l'irresponsabilité sous M. Giscard d'Estaing.

Quant au fond des politiques, il est clair que si certains axes gaullistes sont maintenant ceux de l'impasse quelle politique économique ou étrangère française : soul de la monnaie, promotion financière et juridique des travailleurs dans l'entreprise, prééminence des Etats dans la Communauté européenne, balance égale entre Moscou et Washington — l'ensemble du dessin a été effacé, l'état d'audace et d'imagination ramené au petit pas des gestions et des complaisances. Qui parle aujourd'hui d'abolir la condition salariale, de quitter l'alliance atlantique, d'établir les relations européennes sur de tout autres bases que celles du traité de Rome ?

La victoire de M. Mitterrand et l'alliance électorale en train de se nouer entre M. Chirac et les partisans de M. Giscard d'Estaing ont donc des conséquences convergentes. L'esprit des institutions, le rassemblement, qui était la tradition gaullienne, sinon capétienne, jouent désormais en faveur de la gauche : personne, dans la nouvelle opposition, ne peut le invoquer contre M. Mitterrand, et, de ce premier point de vue, il n'y a donc plus, au regard des institutions, de légitimité pour un parti se disant gaulliste tout en se voulant d'opposition.

Quant au fond de la politique proposée, il est clair que — par opposition à la gauche — c'est bien une coalition conservatrice qui s'organise. Au pouvoir, elle n'avait rien de bien audacieux en diplomatie et économique : que sera-ce dans sa fonction nouvelle de représentation électorale d'intérêts menacés et surtout de gens apeurés et abusés par des propagandes que la campagne présidentielle a seulement mises au point ?

Le gaullisme ne saurait être là non plus. De fait — et le 10 mai l'a consacré — il a désormais gagné toutes les familles d'esprit françaises : signe qu'il est partout, mais il s'est, dans le même temps, banalisé et émusé, comme naguère la III^e République, pour se faire admettre, dut trahir ou amoindrir bien des projets et des vœux de ses tenants et prédécesseurs de la II^e et de la I^{re} République. En ce sens, le gaullisme n'est plus nulle part. Il a de toute façon, à notre échelle humaine et nationale, accompli sa mission de fondation, de rénovation et d'inspiration dont des événements, à plusieurs reprises catastrophiques, avaient chargé un homme exceptionnel. La V^e République, à son tour, est majeure.

PUBLICITE

NON

changer de société, ce n'est pas inévitable.

Nous avons toujours refusé la résignation. Résignation, hier, devant le chômage, l'inflation, l'affaiblissement de la France.

Résignation, aujourd'hui, devant la fatalité d'une arrivée au pouvoir de la coalition socialo-communiste.

Mais rien n'est inévitable. Ce n'est pas parce que les Français ont changé de Président que la France doit changer de société.

C'est à tous qu'il appartient désormais de dire si le choix de celui

qu'ils ont désigné pour les représenter doit s'accompagner, ou non, du bouleversement de leur mode de vie, de leur activité économique, de leurs libertés essentielles.

A nous de dire si la France doit changer de camp, changer de destin.

Avec Jacques Chirac, il nous faut nous rassembler. Pour élire dans le respect de notre démocratie et de nos institutions, une nouvelle majorité qui saura combattre pour ce à quoi nous tenons le plus : nos libertés.

AVEC JACQUES CHIRAC

Pour une nouvelle majorité.

هكذا من راحل

POLITIQUE

des élections législatives

M. LIONEL JOSPIN
SE PRÉSENTERA
DANS LA VINGT-SEPTIÈME
CIRCONSCRIPTION DE PARIS
(18^e arrondissement)

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., sera candidat dans la vingt-septième circonscription législative de Paris, dont M. Jean-Pierre Bloch (U.D.F., rad.) est l élu. Cette circonscription se trouve dans le dix-huitième arrondissement de la capitale ; M. Jospin représente cet arrondissement au conseil de Paris depuis 1977. La désignation du premier secrétaire du P.S., qui aura pour suppléant M. Daniel Vaillant, conseiller de Paris, a été acquiescée à l'unanimité des membres de la section de l'arrondissement.

M. Jospin avait été candidat en 1978, dans une autre circonscription de ce même arrondissement, la vingt-cinquième, dont M. Jean Le Tac (R.P.R.) est l élu. M. Le Tac, qui avait soutenu M. Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle, s'était rallié, pour le second, à M. Mitterrand. M. Le Tac, qui a choisi de rester au R.P.R., se verra cependant opposer un candidat socialiste.

En fait, M. Jospin avait le choix des circonscriptions : les dirigeants socialistes, considérant que le premier d'entre eux se doit de siéger à l'Assemblée nationale, avaient envisagé plusieurs solutions de façon à garantir l'élection de M. Jospin en lui octroyant une circonscription « sûre ». Ce dernier s'est opposé à tout « parachutage ». En municipalité dans la capitale, il ne comptait pas d'être élu législatif ailleurs qu'à Paris. La solution retenue, en outre l'avantage de maintenir M. Jospin dans l'arrondissement qu'il représente.

Mme BOUCHARDEAU : la gauche doit appliquer la proportionnelle en son sein.

Mme Angélique Bouchardreau, secrétaire nationale du P.S.U., a indiqué, mardi 19 mai, au cours d'une conférence de presse, que la direction politique de son organisation, réunie les 18 et 19 mai à Paris, souhaite que les élections législatives de juin soient la victoire de François Mitterrand et donnent aux idées défendues par le P.S.U. une traduction dans les institutions. Le P.S.U. estime que la gauche doit « appliquer, en son sein, la proportionnelle qui n'est pas prévue par les textes », a déclaré Mme Bouchardreau.

Les socialistes unifiés, qui envisagent de présenter entre deux cent cinquante et trois cents candidats aux élections législatives, négocient, localement et nationalement, avec le P.S. et s'apprêtent à le faire avec le P.C.F. afin d'éviter que le P.S.U. ne représente seul la gauche « dans quatre ou cinq circonscriptions ». Mme Bouchardreau a précisé qu'il s'agit de circonscriptions où elle-même, ainsi que son prédécesseur au secrétariat national, M. Michel Moncel, et d'autres membres du secrétariat seraient candidats.

Mme Bouchardreau estime que le manifeste adopté par le P.S. à Orléans et qui constituait la plate-forme du candidat socialiste à l'élection présidentielle, « est pratiquement d'ouverture pour que les propositions du P.S.U. puissent trouver de multiples moyens de s'exprimer ».

La secrétaire nationale du P.S.U. est, d'autre part, élue d'un appel à la constitution d'une « force sociale et politique autonome », signé également par plusieurs membres et groupes des Amis de la Terre, des militants de la C.F.T.C. et le général de Gaulle.

M. KRIVINE : la nouvelle majorité comprend le P.S., le P.C.F. et l'extrême gauche.

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), a déclaré, mardi 19 mai, au cours d'une conférence de presse, que le 10 mai, « la division ouverte a commencé à être battue dans les urnes et dans la rue » et que la L.C.R. va « poursuivre sa lutte pour imposer une majorité P.C.F.-P.S. au Parlement et un gouvernement de ces deux partis ».

M. Krivine, qui rendait compte des décisions prises pendant le week-end par le comité central de sa formation, a déclaré : « Nous faisons partie des trois composantes ouvrières de la majorité — P.C.F., P.S., extrême gauche — mais nous n'avons rien à voir avec la quatrième composante bourgeoise, qui prétend constituer des gauchistes et des radicaux ». La L.C.R. craint que cette composante « se serve d'abord du P.C. et du P.S. pour tergiverser devant les recommandations ouvrières ».

La L.C.R. a demandé à rencontrer M. Pierre Bérégovoy, responsable de la mission présidentielle du P.S. Elle prévoit, d'autre part, de présenter plusieurs dizaines de candidats aux élections législatives.

Les réinscriptions sur les listes électorales ne sont pas prévues

Les électeurs qui n'étaient pas inscrits sur les listes électorales pour l'élection présidentielle pourront-ils voter lors des élections législatives ? Telle est la question que se posent bon nombre de citoyens et notamment ceux qui, à Paris plus particulièrement, ont été radés d'office des listes parce qu'ils n'ont pas fait valoir leur adresse (le Monde des 30 avril et 6 mai).

En principe, ces électeurs privés de leur droit ne pourront pas l'exercer à nouveau lors des scrutins de juin. Le code électoral est, en effet, précis à ce propos. L'article L.16 dit clairement que la révision est annuelle mais qu'une fois la liste close, c'est-à-dire dans le cas présent le 31 décembre 1980, le législateur n'a prévu, dans l'article L.80 du code électoral, que trois cas d'inscription en dehors des périodes de révision. Des cas concernent « les fonctionnaires et agents des administrations publiques, maires ou adjoints, à l'exception de ceux qui ont été radés d'office de la liste des électeurs après la clôture des délais d'inscription, ainsi que les membres de leur famille » ; « les militaires rattachés dans leurs foyers après avoir satisfait à leurs obligations légales d'absence, libérés d'un rappel de classe ou démobilisés après la clôture des délais d'inscription, ainsi que ceux ayant changé de domicile lors de leur retour à la vie civile » ; et enfin « les Français et Françaises remplissant la condition d'âge exigée pour être électeur, après la clôture des délais d'inscription ».

L'inscription est donc limitée. Mais à part ces cas, et bien que les listes électorales soient permanentes, il n'est pas prévu de procéder à la réouverture des listes électorales. Le ministère de l'Intérieur précise que cette éventualité est difficilement réalisable pour deux raisons principales. D'une part, cette réouverture ne peut être décidée que par un texte

de loi, or l'Assemblée nationale étant dissoute, elle ne pourra légiférer. D'autre part, la procédure de révision des listes électorales est lourde et réglementée de façon très précise. Elle prévoit notamment un délai impératif de dix jours pendant lequel l'électeur peut contester les décisions prises et faire valoir des observations.

En conséquence, il semble peu probable que les quelque vingt-huit mille radés d'office dans la capitale, puissent accomplir leur devoir électoral pour les élections législatives. Parmi ceux-ci, seuls mille cent quarante-neuf personnes, avaient pu se réinscrire lors du premier tour de l'élection présidentielle le 30 avril. Entre les deux tours aucune inscription n'avait été faite par les juges d'instruction, ces derniers ayant appliqué à la lettre l'article L.57 du code électoral qui dispose que « seuls peuvent prendre part au scrutin les électeurs inscrits sur la liste électorale qui a servi au premier tour ». La Cour de cassation a d'ailleurs, dans sa jurisprudence, notamment dans un arrêt du 23 octobre 1974, fait une application stricte de ce texte.

« La formalité impossible »

Il n'empêche que les électeurs radés ont la possibilité pour les élections législatives de saisir la justice d'instance. Rens, à savoir si leurs demandes seront considérées comme fondées. Si les formalités de notification de radiation prévues à l'article 83 ont bien été observées, il semble probable que ces électeurs puissent se rendre aux urnes en juin. Ce qui signifie donc que bon nombre de radés ne pourront être leurs députés.

On fait remarquer au ministère de l'Intérieur que tout électeur doit avoir un lien géographique avec la circonscription dans laquelle il vote, qu'il n'est pas normal d'accomplir son devoir électoral dans une ville où on n'habite plus et qu'enfin il n'y a aucune obligation à se faire inscrire sur les listes électorales. Qu'en conséquence les radés n'ont pas à s'en préoccuper qu'à eux-mêmes s'ils se sont préoccupés d'un de leurs droits essentiels de citoyen que le jour des élections.

Il faut tout de même faire observer que dans l'article 60 de l'instruction relative à la révision et à la tenue des listes électorales la radiation d'office ne peut être prononcée que lorsque ont été prises « toutes mesures nécessaires, notamment en matière d'information... » Peut-on considérer que l'électeur a été prévenu quand la notification de radiation a été envoyée à l'ancienne adresse, quand en plus il est précisé sur l'enveloppe « Ne pas faire suivre » ou que l'immeuble auquel il a été adressé a été détruit, ce que le maire n'était pas sans savoir ? C'est ce qu'on appelle joindre en langage administratif la « formalité impossible ».

Il est vrai que nul n'est censé ignorer la loi, mais il importe de faire remarquer que cette situation ne sera pas, dans certains arrondissements, sans conséquence sur le résultat du scrutin puisque, par exemple, il y a en plus de cinq mille radiations dans le onzième, le dix-neuvième et le vingtième, près de quatre mille dans le douzième, plus de deux mille dans le dix-huitième, mille huit cents dans le dixième, etc. Comme par hasard, font remarquer certains radés les communes administratives n'ont été qu'à Paris, c'est-à-dire dans les arrondissements où on vote à gauche. Une situation qui n'échappe pas, sans doute, au nouveau pouvoir en place.

MICHEL SOLE-ROCHARD.

Les infléchissements diplomatiques

L'application de sanctions contre l'Afrique du Sud

(Suite de la première page.)

Le nouveau gouvernement devra en outre décider rapidement de sa participation ou non à la conférence de Paris, qui durera jusqu'au 21 mai. Les sanctions contre l'Afrique du Sud, de cette conférence (ainsi que celle du comité de l'ONU contre l'apartheid qui l'organise) par souci d'« impartialité ».

Le P.C.F. des Nations unies est le plus souvent avancé par Pretoria pour rejeter les sanctions politiques de l'ONU, notamment en ce qui concerne l'indépendance de la Namibie.

Avec quatre autres pays occidentaux qui ont la même position (le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada, États-Unis, Grande-Bretagne), la France cherche à persuader Pretoria d'évoluer pacifiquement vers des solutions politiques. Ce groupe de « contacts » est resté jusqu'à présent solide et doit se réunir les 21 et 22 juin à Washington.

Le président Mitterrand devra d'autre part prendre position rapidement sur les dossiers diplomatiques qui se sont accumulés pendant la campagne électorale.

Europe : le conseil européen, s'il se réunit comme prévu les 29 et 30 juin à Bruxelles, sera saisi, depuis la veille, du rapport de la commission sur la réforme communautaire. Le P.C.F. a demandé à M. Mitterrand d'introduire un élément nouveau dans le débat en se prononçant le 21 avril dans un organe consacré à la perte pour le dépassement du plafond des ressources propres de la Communauté. Ce plateau, actuellement à 1 % de la P.N.B. des États membres, est fixé à 1 % par le traité de 1957. La plus grande partie du budget communautaire actuel est absorbée par les dépenses agricoles. Il ne peut être mieux équilibré que par la diminution des dépenses agricoles — ce que la France refuse — ou par le lancement de nouvelles politiques communes qui supposeraient de nouvelles ressources. Jusqu'ici, les trois principaux contributeurs à l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, refusaient de dépasser le 1 % fixé d'un commun accord. Mais, en réponse à la Lettre verte, M. Mitterrand a déclaré : « J'estime, pour ma part, que ce plafond de ressources devrait être dépassé ».

Proche-Orient : le Conseil de sécurité des Nations unies peut être appelé à se prononcer d'un moment à l'autre sur la situation au Liban et donc sur le conflit arabo-israélien. Il devra, de toute façon, décider avant le 18 juin la reconduction du mandat des Forces internationales des Nations unies au Liban (FINUL) pour l'année 1981, avec six cent cinquante hommes, assure la logistique. Le conseil européen, des 29 et 30 juin sera saisi d'un rapport de son président israélien sur l'évolution européenne au Proche-Orient dont le principe a été arrêté l'an dernier.

Nord-Sud : les tractations se déroulent sur deux plans : au sein des Nations unies, M. von Weizsäcker poursuit les consultations dont il a été chargé par l'Assemblée générale, qu'il

préside en vue de dégager la base de « négociations globales » sur l'énergie, les matières premières, la concurrence, les problèmes financiers et monétaires, en vue d'établir un nouvel ordre économique mondial. Les négociations, cependant, ont peu de chances d'aboutir. Les États-Unis ayant demandé le 5 mai quelles soient suspendues pour l'instant les procédures de l'ordre du jour, c'est-à-dire repartir à zéro, ce qui est juridiquement impossible tant que l'Assemblée générale ne l'aura pas décidé.

Cependant, en dépit de cette impasse, les négociations se poursuivent en dehors des Nations unies en vue de réunir les 21 et 22 octobre, à Cancun (Mexique), un sommet Nord-Sud de vingt-trois puissances représentatives pour donner une impulsion politique à ces négociations globales. Une réunion préparatoire au niveau ministériel est prévue pour les 1^{er} et 2 août. La relance des Nations unies sur « les pays les moins avancés » (les trente et un pays les plus pauvres du monde) se tiendra à Paris du 1^{er} au 12 septembre.

Camboïge : Une conférence des Nations unies sur la situation au Cambodge est demandée par les pays de l'Association de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.), et les dates des 18 et 17 juillet sont envisagées. Le Vietnam et l'U.R.S.S. n'ont pas définitivement répondu.

La France est pour.

Code de l'air : Le comité des Nations unies sur l'océan Indien se réunira du 1^{er} au 19 juin à New-York. Il examinera une proposition indienne de contourner en cours sur la coopération indienne. La France est, jusqu'ici, favorable mais sous la réserve — de taille — que l'U.R.S.S. se retire de l'Afghanistan.

LE MINISTRE ISRA�ËLIEN
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
S'INTERROGE SUR LA POLITIQUE
DE M. MITERRAND

Jérusalem (A.P.P.). — Le ministre de la Défense à l'élection présidentielle française a été salué avec un optimisme prudent, mardi 19 mai, à Jérusalem, par le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shazar. L'expression d'un groupe de journalistes français, M. Shazar a déclaré : « A chaque changement politique en France nous pensons toujours à un changement dans nos relations, mais nous sommes par expérience persuadés qu'il y a une différence entre les déclarations faites par les hommes d'état dans l'opposition et celles qu'ils font au pouvoir. Il faut donc attendre et voir ».

Coluche à France-Inter
Triste retour

« Coluche, vous êtes accusés de publicité mensongère, d'usurpation de fonction, d'outrage à la fonction présidentielle, d'abandon de poste, d'opportuniste... Vous vous êtes servi de la politique pour votre profession, et vous avez entamé une grève de la faim pour passer à la télévision... Reconnaissez-vous les faits ? »

Le ton est donné, dès les premières secondes de l'émission « Les Flamants Roses », enregistrée lundi 18 mai et diffusée mercredi. Le gros juge (Claude Vilier) se cale dans son fauteuil, le cœur de ce tribunal pas comme les autres ne quitte plus des yeux le prévenu. Guy Bedos est cité comme témoin à charge, le professeur Choron est appelé par la défense.

Une bonne idée radiophonique, une poignée d'invités célèbres et une bande d'animateurs espiègles ne suffisent pas toujours à faire une bonne émission. Sur tout lorsque le principal invité — le prévenu — étale une mégalomanie avouée qui devient vite déprimante. L'élection présidentielle, tout en continuant d'être émise par son score de 12,5 % dans un sondage du mois de novembre. Des adieux bidons au musicien ? « Si tu veux revenir un jour, il faut bien commencer par partir... » Mais alors, la retraite sur une île des Caraïbes ? « Sympa, mais de là à ne plus gagner d'argent... »

L'argent. Une obsession pour le fantasiste qui avoue une conduite d'ancien pauvre — plutôt que de « nouveau riche ». Il ne comprend pas qu'un comédien puisse se syndiquer : « Même s'il y a beaucoup de chômeurs dans le métier, ils

doivent se rendre compte que, du jour au lendemain, ils peuvent très bien gagner des centaines de millions... »

Malgré cela, Coluche dit « oui » à son camp : « Le soir du 10 mai, à 8 h. 35, je suis arrivé au P.S. prendre mes cartes. Il était temps ! A 8 h. 30, ça aurait paru traître... » Il ajoute même avec assurance : « La majorité des comiques sont de gauche », et s'étonne alors : « Au fait, vous avez tout le temps de me les poser avant le 10 mai, les questions politiques ! », réglant ainsi un compte avec Claude Vilier, qui l'avait décommandé après sa fausse sortie de la campagne présidentielle.

Parfois les bons mots laissent la place à un humour douteux : « Ah, Bobby Sands ! on grève de la faim, il était balaise ! En humour, c'est un peu moins sûr... »

Quand arrive Bedos, c'est encore de politique dont il est question, mais la discussion, ponctuée de « De toute façon, ce sera coupé au montage », laisse une impression de malaise. Un grand moment d'enthousiasme cependant, dans le public de l'émission, lorsque Coluche lance : « Je vais me présenter à la mairie de Paris... »

Quant aux déclarations militaires du professeur Choron et ses débuts — redoutables — dans la chanson, ils affligent davantage les spectateurs qu'ils ne les amusent.

Reste le réquisitoire de l'avocat général Desproges, qui n'oublie pas de saluer au passage ses « Chers amis socialistes et communistes », ses « Chers amis de Château-Chinon » et « Cher Roger Hanin ». Il provoque le rire mais aussi le verdict du public : coupable. — A. C.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 20 MAI
— M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, est l'invité de l'émission « Parlons clair » sur France-Inter, à 7 h. 45.
— M. Bernard Pons, secrétaire général du P.S.U., est reçu à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h. 15.
JEUDI 21 MAI
— M. Michel Jobert, président

et fondateur du Mouvement des démocrates, est reçu à l'émission « Parlons clair » sur France-Inter, à 7 h. 45.
— M. Laurent Fabius, député P.S. de Seine-Maritime, membre du secrétariat national du P.S., est l'invité du journal de 13 heures sur France-Inter.

Ultra Lègère

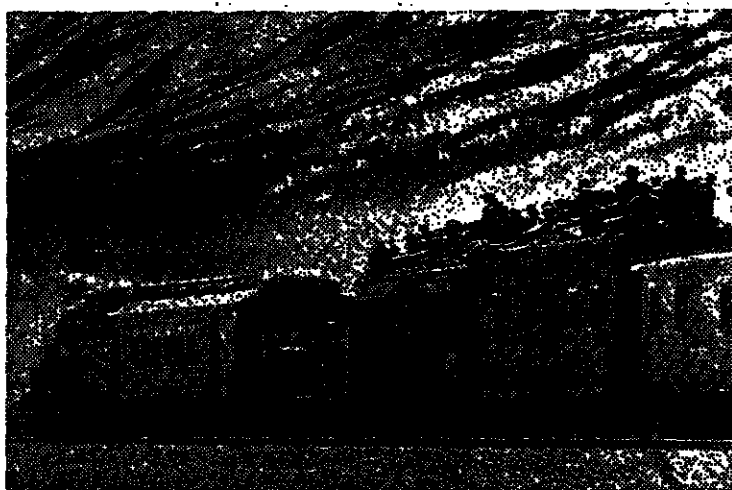
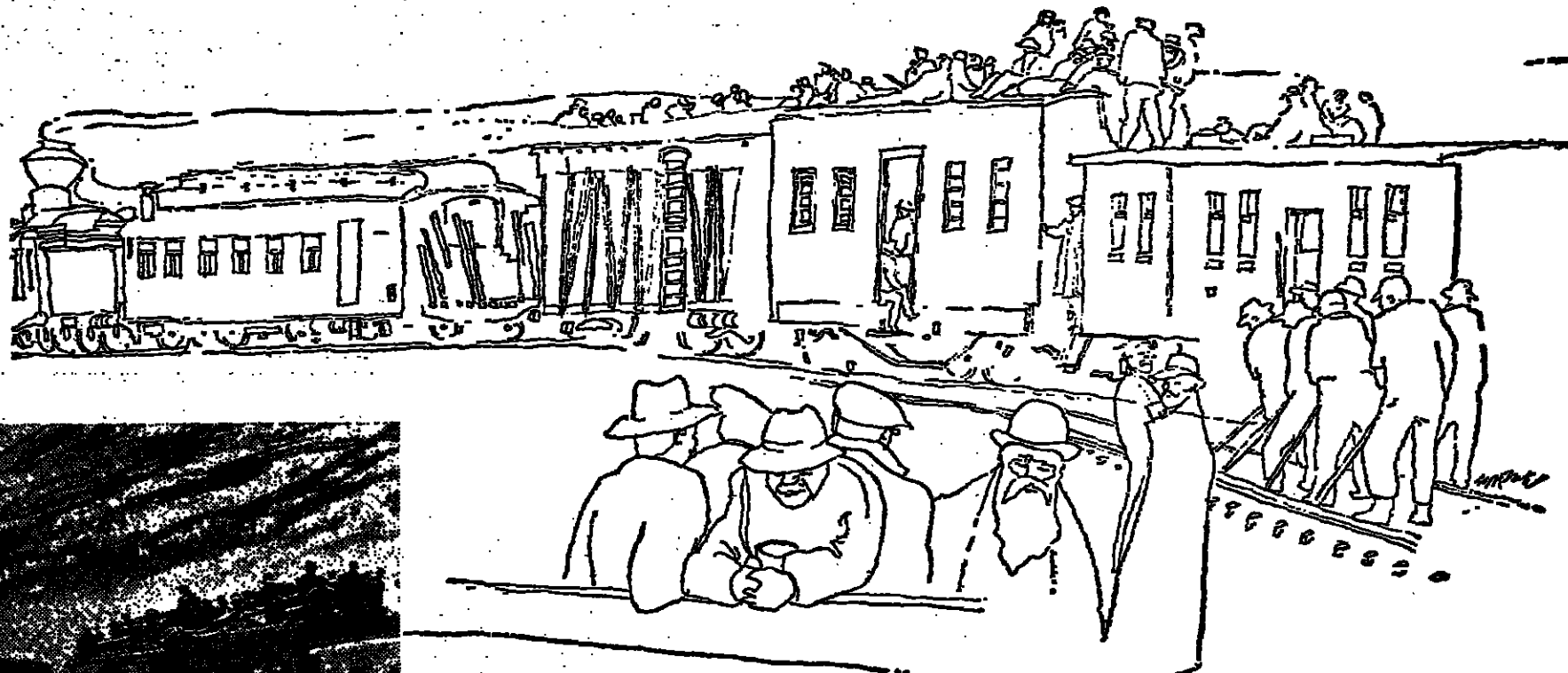
Goudrons 3,0 mg.
Nicotine 0,30 mg.

مركزا من رصاص

LE MONDE — Jeudi 21 mai 1981 — Page 17

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Le XXXIV^e Festival de Cannes



Cimino ouvre la porte du paradis

Le cinéma a déjà son histoire. Sans en fait partie, avec lui, le surréalisme, ses associations d'images, ses coups de pied aux institutions, ses gardiennes du bon goût et de la mesure. La mesure n'est plus ce qu'elle était, et le Festival de Cannes rend hommage à Samuel, à l'histoire du cinéma, donne le coup d'envoi à la ressortie d'un film de son premier âge, *l'Age d'or*.

On a du mal à imaginer que ce classique des cinéastes ait pu provoquer le scandale, et pourtant il y a eu une « affaire », une sorte d'affaire Dreyfus, si ce n'est que l'interdiction d'un film est toujours moins scandaleuse que la déportation d'un homme. Si les sarcasmes de *l'Age d'or* nous paraissent anodins (l'intérêt du film est ailleurs), c'est que la force subversive d'une œuvre est liée à nos habitudes, et que le

développement technique du cinéma impose un mode de pensée.

Michael Cimino n'a pu penser qu'en couleurs de terres cuites et de ciel froid, en 70 mm et son Dolby, *Porte du paradis* (français) convulsif et fasciné d'une Amérique barbare à l'aube de sa vie, à la fin du siècle dernier. Pour les enfants des premiers colons, la patrie des ancêtres, l'Europe, est un mythe et le symbole d'un raffinement inouï, la source d'une culture qu'ils acquièrent — s'ils font partie des privilégiés — dans des universités organisées sur le modèle britannique. Le film commence par le cérémonial, fête somptueuse dans le tournolement valé des ornements clairs et des redingotes noires, fête brutale et nostalgique, les portes de l'adolescence se ferment.

Les enfants des premiers colons ont désormais à se reconnaître américains, à

reconnaître une identité toute neuve, encore incertaine. Il y a ceux qui l'investissent dans leurs seuls biens matériels.

En les perdant ils se perdent, ils font l'apprentissage du pouvoir, et le pouvoir de décolon est loin dans ce pays trop vaste. Craignant « l'anarchie », ils établissent des listes noires, recrutent des mercenaires. Contre les pauvres, contre les immigrants qui ont fui la misère et les pogroms d'Europe centrale pour atteindre la porte du paradis, ils mènent une guerre sans merci, d'une sauvagerie inouïe parce que rationnée, tracée autour d'un cercle d'enfer.

Dans la démesure de la mort, l'histoire s'élève aux dimensions d'une Odyssée apocalyptique, d'une divine tragédie, et les personnages deviennent des « héros » : deux hommes, celui qui croit à la justice, même si l'échec est assuré, (Jim Averil, Kris Kristofferson), celui qui croit à la vie et qui meurt (Nate Champion, Christopher

Walken, l'ange suicidaire de *Deer Hunter*). Entre les deux amis, il y a une femme fière et qui aime l'amour. Elle, Isabelle Huppert. Elle vit, monte à cheval, conduit un bogey, se bat, fait la guerre, sans avoir été doublée — aucune actrice américaine ne l'aurait acceptée — dit Michael Cimino. Il a rencontré son visage dans *Violette Nozille*, ne la connaissait pas, l'a métamorphosée.

La première version de la *Porte du paradis* durait quatre heures. Après une présentation désastreuse, Cimino a repris le montage. Le film dure deux heures et demie. Mais la presse américaine reste hostile et le public absent. « Avez-vous compris, pouvez-vous m'expliquer, veut-il nous faire croire que c'est réel ? » Interrogeait, affolé, un monsieur à cheveux gris, au sortir d'une séance, dans une grande salle tristement vide de Times Square.

Pourquoi l'Amérique refuse-t-elle les images immenses de cet anti-western ? Mais quel autre pays aurait accepté de produire une telle mise en accusation prise dans son histoire de la violence et de l'injustice ? Peut-on envisager une production française de plusieurs milliards, traitant des rumeurs pendant la guerre d'Algérie, du camps de Drancy, des exécutions de communistes par les versaillais ?

L'Amérique a la liberté et les moyens de le faire, comme de la refuser, avec une dureté égale à la violence du film. Michael Cimino s'est retiré dans une île du Pacifique avant d'affronter Cannes et de réserver à Yvonne Baby le seul entretien (à l'exception d'un passage à la télévision américaine) qu'il ait jusqu'alors accordé à propos de la *Porte du paradis*.

COLETTE GODARD.

« **H**AVEN'S Gate (1) s'ouvre en 1870, après la fin de la guerre du Vietnam, dit Michael Cimino. D'esprit, d'atmosphère, ces deux périodes ont des similitudes historiques.

Un Américain ne peut pas entreprendre un film sur l'Amérique sans que l'histoire l'habite. Voyez John Ford : sa passion pour ce qui touchait à la guerre de Sécession était tellement forte que chacun de ses films en porte l'empreinte. Je le comprends d'autant mieux que je m'intéresse moi-même énormément à l'histoire américaine. Je suis un lecteur rapide, à l'université je lisais les textes justes avant d'assister aux cours, et je passais la nuit de l'histoire dans la bibliothèque. J'ai lu cinq fois plus qu'un étudiant normal.

L'histoire de notre pays est si extraordinaire, si vivante qu'on ne peut qu'en être fasciné. Et c'est ce qui m'a lui-même été quand il est venu en Amérique, au moment de la ruée vers l'or, mêlé à ceux qui accouraient de partout. Quelle absurdité de penser que l'histoire des États-Unis n'est pas très intéressante, car nous sommes devenus ce que nous sommes dans un trop court laps de temps. Tant d'événements en si peu de siècles, une telle diversité d'hommes en une seule nation, c'est ce que notre richesse est, au-delà du paradis, je dirai que mon film, *Haven's Gate*, raconte comment des Américains deviennent américains.

Je voudrais dire aussi que le protagoniste du film, Jim Averil, incarne une classe, une caste formée par Harvard et par ses privilèges, et en un sens, surprenant. Face à lui — comme le

seront plus tard les minorités protestantes, catholiques, face à Kennedy — les immigrants tentent de s'assimiler entièrement à l'Amérique. J'ai voulu saisir les tensions, les frictions, les convulsions qui naissent de la coexistence puis de la rencontre explosive de ces deux courants. Blancs contre Blancs. Ce qui a été, resurgira inévitablement aujourd'hui, nous n'interrogeons pas assez notre passé, nous allons aux symptômes au lieu de re-

connaître une identité toute neuve, encore incertaine. Il y a ceux qui l'investissent dans leurs seuls biens matériels.

En les perdant ils se perdent, ils font l'apprentissage du pouvoir, et le pouvoir de décolon est loin dans ce pays trop vaste. Craignant « l'anarchie », ils établissent des listes noires, recrutent des mercenaires. Contre les pauvres, contre les immigrants qui ont fui la misère et les pogroms d'Europe centrale pour atteindre la porte du paradis, ils mènent une guerre sans merci, d'une sauvagerie inouïe parce que rationnée, tracée autour d'un cercle d'enfer.

Dans la démesure de la mort, l'histoire s'élève aux dimensions d'une Odyssée apocalyptique, d'une divine tragédie, et les personnages deviennent des « héros » : deux hommes, celui qui croit à la justice, même si l'échec est assuré, (Jim Averil, Kris Kristofferson), celui qui croit à la vie et qui meurt (Nate Champion, Christopher

Walken, l'ange suicidaire de *Deer Hunter*). Entre les deux amis, il y a une femme fière et qui aime l'amour. Elle, Isabelle Huppert. Elle vit, monte à cheval, conduit un bogey, se bat, fait la guerre, sans avoir été doublée — aucune actrice américaine ne l'aurait acceptée — dit Michael Cimino. Il a rencontré son visage dans *Violette Nozille*, ne la connaissait pas, l'a métamorphosée.

La première version de la *Porte du paradis* durait quatre heures. Après une présentation désastreuse, Cimino a repris le montage. Le film dure deux heures et demie. Mais la presse américaine reste hostile et le public absent. « Avez-vous compris, pouvez-vous m'expliquer, veut-il nous faire croire que c'est réel ? » Interrogeait, affolé, un monsieur à cheveux gris, au sortir d'une séance, dans une grande salle tristement vide de Times Square.

L'Amérique a la liberté et les moyens de le faire, comme de la refuser, avec une dureté égale à la violence du film. Michael Cimino s'est retiré dans une île du Pacifique avant d'affronter Cannes et de réserver à Yvonne Baby le seul entretien (à l'exception d'un passage à la télévision américaine) qu'il ait jusqu'alors accordé à propos de la *Porte du paradis*.

Un Américain ne peut pas entreprendre un film sur l'Amérique sans que l'histoire l'habite. Voyez John Ford : sa passion pour ce qui touchait à la guerre de Sécession était tellement forte que chacun de ses films en porte l'empreinte. Je le comprends d'autant mieux que je m'intéresse moi-même énormément à l'histoire américaine. Je suis un lecteur rapide, à l'université je lisais les textes justes avant d'assister aux cours, et je passais la nuit de l'histoire dans la bibliothèque. J'ai lu cinq fois plus qu'un étudiant normal.

L'histoire de notre pays est si extraordinaire, si vivante qu'on ne peut qu'en être fasciné. Et c'est ce qui m'a lui-même été quand il est venu en Amérique, au moment de la ruée vers l'or, mêlé à ceux qui accouraient de partout. Quelle absurdité de penser que l'histoire des États-Unis n'est pas très intéressante, car nous sommes devenus ce que nous sommes dans un trop court laps de temps. Tant d'événements en si peu de siècles, une telle diversité d'hommes en une seule nation, c'est ce que notre richesse est, au-delà du paradis, je dirai que mon film, *Haven's Gate*, raconte comment des Américains deviennent américains.

Je voudrais dire aussi que le protagoniste du film, Jim Averil, incarne une classe, une caste formée par Harvard et par ses privilèges, et en un sens, surprenant. Face à lui — comme le

seront plus tard les minorités protestantes, catholiques, face à Kennedy — les immigrants tentent de s'assimiler entièrement à l'Amérique. J'ai voulu saisir les tensions, les frictions, les convulsions qui naissent de la coexistence puis de la rencontre explosive de ces deux courants. Blancs contre Blancs. Ce qui a été, resurgira inévitablement aujourd'hui, nous n'interrogeons pas assez notre passé, nous allons aux symptômes au lieu de re-

connaître une identité toute neuve, encore incertaine. Il y a ceux qui l'investissent dans leurs seuls biens matériels.

En les perdant ils se perdent, ils font l'apprentissage du pouvoir, et le pouvoir de décolon est loin dans ce pays trop vaste. Craignant « l'anarchie », ils établissent des listes noires, recrutent des mercenaires. Contre les pauvres, contre les immigrants qui ont fui la misère et les pogroms d'Europe centrale pour atteindre la porte du paradis, ils mènent une guerre sans merci, d'une sauvagerie inouïe parce que rationnée, tracée autour d'un cercle d'enfer.

Dans la démesure de la mort, l'histoire s'élève aux dimensions d'une Odyssée apocalyptique, d'une divine tragédie, et les personnages deviennent des « héros » : deux hommes, celui qui croit à la justice, même si l'échec est assuré, (Jim Averil, Kris Kristofferson), celui qui croit à la vie et qui meurt (Nate Champion, Christopher

Walken, l'ange suicidaire de *Deer Hunter*). Entre les deux amis, il y a une femme fière et qui aime l'amour. Elle, Isabelle Huppert. Elle vit, monte à cheval, conduit un bogey, se bat, fait la guerre, sans avoir été doublée — aucune actrice américaine ne l'aurait acceptée — dit Michael Cimino. Il a rencontré son visage dans *Violette Nozille*, ne la connaissait pas, l'a métamorphosée.

La première version de la *Porte du paradis* durait quatre heures. Après une présentation désastreuse, Cimino a repris le montage. Le film dure deux heures et demie. Mais la presse américaine reste hostile et le public absent. « Avez-vous compris, pouvez-vous m'expliquer, veut-il nous faire croire que c'est réel ? » Interrogeait, affolé, un monsieur à cheveux gris, au sortir d'une séance, dans une grande salle tristement vide de Times Square.

L'Amérique a la liberté et les moyens de le faire, comme de la refuser, avec une dureté égale à la violence du film. Michael Cimino s'est retiré dans une île du Pacifique avant d'affronter Cannes et de réserver à Yvonne Baby le seul entretien (à l'exception d'un passage à la télévision américaine) qu'il ait jusqu'alors accordé à propos de la *Porte du paradis*.

Un Américain ne peut pas entreprendre un film sur l'Amérique sans que l'histoire l'habite. Voyez John Ford : sa passion pour ce qui touchait à la guerre de Sécession était tellement forte que chacun de ses films en porte l'empreinte. Je le comprends d'autant mieux que je m'intéresse moi-même énormément à l'histoire américaine. Je suis un lecteur rapide, à l'université je lisais les textes justes avant d'assister aux cours, et je passais la nuit de l'histoire dans la bibliothèque. J'ai lu cinq fois plus qu'un étudiant normal.

L'histoire de notre pays est si extraordinaire, si vivante qu'on ne peut qu'en être fasciné. Et c'est ce qui m'a lui-même été quand il est venu en Amérique, au moment de la ruée vers l'or, mêlé à ceux qui accouraient de partout. Quelle absurdité de penser que l'histoire des États-Unis n'est pas très intéressante, car nous sommes devenus ce que nous sommes dans un trop court laps de temps. Tant d'événements en si peu de siècles, une telle diversité d'hommes en une seule nation, c'est ce que notre richesse est, au-delà du paradis, je dirai que mon film, *Haven's Gate*, raconte comment des Américains deviennent américains.

Je voudrais dire aussi que le protagoniste du film, Jim Averil, incarne une classe, une caste formée par Harvard et par ses privilèges, et en un sens, surprenant. Face à lui — comme le

seront plus tard les minorités protestantes, catholiques, face à Kennedy — les immigrants tentent de s'assimiler entièrement à l'Amérique. J'ai voulu saisir les tensions, les frictions, les convulsions qui naissent de la coexistence puis de la rencontre explosive de ces deux courants. Blancs contre Blancs. Ce qui a été, resurgira inévitablement aujourd'hui, nous n'interrogeons pas assez notre passé, nous allons aux symptômes au lieu de re-

Entretien avec Michael Cimino

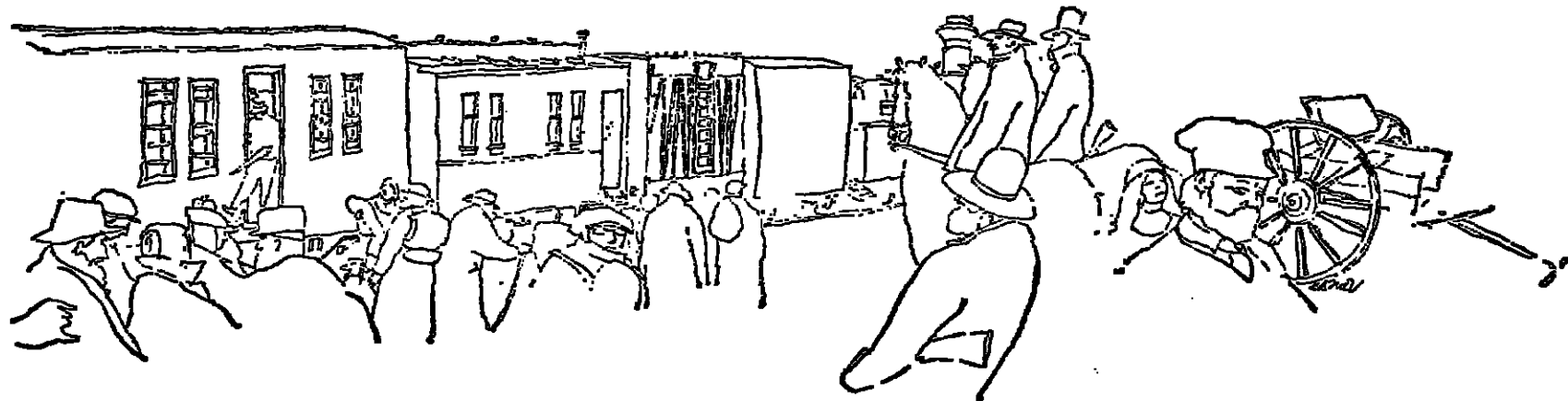
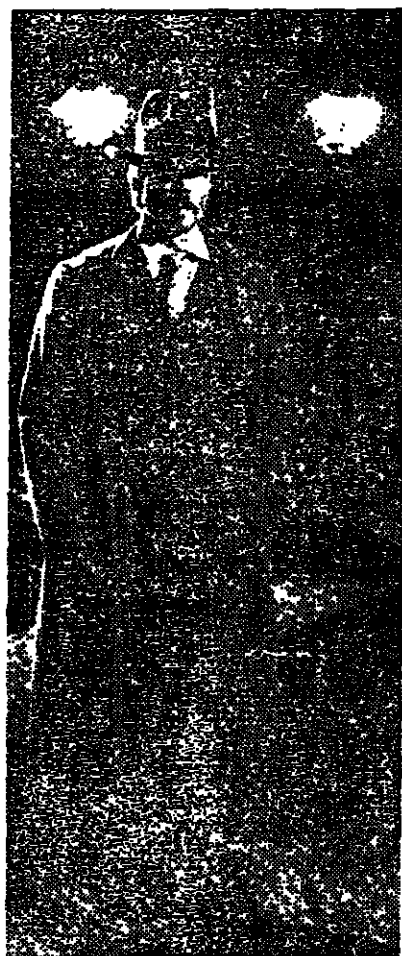
Le cercle de la vie

Propos recueillis par
YVONNE BABY

(Lire la suite page 18.)

(1) Le film *Haven's Gate* (la *Porte du paradis*) est présenté ce mercredi à Cannes et le 22 mai dans les salles parisiennes.
(2) En français : *Voyage au bout de l'enfer* (voir les articles de Jean de Baroncelli et de Louis Marnaud dans le Monde des 23 et 29 mai 1979).

LE XXXIV^e FESTIVAL



ISABELLE HUPPERT :

Je regarde, j'observe,

Le cercle de la vie

(Suite de la page 17.)

« Qui s'est élevé contre la violence des westerns où les cow-boys tirent sur des villages, où les Indiens meurent par centaines ? La violence d'Heaven's Gate renvoie à des personnages vrais, à une vie qui n'a rien d'irréel. »

« Si on se fige dans l'ignorance de son propre pays, si on rejette les données historiques, on peut justifier sa position en ridiculisant le film, en recherchant des invraisemblances. On me dit : comment est-ce possible, une patinoire ? Or, en réalité, il y en avait deux. On me dit : comment des gens aussi pauvres peuvent-ils danser et s'amuser ? Or les danses et les chants les plus vivants, les plus gais, on les surprend qui jaillissent dans les quartiers populaires des grandes villes, dans nos bidonvilles comme dans les favelas de Buenos-Aires (incroyable présomption de ceux qui ne vont qu'à l'Opéra, aux ballets, au Métro). Ce sont des détails parmi d'autres, leur liste n'en finirait pas. »

« Heaven's Gate commence et s'achève par un cercle. Il s'agit du cercle de la vie, né de la mythologie indienne, et ici répété. Les Indiens avaient une conception circulaire de l'univers, dans chaque hutte de leurs villages construits en rond, ils dormaient tout autour du feu. Les mercenaires du film (à la solde des ranchers) vont détruire le cercle formé par les immigrants, un cercle qui, à son tour, parodie la ronde »

que valaient les étudiants de Harvard, au sein de leur nouvelle vie. »

« La musique, enfin, a été contestée par la critique, mais, semble-t-il, a touché le public. Au lieu de recourir à la « source musicale » (par exemple, le pianiste qui joue dans un bar) ou aux mélodies de western, nous avons voulu équilibrer musicalement les intentions et la cadence dramatique du film. The Battle Hymn of the Republic et le Danube bleu ont été nos morceaux pop — en 1870, le Danube bleu, envoyé d'Europe, était considéré comme une danse révolutionnaire, — cependant que les musiques d'Ukraine, de Tchécoslovaquie, de Pologne, ou bien les chants Cajuns d'Acadie, exprimaient un folklore en voie d'assimilation. De même que les protagonistes, les immigrants ont leurs propres thèmes, et, puisés à toutes ces sources, la musique va devenir progressivement américaine. Musique, vision, histoire, chaque plan, chaque rythme, a été, dans mon film, consciemment réfléchi et mis en scène. »

« J'aurais beaucoup à raconter sur la préparation d'Heaven's Gate et sur le tournage. Mais, ce qui importe, c'est de savoir que tout ce qui a été mis en œuvre l'a été par souci d'authenticité. Photos et documents ont servi aux reconstitutions, j'ai procédé moi-même aux repérages en parcourant vingt mille kilomètres en jeep ou en hélicoptère. Deux cents figurants sont venus en autobus de cinq États pour tourner dans la patinoire. Comme »

nous filmions d'abord les scènes d'intérieur, nous avons dû deviner, quatre mois avant de l'avoir vu, où tomberait le soleil, afin de retrouver cette lumière qui avait poudroyé derrière la vitre. Les comédiens ont suivi des cours, Isabelle Huppert en avait six par jour. Elle a appris à monter à cheval (avec et sans selle), à conduire un buggy, à tirer, à patiner, à valser. Pour avoir dans le champ la neige des montagnes, nous devions faire six heures de route, après des nuits presque blanches. Imaginez une rue vide, puis une foule de figurants. J'ai besoin d'une journée pour les disposer, individuellement. Le lendemain, je les regroupe en petits régiments, et lorsque je dis action, chacun sait ce qu'il doit faire. Cette chorégraphie à cent pour cent nous a permis de passer avec souplesse d'un mouvement à l'autre, en préservant l'exactitude de chaque prise. »

Le talent de nos mains

« L'Amérique, à une époque, a été un pays d'artisans. Nous en étions fiers, et c'est cette fierté de l'artisanat qui disparaît. Regardez les voitures. Les Ford étaient les meilleures du monde, les plus durables, et partout on copiait les modèles et les méthodes des manufactures américaines. Puis, peu à peu, nous avons renoncé au talent de nos mains, les gens ont acheté leurs voitures ailleurs et les marchands sont allés chercher les secrets de fabrication au Japon. Quelle ironie. »

« Nous étions les pionniers, nous avons failli, l'artiste doit lutter contre cette faillite, il doit prendre des risques et faire de son mieux. Un critique a dit : « Faites comme les autres, ne vous montrez pas exceptionnels. » Ce même critique écrira des pages et des pages sur le déclin du cinéma américain. »

« Ceux qui avaient déjà détesté Deer Hunter ont pu avec Heaven's Gate redoubler leurs critiques et élever le ton. Je ne m'attendais pas à des réactions aussi dures, ni surtout aux attaques personnelles qui ont suivi. Tous ces ragots d'échotiers c'était ça le pire, et j'ai été vraiment surpris qu'on se concentre à ce point sur moi plutôt que sur mon film. La virulence des attaques, l'absence d'une critique impartiale, raisonnée, ont confirmé ce que je pensais : il y a dans ce film des éléments si provocants et si douloureux que certains ont eu du mal à les affronter. Et maintenant ? Eh bien, je reviens à mon travail de cinéaste, et je souhaite que Heaven's Gate ait assez de temps pour retrouver son public. »

Propos recueillis par YVONNE BABY.

Voici les extraits d'un entretien avec Isabelle Huppert publié dans « les Acteurs au travail », de Claire Devarrieux (éd. Hatier).

« Piatat, Cimino, Godard, Mes-saros, Bolognini, de l'Ouest à l'Est, d'Amérique en Italie, la Suisse sur le chemin de l'Italie : cela fait deux ans que je tourne sans m'arrêter, je me consacre, je ne peux rien faire d'autre pendant ce temps-là. Et j'aime ça. »

« Parfois, c'est un peu trop. En Hongrie, je voulais m'arrêter, j'en avais assez. Il y a aussi des résistances, je me sens souvent malade, j'ai de la difficulté à rentrer dans un rôle, à faire »

du compte, on sait que c'est destiné à toucher des milliers de gens, qu'on sera reproduit à une échelle humaine, grandis fois (un gros plan, ce doit être ça). On ne peut pas ne pas y penser quand la caméra est sur vous ; concrètement, c'est à ce moment-là que se passe le désir d'être actrice : être projetée, être vue. Et quand c'est fini, on a envie de se retirer en soi-même. »

« Maintenant, c'est vrai, j'ai une certaine expérience. Mais entre le petit rôle dans Fantasia ou le bel été, avec lequel j'ai commencé, et aujourd'hui, ce qui a changé, c'est l'inquiétude. Chaque fois, c'est plus difficile. Je me bats le matin, je vous l'ai dit, contre le refus d'aller vers le rôle. Alors j'aime bien aller lentement, passer par des étapes différentes — le maquillage, la coiffure, un petit somme, une petite tasse de thé — avant de mettre la costume, ce qui m'angoisse le plus. Puis, au cours de la journée, je me détends. »



« Se déshabiller, au cinéma, c'est un peu comme quand on va chez le docteur. Avant, on est angossée ; c'est nonchalant de se mettre nue devant cinquante personnes — même si, heureusement, on ne rencontre pas un seul regard voyeur sur le plateau. Après, cela crée des liens avec l'équipe, on se sent presque mieux. C'est comme de se jeter à l'eau. »

« Mais je connais des actrices qui aiment beaucoup ça. Enfin, c'est tout de même rare qu'elles aient un bon rapport avec leur corps : c'est encore un paradoxe, elles le montrent mais elles ne l'aiment pas. En même temps, elles savent bien que le plus beau corps n'est pas le plus parfait. »

« Tous les acteurs sont narcissiques. Ils pensent forcément quelque chose de leur corps — quand je dis corps, je veux dire visage aussi. On arrive à se regarder dix heures par jour ; moi, parfois, je n'en peux plus. Plus ça va, plus je suis obsédée par mon image. Mais il faut être habillé aussi, coiffé ça. Si on est toujours préoccupé, toujours à demander une glace, c'est impossible ; il faut sauver au moins les »

le mur de Cartier
Présentent
PARIS NON STOP
UNIQUE AU MONDE
SPECTACLE EXCEPTIONNEL SUR PARIS
SEANCES TOUTES LES HEURES DE 10 H A 23 H
LE MERCURY, 102 CHAMPS ELYSEES. TEL. 562.75.90.
ENTREE 23 F
RESERVATIONS SUR PLACE ET AGENCES

La Grèce au présent
Exposition de photographies
Jusqu'au 15 juin 1981

Parallèlement à l'exposition :
• Conférences, débats
sur la Grèce contemporaine
21 mai : diaspora
25 mai : architecture et
urbanisme
1^{er} juin : cinéma
• Films
tous les mercredis :
documentaires sur les traditions
et la culture grecque : film de
I. Lalaounis, S. Maniatis
R. Manthoulis
23-24 mai : documentaires sur la Grèce
du 4 au 21 juin : rétrospective du cinéma grec
des 4 dernières années à la Cinémathèque française :
films de Angelopoulos, Cacoyanis, Voulgaris.
Renseignements : 277 12 33 p. 4439 - Entrée libre.



Centre Georges Pompidou
Bibliothèque publique d'information

Sotheby's LONDON

prépare actuellement ses grandes ventes de
gravures anciennes et modernes de la mi-novembre



REMBRANDT, St-Jérôme, Héli 16^e, en terre, 2^e état, 261 x 209 mm
vente Sotheby's Londres du 14 mai 1981 21.000 Livres.

Les personnes désireuses de rencontrer nos
spécialistes, les 3 et 4 juin, sont priées de contacter
SOTHEBY PARKE BERNET
3 rue de Miromesnil 75008 Paris - Tél. 266.40.60

GALERIE MAEGHT

13 rue de Téhéran, Paris 8^e
6 mai - 10 juillet 1981

NOGUCHI

Granits, basaltes, obsidiennes

14 rue de Téhéran, Paris 8^e
20 mai - 10 juillet 1981

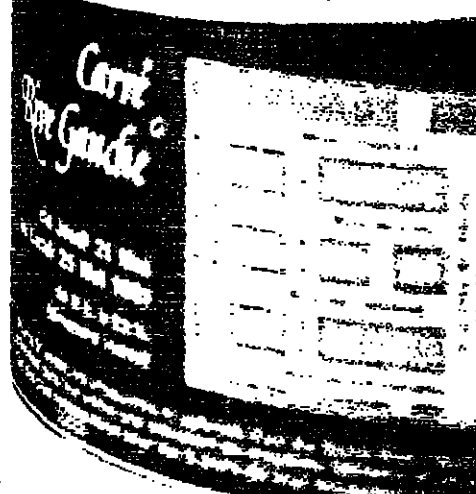
CHAGALL

lithographies récentes

LE MONDE DES ARTS
LE CANNES

BARLUET

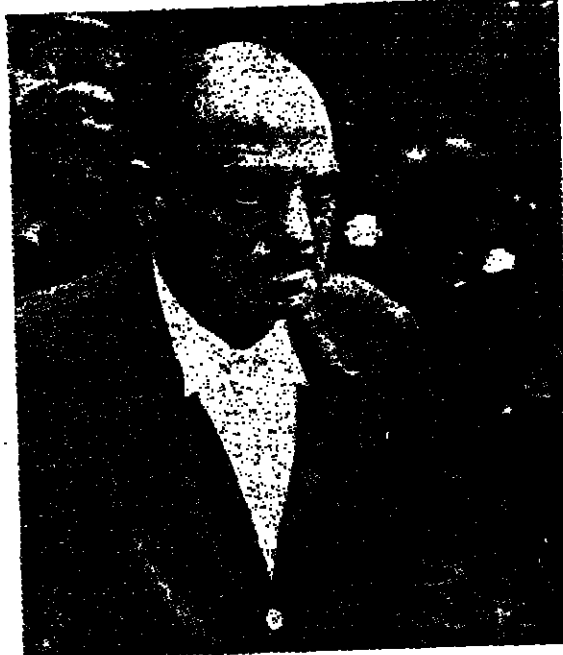
Les 5 jours
l'Objet Extraordinaire



هكذا من لامل



LUIS BUNUEL : Les ironies surréalistes



LORS d'une enquête sur le cinéma américain des Cahiers du cinéma, vers 1957-1958, enquête à replacer dans son époque, celle du retour aux sources, à Hollywood, Luis Buñuel était seul à prendre position, écho, avec une tranquillité confiante, contre ce même Hollywood et les valeurs qu'il représentait. Vingt ans plus tard, Buñuel posait, à Hollywood, chez George Cukor, dans un tableau de famille, aujourd'hui célèbre, avec Alfred Hitchcock, William Wyler et quelques autres.

Tardive reconnaissance, peut-être, double reconnaissance, de l'un par les autres, aussi du monde des autres par Don Luis.

Luis Buñuel naît à Calanda, au début du siècle, dans une famille bourgeoise, où il est l'aîné de sept enfants. Il poursuit ses études universitaires à Madrid, devient l'ami de Federico Garcia Lorca et Salvador Dalí. Il découvre Paris et le cinéma, dès 1925, admire les Trois Lumières, de Fritz Lang. Il fait la connaissance de Jean Epstein, cinéaste d'avant-garde, fasciné par ses films, mais est poliment renvoyé le jour où il s'est permis de critiquer Abel Gance, notre

Tenguy, sont laérés dans le hall d'entrée.

Une semaine plus tard, le film est interdit par la censure et retiré de l'affiche. L'affaire de l'Age d'or commence.

Revu aujourd'hui, l'Age d'or (comme d'autres films qui, dans leur temps ont fait figure de brûlots, le Castruc Potemkine et Zéro de conduite) a perdu sa valeur incendiaire immédiate. En le regardant du point de vue de Sirius — si l'expression ne jure pas trop — il garde néanmoins son sens. L'Age d'or décrit un monde daté, certes, par le costume, la parole, le geste, et pourtant les invités de la réception mondaine, au milieu du film, semblent échappés d'une party glaciarde. Buñuel travaille selon une méthode qu'on pourrait qualifier d'improvisation contrôlée. Il ne se soucie pas de théorie, se laisse porter par l'impulsion du moment. L'Age d'or, par ailleurs, contient en germe toute l'œuvre ultérieure de l'auteur.

Obscurs objets

Les Hurdis (Terre sans pain), en 1932, est le dernier volet de la « trilogie révolutionnaire ». Du 20 avril au 4 mai, Luis Buñuel, assisté de Pierre Unik, part en Espagne filmer la misère nue, la détresse totale, en plein vingtième siècle, à l'extrême sud-ouest de l'Europe. Buñuel ne joue pas au militant, pas plus qu'il ne s'agit de constater, dirait-on aujourd'hui, l'approche documentaire et une sorte de sadisme critique. Le gouvernement de la République espagnole, par la suite, aura presque honte du film. Ces images auraient probablement pu être tournées, à la même époque, en Hongrie.

Après ce triple feu d'artifice, Luis Buñuel sera contraint à un silence de quinze ans. Au terme de la guerre civile, où pèrit son ami Garcia Lorca mais son autre ami, Salvador Dalí, un peu plus tard, se fera le chanteur de Franco. — Luis Buñuel gagne par

petites étapes le Mexique, sa nouvelle patrie, via Paris, New-York et Hollywood. Il assure sa subsistance en doublant des films en espagnol. Il repasse derrière la caméra en 1947, à Mexico, avec Grand Casino. « Don Luis, appliquez-vous à faire des films avec peu de moyens. » Ce n'est qu'après Belle de jour, en 1967, que sa situation matérielle commencera à s'améliorer et qu'il pourra envisager l'avenir avec quelque sérénité.

La carrière de Luis Buñuel, désormais, se partage entre le Mexique et la France, avec un bref crochet en Espagne. La période mexicaine peut se diviser en deux temps. Entre 1947 et 1952, Buñuel travaille dans l'industrie cinématographique. Il refait une rentrée internationale en 1950 avec Los Olvidados, qui obtient l'année suivante le prix spécial du jury du Festival de Cannes. En 1953, il reprend la peinture du monde chrétien bourgeois occidental à l'aveil l'Age d'or. Trois jours au Mexique, mais en langue anglaise, il tourne, juste avant 52, le très beau et méconnu Robinson Crusoe, acte de foi en l'homme.

La grande période de Buñuel débute en 1958 avec Nazarin, toujours au Mexique, et suivent les chefs-d'œuvre, l'Age extenué (1962), Simon du désert (1964), avec la double parenthèse espagnole de Viridiana (1961) et bien plus tard, Tristana (1970). Grâce à son amitié avec le producteur Serge Silberman, et au succès de Belle de jour, Luis Buñuel vient régulièrement en France, et signe des œuvres majeures comme la Voie lactée (1968), le Charme discret de la bourgeoisie (1972), le Fantôme de la liberté (1974).

Il couronne une carrière unique dans l'histoire du cinéma avec son film-testament, la confidence chuchotée d'un vieux sage qui ne se prendra jamais au sérieux, mais refuse toujours les compromis : Cet obscur objet du désir (1977).

LOUIS MARCORELLES.

j'invente

apparences ! Et ça, c'est dur pour un homme de se regarder dans une glace. Une femme, cela fait partie de son histoire.

Le regard vague, perdu, un peu mélancolique, de la Dantellière ou des Indiens sont encore loin (je suis faire plaisir à mes destructeurs), c'est ce que j'ai le moins de mal à jouer. Par contre, je n'ai jamais essayé un rôle très comique. Tenore que celui de London soit très vivant, analytique mais pas du tout contemplatif. Mais tout ça, ce sont des problèmes de scénarios, pas d'acteurs.

En France, j'ai toujours interprété des personnages relativement proches de moi. Aux Etats-Unis, pour le film de Clint Eastwood, j'étais différent. Je débordais dans un western, j'avais une large trachée à faire de moi un personnage, qui bouge beaucoup, monte à cheval, tire au pistolet, vole. Je me suis entraîné pendant des mois ; il ne s'agissait plus d'investigations psychologiques.

Clint Eastwood, c'était d'abord sa puissance de travail, sa capacité à filmer le très grand et le très petit. J'ai le rôle d'un homme-chèvre de bordel. Clint Eastwood fait construire un petit bâtiment, dans la journée, il faisait trop chaud, et tous les soirs, on portait pour deux heures et demie de route non goudronnée, vers le fin fond du Montana. On avait pu aussi bien tourner en studio à Hollywood, mais cela contribuait à créer cette impression très physique que nous sommes d'être partis, bien plus loin que dans le désert, et nous faisions sentir plus proche l'histoire de ces immigrants.

J'ai beaucoup retourné aux Etats-Unis. Et j'aimais bien refaire du théâtre, même si les répétitions me paraissent toujours trop longues et si je préfère le cinéma, où l'on joue tout de suite. Je voudrais aussi chanter, des chansons fortes où je puisse crier. Mais je ne sais pas, c'est dur, car on est toujours une actrice qui chante.

Finalement, j'ai peut-être choisi de mettre parce que, là, on a à combattre son corps. Bien sûr, j'ai de l'énergie, de la santé ; mais, par exemple, il me faut beaucoup de sommeil, un certain nombre d'heures où je me recharge. Mettre la vie qui continue au même temps que le film, c'est très dur quand on se lève à six heures. Je ne sais pas, il y a toute une vie sociale que j'ai du mal à avoir. Prendre mes repas seule, manger certaines choses, j'ai des besoins. D'une certaine façon, je me dérangeais pas de l'acte de discipline n'est pas sans plaisir.

Quand je suis pas en contrainte, tout est différent. Je me laisse distraire aller, mais je suis moins bien. En plus, pendant la tournée, on est pris complètement en charge, on vient vous chercher en voiture le matin, on vous nourrit à midi. C'est pour cela, aussi, qu'on échoue dans les films. Et moi, si pour une raison ou pour une autre le tournage doit s'interrompre, sur le moment je suis un peu perdue. Je me dis : qu'est-ce que je vais bien pouvoir faire ?

Quand je ne tourne pas... j'ai du mal à me répondre. Je suis par un peu assailli ce que c'est. C'est important le rapport qu'on a avec la caméra : il faut en être conscient et y être inséparable. Plus on se méprise, plus elle nous filme bien — mépriser n'est peut-être pas le mot juste, disons

qu'on s'installe et qu'il y a une façon plus ou moins habile de se placer devant la caméra sans que cela se voit, et comme si soi-même on ne s'en apercevait pas.

Je vous l'ai dit, je parle peu. Mais je regarde énormément. Dans les endroits publics, dans les autobus, je peux rester des minutes entières fixée sur un visage, comme au cinéma. Je n'écoute pas les conversations, j'observe ce que les gens expriment dans des moments où ils sont censés ne rien exprimer du tout. Je regarde les petits mouvements, les regards, les yeux qui clignent, les commensures des lèvres, les bouches ouvertes, les bouches fermées. Toutes ces choses, enregistrées inconsciemment, forment sans doute leur chemin après.

Cimino nous a fait séjourner dans une seule maison close de Wyoming pour qu'on exprime l'attente et la solitude des prostituées. Moi, j'avais envie de dire que ce n'était pas différent, l'attente de l'autre. C'était passionnant, comme expérience, mais je ne suis pas sûre que cela ait influencé mon jeu. Le psychologue d'un personnage, c'est vraiment à l'acteur de l'imprimer. Il y met plus ou moins de lui-même ; moi, je tire au maximum le personnage vers moi, je repère tous les points par lesquels je pourrais m'identifier.

Je ne sais pas si j'aurais envie de jouer un personnage antipathique, s'il n'était pas « respectable ». Violette Nozière, une partie du public l'a détestée ; ça n'est égal ; moi, je l'aimais, je la défendais. Si je peux trouver la fille, ça va. Sinon, n'être que détestable, c'est impossible, sauf dans un film policier peut-être.

L'indocile

par FRANÇOIS WEYERGAUS (*)

POURQUOI le magnifier ? Auteur d'une des deux meilleures boutades du siècle, l'autre étant celle de Picasso : « Je ne cherche pas, je trouve », la sienne : « Grâce à Dieu, je suis sûr », Buñuel ne s'est jamais pris pour un dandy ou un hypocrite. Ses films sont sans faste, simples. Quand on voit d'autres films, on a envie de dire des films de Buñuel qu'ils sont trop modestes.

La modestie, évitons d'en faire que c'est la marque des grands créateurs. Quel vocabulaire ! Le genre « l'art est de cacher l'art ». Buñuel ne croit pas aux choses cachées. Cette façon qu'il a de tout spleen et laminer (on parlait qu'il filmait avec un fer à repasser) indique qu'on est en présence de l'un des rares auteurs qui aient cessé de croire en Dieu. Tous ceux qui nous ont déclaré : « Dieu est mort », combien ont tenu compte ? L'ont mis au pluriel ou au féminin. Ou bien ils ont poétisé (la poésie qu'on trouve au cinéma, généralement naïve ou « fleur artistique »). Peut-on parler de la poésie des films de Buñuel ? Jamais je ne m'y aventurerai : sont-ils poétiques, les enfants de Los Olvidados ?

Buñuel montre l'amour, la bêtise et les petits secrets des gens. L'amour, on sait bien que si la poésie s'en mêle, c'est fictif pour le spectateur. La bêtise conduit entre autres à croire en Dieu et assimilables. Illustrant cette bêtise, Buñuel a fait un des films les plus intelligents du monde : Simon du

désert. Ce film apprend à ne pas ajouter foi à tout ce qu'on nous raconte : étant un film intelligent, c'est forcément un film démocratique.

Quant aux secrets des gens, Buñuel a le bon goût de ne pas se prendre pour Freud : rare parmi les rares, il ne va pas se mettre à nous soigner ! Une femme grimpe des échelles pour aller se montrer nue au jeune infirme d'un tace (dans Tristana) : ça les regarde. Et le mari jaloux, dans la chambre avec madame, subitement se mêle de faire passer une nuituite à tricoter par le trou de la serrure, persuadé que quelqu'un lorgne son épouse. Vingt autres exemples. On finit par se dire : seraient-ce toujours les autres qui se prosternent, qui se montrent vagues ou fanatiques ou bizarres avec leur conjoint ? Non, ce ne sont pas les autres, mais n'importe qui.

Admirable choix des interprètes chez Buñuel, même dans les films récents où le système de production lui fournit les stars habituelles qu'il réveille toutefois à rendre quelconques, car il est essentiel que le cinéma de Buñuel soit interprété par des n'importe qui.

On a parlé de Buñuel le profane, Buñuel qui déçoit, Buñuel le surréaliste. On a (*) Bérénice et cinéaste.

parlé de chefs-d'œuvre. Il a fait aussi des films moches. Il a dit : « Ce ne m'intéresse pas de faire des choses sublimes. L'angoisse du chef-d'œuvre obligatoire, très peu pour lui. Sans dorer la pilule, il nous communique de temps en temps le résultat de ses réflexions. Qu'est-ce qu'il fait ? Son métier. On n'a même pas à lui dire merci. La liberté, voilà.

Je vais enfoncer mon clou : Buñuel, cinéaste modeste. J'ai choisi cet adjectif pour rendre sensible le fait que Buñuel ne s'occupe pas des vérités éternelles, mais de celles qu'on nomme « trans-historiques », jugements de valeur qui dureront ce que nous durerons, qui ont des chances d'être encore vrais dans cinquante ans, et cinquante ans il y a (et l'Age d'or a été tourné il y a précisément cinquante ans : sa « valeur d'usage sociale » seigneur en 1930 par un manifeste surréaliste tombe à pic en 1981).

Modeste aussi : à peine s'il filme. C'est d'une légèreté... Ce mot suffit. Pas de style : comme c'est agréable, quel bien ça fait ! Tout est à l'intérieur de l'image. (Je suis quand même sorti avant le fin de ses trois derniers films.)

On pourrait penser maintenant : quel drôle d'homme, ce Luis Buñuel, ces obsessions, ces fics. Cela intéresse vraisemblablement sa tentile. Nous, quand on projette des films de Buñuel, on les regarde.

Quel cinéma d'essai aura l'art de ressortir Subido al Cielo, Nazarin et Robinson Crusoe ?

EDOUARD LOEB
53, rue de Rivoli, PARIS-6 — Tél. : 222-09-82

BARLUET

Peintures et Gouaches
du 20 mai au 6 juin

Les 5 jours
de l'Objet Extraordinaire

Carre
Rive Gauche

du Jeudi 21 Mai
au Lundi 25 Mai 1981
de 11 h. à 22 h.
(dimanche inclus)

GALERIE LOUIS SOULANGES
20, rue de l'Odéon, 6 — 222-55-38
In Geun KIM
Du 15 au 31 mai

AUTEMPS DU
BOEUF SUR LE TOIT
1018
1028

MAI-JUILLET
1981

ARTCURIAL

E. MARGHT
L

LE XXXIV^e FESTIVAL DE CANNES

« Les Années lumière », d'Alain Tanner

Icare et la connaissance

UNE dépanneuse rouge brinçonne à travers la lande irlandaise. Au volant, un homme d'une soixantaine d'années, dont le visage raviné pourrait être celui d'un ancien marin. Navigateur, cet homme l'est à sa manière, mais (nous l'apprenons plus tard) sur d'autres océans que ceux qu'empruntent les bateaux. Il s'appelle Yoshka Pollakoff et se dit garagiste. Depuis longtemps pourtant, aucune voiture ne s'est plus arrêtée devant le hangar qu'il habite au bord d'une route désertique. Quel mystérieux travail occupe Yoshka dans ce hangar où personne n'a jamais pu pénétrer ? Nul ne le sait dans le pays.

A la fin, qu'il a gagnée dans sa dépanneuse, Yoshka rencontre Jonas, un garçon solitaire et désœuvré. Yoshka pose à Jonas quelques questions, puis lui remet un livre et disparaît. Jonas parcourt le livre et soudain éprouve l'irrésistible besoin de quitter la ville et de rejoindre cet inconnu qu'il a fait qu'apercevoir, mais qui, lui semble-t-il, l'appelle et l'attend.

Dès ces premières scènes, une impression d'étrangeté nous saisit. Etrangeté due au comportement des personnages et au décor que constitue cette terre d'Irlande à l'apogée et recouverte, si souvent enveloppée de brumes. Mais due également à une mise en scène qui, sans jamais cesser d'être réaliste, s'éloigne à petite

paire de la réalité. En fait, le film de Tanner est un apologue, une fable, presque une légende. Reprenant à son compte le thème « es rapports du maître et du disciple, de l'apprentissage et de l'initiation, le cinéaste y décrit le long cheminement d'un savoir et d'une sagesse.

Le savoir de Yoshka est né du vieux rêve d'Icare, de ce désir de voler qui a toujours hanté l'inconscient des hommes. Depuis vingt ans, entouré d'oiseaux dont il a fait l'objet de ses études, il met au point l'extraordinaire appareil qui doit lui permettre de rivaliser avec la mouette et l'aigle. Quant à sa sagesse, c'est celle d'un ermite qui a beaucoup observé le ciel et la terre, beaucoup réfléchi, beaucoup pleuré peut-être, et à qui la nature a confié quelques-uns de ses secrets.

C'est parce qu'il estime proche l'heure du grand départ que Yoshka a décidé de se choisir un

héritier. Encore faut-il que l'héritier soit digne de l'occurrence — soit digne d'accéder à la connaissance. Ce dont Yoshka s'assure en soumettant le garçon aux plus rudes épreuves, insulter, affamer, humilier par la stupidité des tâches qui lui sont confiées, à bout de forces, de nerfs. Jonas pourtant s'incruste, comme si son destin était de s'attacher à cet homme qui le martyrise, comme s'il devinait qu'il aurait droit, un jour, à sa confiance et à son affection.

Ce jour arrive. Arrive aussi celui où Yoshka, deux ailes immenses suspendues à son dos, s'envole dans la nuit, et celui où Jonas se retrouve seul dans le hangar abandonné, envahi par les rats. Ce qui compte dans ce film, plus encore que la parabole qu'il développe, c'est son lyrisme, son pouvoir d'envoûtement. Ce qu'on serait tenté d'appeler sa magie. Sans jamais recourir au fantastique, Tanner nous entraîne dans un monde qui n'est pas tout à fait le nôtre, un monde à la fois absurde et mythique, décalé par rapport au réel, proche en somme de celui de nos songes.

L'aigle royal

Quand Yoshka s'envole dans la terre pour soigner ses blessures, ou quand Jonas part à la recherche de l'aigle royal, que son maître lui a demandé de quitter la ville et de rejoindre cet inconnu qu'il a fait qu'apercevoir, mais qui, lui semble-t-il, l'appelle et l'attend.

Dès ces premières scènes, une impression d'étrangeté nous saisit. Etrangeté due au comportement des personnages et au décor que constitue cette terre d'Irlande à l'apogée et recouverte, si souvent enveloppée de brumes. Mais due également à une mise en scène qui, sans jamais cesser d'être réaliste, s'éloigne à petite

paire de la réalité. En fait, le film de Tanner est un apologue, une fable, presque une légende. Reprenant à son compte le thème « es rapports du maître et du disciple, de l'apprentissage et de l'initiation, le cinéaste y décrit le long cheminement d'un savoir et d'une sagesse.

Le savoir de Yoshka est né du vieux rêve d'Icare, de ce désir de voler qui a toujours hanté l'inconscient des hommes. Depuis vingt ans, entouré d'oiseaux dont il a fait l'objet de ses études, il met au point l'extraordinaire appareil qui doit lui permettre de rivaliser avec la mouette et l'aigle. Quant à sa sagesse, c'est celle d'un ermite qui a beaucoup observé le ciel et la terre, beaucoup réfléchi, beaucoup pleuré peut-être, et à qui la nature a confié quelques-uns de ses secrets.

C'est parce qu'il estime proche l'heure du grand départ que Yoshka a décidé de se choisir un

JEAN DE BARONCELLI.

Dans le dépaysement du bout du monde

« Alors, l'enfant de votre film Jonas, qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000, vient d'avoir cet âge par anticipation. Dans les Années lumière on est en l'an 2000, effectivement, et Jonas a vingt-cinq ans ; il vit en Irlande, il est serveur dans un bistrot. Pourquoi ce futur ? Les choses n'ont pas tellement changé en vingt-cinq ans... »

— Donner une continuité à Jonas dans ce film est un peu une boutade, je ne l'avais pas prémédité. Le personnage s'appelle déjà Jonas dans le livre de Daniel Odier, dont je suis parti, et j'ai gardé ce prénom. C'est pendant le tournage que j'y ai pensé, je me suis dit : dans il a vingt-cinq ans, ce serait bien que mon Jonas, né en 1975, trouve ce destin-là. Mais la ville, extérieurement, n'a pas changé. L'Irlande n'est qu'un décor, le récit est situé nulle part, je ne fais aucune référence à la culture d'Irlande, à sa politique, à ses problèmes.

— Pourquoi l'Irlande ? — J'ai commencé par écrire une adaptation en langue française, ça ne me satisfaisait pas. Quand j'écris des dialogues, j'écoute des voix d'acteurs. Là, ça ne marchait pas, ce n'est pas de la francophonie, mais ni le décor, ni les voix, rien ne se mettait en place. Puis Odier, l'auteur du livre, m'a parlé de l'Irlande, où sa mère était née. J'ai réécrit l'adaptation en anglais. En fait, je pense que le thème du film est davantage lié à une culture nordique ou anglosaxonne qu'à une culture latine.

Il me fallait aussi des décors du bout du monde, qui ne ressemblent à rien de ce qu'on trouve en Suisse ou en France. On peut toujours tomber sur des endroits perdus, mais ils ont des haies, de petites rues, un côté campagne. J'avais besoin d'un endroit plus vide, plus désertique.

— Le cinéaste retrouve avec votre film une autre fonction, qui est celle du dépaysement, qu'on trouve aussi dans les films de Wenders. Presque du documentaire, ici l'Irlande, mais un documentaire émotif. Presque une énumération du Moyen Âge, on se croirait à l'époque où l'on verrait le héros passer à travers différents paysages, et rencontrer des animaux fabuleux.

— Il y a deux sortes de dépaysement : le mien, et celui qui

concerne le personnage de Jonas. La cassure avec son milieu pour aller se perdre au fin fond de nulle part, le début du voyage initiatique. Puis le désir de filmer ailleurs, de filmer autre chose que ce que j'avais filmé jusqu'à présent. C'est aussi lié au contenu au fait que j'ai travaillé en Suisse sur des films qui avaient des racines idéologiques, des références sociopolitiques dont j'ai eu envie de me passer. J'ai voulu partir à la fois dans la géographie et dans la culture, pour retrouver des choses qui ne sont pas aussi éloignées, mais autrement et ailleurs.

L'utopie

— Vous avez commencé le cinéma à la fin des années 60. Est-ce que les choses à dire ont changé, ou bien la façon de les dire ?

— Jusque-là, j'écrivais mes propres scénarios, seul ou avec d'autres ; ils venaient de l'air du temps. Un film est d'abord un moment de ma vie, et de la vie des autres, qui se transforme un jour en projet de cinéma. Ce qui a changé, c'est le discours sur lequel il s'appuyait, il a disparu. Messidor était un film complètement mortel sur la perte du sens, sur la destruction de la fin des discours. Ce nouveau film représente un désir de repartir, de repenser, de trouver des thèmes différents, essentiellement énergétiques, plus naturels, plus violents.

— Le film apporte le vent, la tempête, la brume, l'espace, l'air-en-été. S'il y a une identification du spectateur, ce n'est plus tant au personnage, ou à ses sensations physiques, à sa vue, à sa sorte de concordance tactile, émotive, qui est assez nouvelle.

— C'est un film très sensoriel, sur le physique, sur la matière. C'est aussi en ça qu'il diffère des discours. Une fois mis en place le décor, la dépanneuse rouge, les oiseaux, les cochons, je me suis efforcé d'être au contact des choses, d'être devenu une source d'inspiration très forte. Ça a été en forme, c'est ce qui me faisait avancer, j'avais presque oublié le récit.

— Le dialogue est pauvre, essentiel. Mais l'image est

riche. On trouve une qualité sensuelle à la photo, elle touche presque la peau...

— Généralement au cinéma, le récit touche l'image et ferme les yeux des gens. J'ai essayé de donner au spectateur une autre perception, à travers la photo et le son, qui lui permette de se balader un peu, de marcher en même temps que le film et de ne pas être assujéti à l'histoire. Le récit subsiste uniquement dans les surprises. S'il y a une tension de caractère dramatique, elle se situe là où on ne sait jamais ce qui va se produire.

— Le film est une fable, mais il n'a pas d'utopie. L'apprentissage est rude, et quand le jeune homme retourne dans son garage, après la mort du vieux, les rats mangent les carcasses des oiseaux.

— Il y a utopie quand même, dans la trajectoire globale du film. Je crois que l'étymologie du mot utopie veut dire « être ailleurs ». Même si le conte n'a pas de conclusion, même si une partie du trajet est terminée, le personnage a un acquis à ce moment-là de sa vie. Serge Da-

ney, lors d'un débat des Cahiers du cinéma, disait que presque toute la fiction des films suisses fonctionnait sur l'utopie, tandis que la fiction des films allemands est mortuaire, elle est tournée vers le passé. C'est vrai que, suisse, on a toujours envie d'être ailleurs que chez soi, même si on n'y vit pas mal.

— L'aigle, qui a mangé les yeux du vieux homme, comme pour s'assimiler sa puissance mentale, revient à la fin : il est le vieux homme réincarné et il va devenir l'ami du jeune homme, pour suivre leur amitié, on l'imagine.

— Je laisse les choses ouvertes. Les gens, selon leur imaginaire, peuvent interpréter la fin comme ils veulent.

— Y a-t-il un autre film derrière ?

— Non, un film n'a d'existence que dans les ombres de l'écran, puis dans l'imaginaire du spectateur. Derrière, il n'y a plus rien pour moi. Une fois que le projecteur s'éteint, les personnages ont fini de vivre.

Propos recueillis par NERVE GUIBERT.

BIENTÔT
ATHÉNÉE LOUIS-JOUVETFaisons
un
rêve
DE
SACHA GUITRYCENTRES CULTURELS
ÉTRANGERSCENTRE CULTUREL PORTUGAIS
FUNDATION GULBENKIAN
51 avenue d'Iéna - 16^e
Du 11 Mai au 20 Juin
EXPOSITION
Le dessin au Portugal
de 1900 à 1940
Tous les jours de 9 h. à 19 h.
Sauf dimanche

JEUDI 21 MAI 1981 à 21 h.
SAINT-PIERRE DE NEUILLY
Sous la présidence de M. Achille Peretti, Maire de Neuilly
CONCERT
des
PETITS CHANTEURS DE LA VIERGE NOIRE
avec le concours de l'Ensemble Instrumental
STYLAINE BEQUET
VICTORIA BOUZIGNAC - HANDEL - DE LALANDE
CESAR FRANCE - FRANCIS POULENGO
et
VENT SANCTE SPIRITUS
TE DEUM
de Wolfgang Amadeus MOZART
Entrée : 20 F - J.M.F. - Étudiants : 15 F.

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (v.f.) - SAINT-LAZARE PASQUIER (v.f.)
MONTMARNASSE 83 (v.f.) - MAYFAIR PATHÉ (v.f.)
HAUTEUILLE PATHÉ (v.f.) - IMPÉRIAL PATHÉ (v.f.)
QUARTIER LATIN (v.f.) - GAUMONT HALLES (v.f.)
GAUMONT CONVENTION (v.f.) - ATHÈNA (v.f.)
14 JUILLET BEAUGREUILLE (v.f.) - FRANÇAIS ENGLISH (v.f.)
GAUMONT ÉVRY (v.f.) - TRICYCLE Amériques (v.f.) - CIL Versailles (v.f.)

Philippe Noiret, Charles Vanel,
admirables...
SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1981

UN FILM DE
FRANCESCO
ROSI
TROIS FRÈRES
Gaumont

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Bosquet (7^e) - 555-79-15
**SOIXANTE ARTISTES
POUR UN MUSÉE**
Donation Internationale
pour un Musée mexicain
T.L.J. (sauf dim.) 10-18 h. - Sam 12-18 h.
5 mai - 6 juin

HIROKO KAWAI
(peintures)
« Madame Kawai Hiroko a fait ses études d'Art et toute sa carrière au Japon. Sa peinture, thèmes et technique est occidentale et d'une surprenante qualité. L'Art de Kawai Hiroko est d'une grande richesse, plastique et spirituelle, qui se concentre et se discipline dans une organisation particulièrement simple et harmonieuse. Il est la révélation d'une synthèse née du fond de l'âme, il est de haute qualité. »
Robert Vrinet.
Galerie MÉRIS-ELKO
Jusqu'au 31 mai 1981
5, rue Sarval - PARIS (1^{er})
Tél. : 236-44-06

**CENTENAIRE
GLEIZES**
Françoise Tournié
10, r. du Roi-de-Stelle, 4^e. 278-13-18

GALERIE MÉDICIS
17, place des Vosges, 75004 PARIS
378-21-10
OGIER
Aquarelles
Jusqu'au 2 Juin
Tous les jours, de 14 à 19 heures
DIMANCHE COMPRIS

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne - Paris (7^e)
Churyo SATO
T.L.J. (sauf mardi)
10 h-12 h et 14 h-18 h
2 MAI - 29 JUIN

**MÉTÉORS
D'ART**
ÉGLISE SAINT-PIERRE -
SENILLY (Oise)
35 km de Paris - autoroute du Nord
23 et 31 Mai 1981
NOCTURNE, JEUDI 28 MAI

GALERIE LAMBERT
14, rue St-Louis-en-l'Île, Paris 4^e
En permanence :
Leonor Fini, Lebenstein,
Lepri, Josaku Maeda,
Raymond Mirande,
Nikifor, Souchi, Stancio,
Tepler, ainsi que dessins,
Gouaches, affiches
de peintres polonais.
Tél. 329-14-21 et 329-51-99

**AIRCURIAL
LIBRAIRIE**
UNE VRAIE LIBRAIRIE
D'ART CONTEMPORAIN
7000 titres français et
étrangers disponibles.
Catalogues sur demande
9, avenue Matignon Paris 8. 359.29.81
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

CHEVOLLEAU
133, boulevard Montmartre
75008 PARIS - Tél. : 563-52-00
19 Mai - 13 Juin

GALERIE DROUANT
52, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8^e) - 265-79-45
SHIKO ITOH
AU SALON BLEU du 19 au 30 Mai

GALERIE DE LA SEITA
12, rue Sureau (7^e). M. Invalides
CHIN SAN LONG
Photographe chinois
Donation à la Bibliothèque Nationale
DU 14 MAI AU 6 JUIN
de 11 h. à 18 h. sauf dimanches et jours fériés
Entrée libre

GALERIE FELIX VERCÉL
9, avenue Matignon - Paris 8^e
tél. : 256.25.19
**CENTENAIRE DE
FERNAND LEGER**
100 œuvres
huiles - gouaches - dessins
MAI - JUILLET 1981

Centre: r'ompidon

MARIGNAN PATHE v0 • 7 PARNASSIENS v0
ST GERMAIN VILLAGE v0 • MOVIES LES HALLES v0
ABC vf • ST LAZARE PASQUIER vf • FAUVETTE vf
CONVENTION ST CHARLES vf

**GRAND PRIX
DE LA CRITIQUE
AVORIAZ 81**

Avec **DENNIS CHRISTOPHER**
et **LINDA KERRIDGE**

Produit par **IRWIN YABLANS** et **Sylvio TABET**
INTERVIEW AUX MOINS DE 15.40 S

AUJOURD'HUI A CANNES - LE VENDREDI 22 MAI SUR LES ÉCRANS



Michael Cassino
**LA PORTE
DU PARADIS**
LIBRAIRIES CHATEL

KRIS KRISTOFFERSON-ISABELLE HUPPERT
DANS LE FILM DE MICHAEL CIMINO / LA PORTE DU PARADIS (HEWENSON)
ET
CHRISTOPHER WALKEN-JOHN HURT-SAM WATERSTON-BRAD DOURIF

JOSEPH COTTEN
WITH LEMUEL TIGHE
JEFF BRIDGES
THE PARTNER
DAVID MANSFIELD
VICTOR ALBA
WILLIAM ZWISGON
JAMES M. HART
JOANN CARELLI
JAMES M. HART
MICHAEL CIMINO
JAMES M. HART

Sam. et dim., de 11 h à 18 h.
Jusqu'au 27 juillet.

LE CIRQUE FRANÇAIS. — Musée de l'Affiche, 18, rue de rapidis (624-50-04). Saut lundi et mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 31 octobre.


POURTRAITS DE FEMMES, 1850-1900. — Musée Hébert, 83, rue du Cherche-Midi (222-33-83). Saut mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 7 F; dim. : 3,50 F. Jusqu'au 14 septembre.

DE MICHEL-ANGE À GERBAULT. Dessins de la donation Armand-Valston. — Ecole des beaux-arts.

● **Ambiance musicale** ■ **Orchestre**

CE SOIR
- P.M.R. : prix moyen du repas -
DINERS

RIVE DROITE



LA FUE THÉRAPE. 1 ^{re}	206-54-23	Fantastique BEAUJOLAIS Accueil chaleureux. Jusqu'à 23 heures.
LA GENTILSOMMIÈRE	206-54-28	Tard le soir, ds cadre rust. Sp. SAVOYARDES. Esc. Fondus. Foie gras

10, rue Chabazais, St. Sq. Louvois	aux épices. Conf. et Magret de canard mûronnés par la pat. Riv. 106 P.
LES BALCONS 387-57-41 J. 11-15	J. 23 h Dans un cadre de verdure et confortable. Formule gastro-
43, rue de Valenciennes, P. (1 ^{er} étage)	nomme et d'été. Spécialité : Magagnatins char avec spéculatins.
INDRA 359-46-40, F/dim.	GASTRONOMIE INDIENNE. Cuisines indiennes. Magnifique. Ambiance
10, rue du Cdt-Bivière, St.	un décor authentique. AGRES PAR L'AMBAassade et LE BUREAU
COPENHAGUE 359-29-41	DE TOURISME INDIEN. P.M.R. 120. Salles pr récept. conf., mariages
10, rue Cuvier-Sigales, St. P. dim.	De midi à 23 h. 30, Spécialités danoises et scandinaves : hovi-
ERLAYS BELLIAM F/A 301-dim.	gates, saumon, saumon, saumon, saumon, saumon, saumon, saumon, saumon,
31, rue François-1 ^{er} , St. 723-54-42	Josp. 22 h Cadre Hégout, confort, salle climatisée. Cuisines française
PUE SAINT-LAZARE 293-15-27	tail. Sols aux coqueutes. CÔTE D'OR. Soufflé glacé chocolat.
10, rue de Goone, St. 723-15-27	Jusqu'à 2 heures du matin : ses savoureuses grillades, toutes sa carte
AUR DE RIQUERIE 700-62-35	et sa carte tail. service permanent à partir de midi.
10, rue de Valenciennes, St. 723-06-52	De 12 heures à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités
LA MÈNARA 723-06-52	discussions. Ses plats d'été et d'hiver.
5 bd de la Madeleine, St. F/dim.	Restaurants marocain au cadre royal. Une cuisine authentiquement
LE LOUIS XIV 293-56-18-19-30	marocaine, aussi originale que raffinée. Défenseur d'art. Dîners ap-
20, rue de Valenciennes, St. 723-06-52	précieux. Dîner. SOUPES APRES MINUIT. Sautées, Fruits de mer
EL PICADOR F/und. mar. 723-06-52	et d'été. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners.
50, bd des Batignolles, P. 237-28-37	Dîners. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners. Dîners.

RIVE GAUCHE

AU VIEUX PARIS 354-79-25
2 place du Panthéon, 5e. F/rdm.

LAPEROUSE 355-90-14 et 91
100 rue d'Assolung, 7e. F/rdm.

CH. FRANÇOISE 551-57-20/706-49-02
Aérogare des Invalides, 7e. P/rdm.

LES MINISTÈRES D'OR 261-22-37
30, rue du Bac. M^{re} Bac. P/rdm.

J. 22 h. 30. Spéc. du Sud-Ouest : Saucisson d'oie farci, Foie gras de canard, confite, pipérade, chupirons à la bio. Sa cave. P.M.E. 80 F.

J. 23 h. Grande Carte. Menu d'affaires : 100 F. Menu d'élégance : 150 F. Salades et 2 à 30 couverts. Cadre amical de réputation mondiale.

Son menu à 80 F. et carte. Foie gras fraie maison. Pot au feu de Turbot et grande crûte de Bordeaux en carafe : 42 F.

REPAS ECONOMIQUES DANS UN CADRE ELEGANT
Fruits de Mer, Mâre du Jour, Grillades, Plats du Chef

SOUPERS APRÈS MINUIT

WEPLER 14, place Cléry, 14
522-33-31
SON BANC D'OUVERTES
Fait crues fraies - Poissons

CHEZ HANSI 2, pl. 15-Juin-1940
Place Tour Mont-
parnasse Chouecriette
Fruit de mer Jus 31 matin - 548-94-42

DESSIRIER 9, les Jrs - 227-82-14
3 place Forcins (176)
LE SPECIALISTE DE L'OUVRIE
POISSONS - SPEC. GRILLADES

LA CLOSRIE DES LILAS
171, boulevard du Montparnasse
Le Joliet 31 - 522-33-31
au piano : Yvan Mayer

LE PETIT ZINC rue de Buci, 6°
354-70-94
Huitres - Poissons - Vins de pays

LA CHOPE D'ALSACE 524-58-16
4, r. du Faubourg de la Bastille, 9°
SON BANC D'OUVERTES
Ses aboucrutes, Jurets, Grillades

LE CONGRÈS 7, place Malhot, 12 p. 1.
3, r. de la m. nat 54-17-84
80, av. Grande-Armée POISS -
SANC D'OUVERTES vous l'année
Banc de viandes de bœuf grillées

AU PETIT RICHE 7, rue J. J. 2.
Dîner d'autant que 1880, 24 rue
Le Joliet 31 - 522-33-31
Cuisine bourgeoise - Grillades

LE LOUIS XIV 298-56-58
298-56-50
8, bd St-Denis, Perron 100/mar.
Huitres, Fromage de mer, Crustacés
Rôtisserie Fr. - Assur. pr. volat.

LA TOUR D'ARGENT
6, place de la Bastille, 97-32-19
Café élégant et confort, 71 Jrs.
De 12 h à 1 h 15 mat. Grill. Poies.

AUBERGE DAB J. 2 h. matin
500-39-22
101, av. Mankoff Tous les Jrs
Fruits de mer - POISSONS
CROQUEBOUTS - ROTISSERIE

LE MUNICHE 35, r. de Buci, 6°
522-33-31
Cuisine - Spécialité

1000

100

1

1

10/10/10

MUSIQUE

Les concerts

DEUDI 21 MAI

AMERICAN CENTER, 21 h. : E.
Raim, film.

THEATRE CULTUREL CORREIN,
18 h. 30 : M. An Yungchien
(Chopin). Bachmaninov, Marvel.

EGILISE REFORMES D'ARTS, 20 h.
: Concerts de musique de chambre
(Bach, Beethoven, Schubert, F. Chopin).

RADIO-FRANCE, GRAND AUDITO-
RE, 20 h. : M. Norval Ouchet
(Chopin, Liszt, Debussy).

dir. : M. Arna, chorut de R.-F.,
dir. : A. Boulitry (Romain).

THEATRE DE LA VILLE, 20 h. :
S. Bernad (Romain).

ASSOCIATION SYMPHONIQUE DE PARIS,
chœurs de Saint-Roch et Saint-
Eustache, 20 h. 30 : M. An
Yungchien (Chopin, Liszt, Beethoven).

EGILISE DES BELLES, 20 h. :
M. An Yungchien, G. Cabé (Verdi,
Telemann, Puccini, Gluck, Thiers).

CENTRE CULTUREL SUEDOIS,
20 h. : M. An Yungchien, G.
Hard, Zimmermann, Diester.

[illegible]

BOISNO (232-74-86) (D., L.), 30 h. 45
Mégane.
BOISNO, PAF (232-82-05), 31 h. 15
Le 20 : J.-L. Longuean; le 21
Sidi Ouf; les 22, 23 : N. et
Wahid.
BOISNO, PAF (232-82-05), 31 h. 15
Wahid.
BOISNO, PAF (232-82-05), 31 h. 15
55-60, 22 h. LA HUICHETTE
CAVEAU DE LA MONTAGNE
A. Metel, P. Tesser (jusqu'à 24)
Les Villiers, M. Fossat (à partir
du 25).
CENTRE CULTUREL GENSIER (33)
21, 22 : Ombédine; le 23 : T.
M. Felsler; le 24 : Ghin et Morgeant.
Nous chantons, ne vous déplacez
pas.
(337-54-36) (D., L.), 30 h. 30
A. Hammond (serm. le 24) (à partir
du 25).
Band : 23 h. : la Fextorta (d'après
le 24).
CLOIS DES LOMBADES
(232-45-09), 21 h. 30 : N. Vieux
poés.
DENIER (232-48-41), 22 h. 30, le 21
et 22 : N. Vieux poés.
23, 24, 25, 26 : N. Vieux poés.
27 : N. Vieux poés.

[illegible]

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

FONDU AU NOIR, film américain
de **W. S. Van Dyke**, 1930.
— **V. L. :** Movie, 14° (280-
43-09) ; Saint-Germain-Village,
5° (524-12-35) ; Marignan, 5°
(389-92-52) ; Pantheon, 14°
(323-63-11). **V. L. :** ABC, 2° (258-
85-64) ; Saint-Louis-François,
5° (323-63-11) ; Pantheon, 14°
(31-58-98) ; Convention-Saint-
Charles, 14° (573-32-00).

[illegible]

PAGE **FILM** **REMARQUES**

Belle... - 210. (7-85-39-34)
U.G.F., Opéra. P. (265-39-32)
U.G.F., Opéra. P. (265-39-32)
U.G.A., Odéon. P. (235-71-06)
Suzette. P. (725-39-25); U.G.C.
Garc de Lyon. 12 (248-01-01)
Montparnasse. 12 (287-53-37)
Pantoufle. Montparnasse. 12
(508-34-28).

QUARANTÉ, film franco-brita-
nique de James Ivory.

UGC NORMANDIE - REX - CAGNE - BRETAGNE - UGC ODEON - NISTRAL
UGC GOSNÈRES - MAGNÉ CONVENTION - GAC GAC DE LYON - ELYCHY PATHE
3 SECRETAIN - 3 MURAT - MOVIES LES BAILES (English Subtitled)
PARAMOUNT MAILLOT - 14 JUILLET BEAUGRENELLE (English Subtitled)
CYRANO Versailles - MIEUX Moulins - CARREFOUR Poinis - ARTES Remy
SAISIR DU PARC Le Perraux - ARTES Creteil - ARTES Bond - ALPHA Argenteuil
FRANCAIS Evry - FRANCHES Spectacle - PARAMOUNT Le Verroux - VEJIZY 2
BKY Club Evry - LES PERLES Le Perraux
DIXY Club WEARIX 1.2.3.4 - VOX Roubaix - CASINO Le Prieux
CLUB Les Moutiers - ARTES Creteil - 9 DEFENSE A TEMPS

la plus grande Aventure Humaine de demain?

MICHEL SERRAULT
JACQUES DUTRONC
JACQUES VILLERET
ROBERT DHERY
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT

MALEVIL

UN FILM DE
CHRISTIAN DE CHALONGE

DIALOGUES DE
PIERRE DUMAYET

Éditions 7.ugc **Produit par CLAUDE NÉQUAR** **arc**

Différentiels.

MAISON DE KALEMBAWE, 21 h. :
M. KALEMBAWE (Zanzibar, Poivre,
Schumann, Ravel).

HOTEL KARAFARAWA, 20 h. 30 :
F. M. KARAFARAWA (Zanzibar, C. Wella,
N. Bouillie, N. Nancou-Kufferath,
C. Bouillie, M. Baroni, Fumani, Coupe-
d'essai).

MAISON SUZUKI, 20 h. 30 : E. Felli-
vian (Zanzibar, Schumann).

MAISON SUZUKI, 20 h. 30 :
N. Bera-Tagine (Zanzibar, Beethoven,
Paganini, Debussy).

MAISON SUZUKI, 20 h. 30 : Trio F.
Riviere (Schubert, Martin).

SAINT-CHAPPELLE, 21 h. : W.
M. KALEMBAWE (Zanzibar, Barot,
Dorand, Sazie, Dori).

DIFFÉRENTIELS DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
20 h. 30 : London Symphonie Or-
chestra (Mahler, S. Abadi, S.
Norman (Mahler)).

VENDREDI 22

AMERICAN CENTER, 21 h. : R. Dick,
R. Dick.

CHAMPS-ÉLYSÉES, 19 h. Voir le 21.

PARIS-FRANCE, Grand Auditorium.

[illegible]

THEATRE DE LA VILLE, 14^e,
20 h. 30 : F. Fernandez, Trio Han-
tal (Telmann, Bach, G. F. E.
Bach).
EGLISE SAINT-JEAN-SAINTE-FRAN-
ÇOIS, 20 h. 30 : Ensemble G. de
Machaut (Josquin des Prés).
SAMEDI 23
CONCIERGEIE, 17 h. 45 : J.-Cl.
Veillon, J. Satorius, P. Bismuth,
C. Giardelli (Mozart, Hummel).
CRO-DIAMANTS, 19 h. Voir le 21

AVORIA

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
20 h 30 : *Le Bourgeois gentilhomme* (Molière)
Léonide Kine, dir. : A. Jordan (Haydn)
Telemann, Martin, Monty, Ravel)
21 h 30 : *Le Bourgeois gentilhomme* (Molière)
THEATRE ST-GEORGES, 20 h 30 :
Ensemble Morpurgo
THEATRE ST-PIERRE, 20 h 30 : Ensemble
Xenakis (musique acoustique)
THEATRE ST-PIERRE, 20 h 30 : E. Schöenberg
A. Wheatley (Ponce, Gluck, Bach, Villa-Lobos)
BOULEVARD ST-GERMAIN DES-PRES,
21 h : Chœur de Moscou, dir. :
V. Minine (Stravinsky, Taneiev, Rachmaninov)
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES,
20 h 30 : Voir Radio-France le 22
21 h 30 : *Le Bourgeois gentilhomme* (Molière)
20 h 30 : M. Nordman (Bach, Mendelssohn)
THEATRE ST-PIERRE, 20 h 30 :
Orchestre de chambre de Lou-
sanne, dir. : A. Jordan, col. :
E. Mathis (Schoeck, Strauss)
THEATRE ST-PIERRE, 20 h 30 :
Orchestre et chœur P. Kuentz (Re-

(Annuaire)
SALES COROT, 21 h. : F. Klep-
 jans (France, Martini, Brittas, Sa-
 tie, Dyrena).
**CITE INTERNATIONALE UNIVERSI-
 TAIRE**, 21 h. : G. Boulez.
Nandrup (Mozart, Brahme, De-
 bussey, Savel).
SALLE GAYZAR, 20 h. 20 : Es-
 timate musicale de Paris, dir. : J.-P.
 Waller (Bach).
EGLISE AMERICAINE, 30 h. : 30
 minutes de musique (Chastanet,
 Ferré, Bachmann).
**ANGLAIS SAINT-GERMAIN LA PERU-
 BOIS**, 20 h. 30 : L. Pauter, T. Pè-
 re, J. P. Pauter.
MAISON DE L'ALLENMAGNÉ, 21 h.
 : G. Grey-Kummer, M. Boussac
 (Mozart, Brahms).
EGLISE, 21 h. LA MADELEINE.
 18 h. 30 : Chœur Orphée, dir. :
 P. Vellard (Praetorius, Dufay).
CROQU'ALAMANT, 21 h. Voir le 21.

Festival de guitare

THEATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN, le 20, 21 h. : John Ben-bour's Group, folk.
SAINTE-CHAPELLE, le 22, 21 h. : O. Coenraets; le 23, 21 h. : R. Mal-gonado.
EGLISE DES BILLETTES, le 25, 21 h. : R. Auzel.
PALAIS DES GLACES, le 26, 20 h. 30 : Baden Powell.
Jazz, pop, rock, folk

J - UGC OPÉRA - REX - MIRAMAR
 CHARLES - PARAMOUNT GALAXIE
 IS Orsay - 4 TEMPS La Défense
 A Argenteuil - CARREFOUR Pantin
 ANTES - CONFLANS

[illegible]

Isabelle Huppert
Michel



Venise, France



les Ailes de

Les chansonniers

CAYEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-89), 21 h. mat. dim. 15 h. 30 : Sept ans de bail... bye bye

DEUX ANES (886-10-26) (M.C.), 21 h. mat. dim. 15 h. 30 : Quand les ans volent...

Les comédies musicales

CIRQUE D'IVER (806-53-30) (C. soir.), 15 h. 30, mat. mat. 16 h. 15 h. 30 : Les 12 jours de Noël

RENAISSANCE (236-21-75), 15 h. 22 h. 24 h. 14 h. 30 et 20 h. 30 : Les 42


14 h. 30 : ARISTHIE & MORTHE-CADIN

PORT ST-MARTIN (607-57-55), 15 h. 20 h. 14 h. 22 h. 20 h. 30 : Les 12

14 h. 30 et 20 h. 30 : Les 24, 15 h. 30-Maria

LES GRANDES LIGNES PROGRAMMES

Dominique Sanda
Plácido



our, l'argent...



la Colombe

ERMITAGE • MIRAMAR • MAXEVILLE • MISTRAL • UGC OPERA
UGC Gobelins • UGC GARE DE LYON • MAGIC CONVENTION
3 MURATS • 3 SECRETAN • CAMEO • UGC DANTON
CLICHY PATHE
 Distributeurs : A.T.P. Le Réformateur • RIVARDES Successeur • MEJES Montfermeil

CARREFOUR Pontin • PARLY II • GFC Poissy • CERGY Pontoise
STUDIO Reuil • MANTES • PALAIS DU PARC Le Perreux • MEAUX
4 PERREY Ste Geneviève des Bois • ALPHA Argenteuil
FRANCAIS Enghien • ARTEL Villeneuve • VELIZY II
PARAMOUNT La Varenne • BUXY Boussy St Antoine • ARTEL Rosny
DARINOUR Amboise • AFFEL Corbeil • CLUB Colombes

LE FILM

JACQUES-HENRI MARIN et GÉORGES CLAUDE
présentent

SAN-ANTONIO

ne pense qu'à ça

UN
FILM
RÉALISÉ
PAR
JOËL
SERIA

avec PHILIPPE GASTÉ · PIERRE ODRISS · HUBERT DESCHAMPS
et JACQUES FRANÇOIS · JEANNE GOUILL · CATHERINE OHOITNIKOFF

LOUISCH HORLIN · ANDRÉ BAUM · GÉRARD HERNANDEZ
Musique de MICHAËL GILBERT · Scénario de JACQUES-HENRI MARIN et GÉORGES CLAUDE
Réalisation de JOËL SERIA

PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FILMS

100%
France

SPORTS

FOOTBALL

Saint-Étienne, Bastia, Lens et Strasbourg en demi-finales de la Coupe de France

Quatre clubs de première division — Saint-Étienne, Bastia, Lens et Strasbourg — disputent les 5 et 9 juin prochains, les demi-finales de la Coupe de France de football.

A l'occasion des quarts de finale retour, qui se sont disputés le 19 mai, Strasbourg, qui l'avait emporté au match aller 5 à 1, a infligé, sur son

terrain, à Bordeaux une nouvelle correction : 4-0. Battus 3-1 à l'aller, les Lilas n'ont obtenu qu'une victoire trop ébréquée (1-0) pour éliminer Lens. Les deux clubs de deuxième division, Martigues et La Palmyre-Montpellier, n'ont pu faire obstacle aux deux clubs de première division qu'ils affrontaient respectivement : Bastia, vainqueur 5-0, et Saint-Étienne, en dépit d'un résultat nul (1-1).

La Palmyre : un enthousiasme insuffisant

Montpellier. — « La Palmyre-Saint-Étienne. La surveillance est assurée par la Sécurité linguistique ». Il est à signaler qu'un parking éclairé, surveillé et gratuit, est à la disposition des spectateurs. La lecture du Midi libre, mardi 19 mai, apprenait au chômeur que La Palmyre, ce quartier neuf de Montpellier, peuplé de trente mille habitants, dont beaucoup de familles immigrées regroupées dans les H.L.M., n'a pas bonne réputation.

Pourtant, si l'absentéisme a dû atteindre un taux record dans les collèges et les C.E.S. du quartier dans l'après-midi, ce n'était pas pour la raison redoutée. Cinq heures avant le coup d'envoi du match, les jeunes de La Palmyre, vêtus de rouge et blanc des pieds à la tête, étaient déjà dans les tribunes pour prolonger la fête, commencée trois jours plus tôt, avec l'accession de leur équipe en première division pour la saison prochaine.

Le score étroit du match aller à Saint-Étienne (2 à 1) et les exploits déjà accumulés en Coupe de France contre des équipes de première divi-

De notre envoyé spécial

sion : Marseille en 1977, Nîmes et Lyon en 1979 ; Lens, et ce même Saint-Étienne en quart de finale l'an dernier ; Nice et Metz cette saison, amorçaient tous les espoirs. Cela explique le silence de mort qui a accueilli le premier but, marqué par Michel Platini dès la seizième minute. Puis l'explosion provoquée par l'égalisation de Sikely treize minutes plus tard.

Il restait alors une heure aux Montpelliérains pour marquer un autre but et disputer les prolongations ou deux buts pour être qualifiés. Ils n'y parviendront pas malgré leur trop grande détermination (soixante-sept coups francs sifflés, dont trente-sept contre eux) et leur intense détermination. Faute sans doute de ne pas avoir gardé assez de sang-froid pour varier les attaques, au lieu d'abuser des longs centres aériens pour les défenseurs stéphanois.

A cette occasion, les joueurs de La Palmyre ont montré leurs limites, à l'image de ce club qui a été fondé seulement en 1974 par la fusion d'un club corporatiste, l'A.S. Nettoyement, et du Sporting Club littoral, alors en division d'honneur régionale, et où l'enthousiasme tient lieu de profession de foi.

Président depuis l'origine, M. Louis Nicollin, P.-D.G. d'une entreprise de ramassage des ordures ménagères, qui emploie quinze cents personnes, peut dire aujourd'hui : « Le club, c'était moi ». C'est lui, en effet, qui a suscité les volontaires pour aménager bénévolement dix rectangles de jeu sur un plateau donné par la municipalité sur les rives de la Mosson et pour y construire les premières tribunes de deux mille cinq cents places. C'est encore lui qui, à sa suite, dès le début, des professionnels en fin de carrière, en leur promettant une reconversion dans son entreprise. C'est toujours lui qui n'hésite pas à mettre la main à la poche pour joindre les deux bouts quand les fins de mois s'avèrent difficiles. C'est lui surtout qui a su créer et perpétuer au sein du club un véritable esprit de famille.

C'est pourtant au moment où il atteint la consécration avec l'accession à la première division à la fin de son septennat que Louis Nicollin dit : « Je préférerai arrêter. Jusqu'ici, notre budget était raisonnable (6 millions de francs cette année).

Quand je vois le déficit important de certains clubs de première division, je suis inquiet. Je ne veux pas mettre en péril mon entreprise. Pour la saison prochaine, M. Frêche (maire de Montpellier) nous a promis une subvention de 1 million de francs et un prêt de 3 millions de francs. Il faut que la municipalité soit désormais associée aux responsabilités et à la gestion du club. »

Doit-on y voir une première conséquence ? Louis Nicollin ne se réfugie plus dans les églises ou dans les vestiaires pendant les matches. Il a assisté du banc de touche à cette rencontre entre La Palmyre-Montpellier et Saint-Étienne. Même s'il l'a terminée plus épuisé que n'importe quel acteur du match.

GÉRARD ALBOUY.

*Strasbourg b. Bordeaux ... 4-0 (5-1)
*Lille b. Lens ... 1-0 (3-1)
*Bastia b. Martigues ... 5-0 (3-0)
*Montpellier et St-Étienne 1-1 (1-2)
Les clubs de division 1 sont en gras.
Les demi-finales (5 et 9 juin) seront tirées au sort vendredi 23 mai sur Antenne 2.

Pour son troisième et dernier match en Europe, le Grésy a battu, mardi 19 mai à Stuttgart, la République fédérale d'Allemagne par 2 à 1. Le Brésil avait déjà battu l'Angleterre par 1 à 0 et la France par 3 à 1.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.81.22/23.53.71/34.45.57

COURS PRIVÉ MINERVA
dans la plus belle campagne de France, sans l'indesirable

Jeunes gens - Jeunes filles

ANNÉE SCOLAIRE
de la 1^{re} au baccalauréat A, B, C, D

COURS ET VACANCES
du 27 juillet au 22 août
ou du 24 août au 5 ou 11 septembre.

ETUDES - SPORTS - LOISIRS
CHATEAU L'ÉPIQUE - CROIX
36300 LE BLANC TEL. (54) 37.95.81

AUTOMOBILISME

Après les accidents du Grand Prix de Belgique

Au cours d'une conférence de presse réunie à Paris, le 19 mai, relative aux accidents (un mécanicien tué, un autre blessé) et aux incidents (mouvements de mécontentement des pilotes et des mécaniciens) du Grand Prix de Belgique, M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), a déclaré qu'une enquête « était ouverte pour recueillir tous les témoignages ainsi que les documents et les films qui établiraient les différentes responsabilités et dans quelles conditions les règlements de course ont été appliqués ».

A QUI LA FAUTE ?

Le président de la FISA, qui a rappelé que le départ est le moment le plus dangereux dans une course, a sans le vouloir, implicitement mis en cause ceux qui avaient la charge à Zolder d'en faire appliquer la procédure. Car, s'il est exact que le départ est effectivement le moment où le risque est le plus grand, toutes les conditions de sécurité doivent être impérativement réunies avant de passer le feu vert, quitte à prendre du retard.

Si les comptes à rebours les plus sophistiqués peuvent être repris à zéro, celui d'un Grand Prix de formule 1 — qui est relativement simple — devrait donner lieu à un report des lors qu'il y a de la sauvegarde des pilotes et de ceux qui les approchent, à tort ou à raison, à cet instant crucial. Faire croire le contraire revient à dire que la formule 1 est encore à son Moyen Âge. Or à Zolder, malgré une certaine pagaille sur la grille de départ, malgré l'irritation générale, provoquée par les mouvements de mécontentement des pilotes et des mécaniciens, le signal de départ a été donné, alors que les voitures marquaient l'arrêt depuis trop longtemps.

La faute en incombait à Nelson Piquet (Brabham), qui a bouclé un deuxième tour de lancement — au lieu d'un seul comme tous les autres concurrents — et qui a dû, en outre, se faufiler entre les voitures déjà rangées pour occuper sa place en première ligne. Le moteur cablé de la voiture de Patrese, cause initiale du drame, est peut-être lié à ce retard.

Comment ne pas penser que cette infraction à la procédure, dont les organisateurs belges affirment qu'elle a été « respec-

TENNIS. — Le Français Thierry Tulasne s'est qualifié, le 19 mai, pour le deuxième tour des Internationaux d'Italie sur terre battue dotés de 200 000 dollars, en battant le Chilien Elias Guimard 6-1, 6-3. En revanche, Pascal Portes a été éliminé par l'Américain Eddie Dibbs sur le même score. Les principaux favoris ont passé le premier tour : l'Américain Guerinatti, l'Argentin Vilas, le Tchèque Lendl, le Hongrois Taroczy et l'Italien Panatta.

FRANÇOIS JANIN.

ÉDUCATION

LE SYNDICAT NATIONAL DES COLLÈGES RÉCLAME LA CRÉATION D'UN CORPS SPÉCIFIQUE ET UNIFIÉ DE PROFESSEURS

Le Syndicat national des collèges (S.N.C. indépendant), qui affirme regrouper trente-cinq mille adhérents parmi les professeurs et les personnels de direction des collèges, a rendu compte, au début de la semaine, des conclusions de son congrès national.

Le S.N.C. attend du nouveau gouvernement « l'abrogation des mesures privant l'arrêt du recrutement des professeurs d'enseignement général de collèges (F.S.G.C.), estimant qu'elles donnent une caution officielle au processus de dégradation de la profession, avec un recentrement et une formation propres à ces professeurs. Avec cette revendication, qui défend la spécificité de premier cycle de l'enseignement du second degré, le S.N.C. s'oppose aux deux syndicats de la FEN présents dans les collèges, le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) et le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.). En réaffirmant « son autonomie », le S.N.C. espère être « partie prenante des négociations qui devront s'engager avec les autres syndicats, mais aussi avec le ministère de l'Éducation nationale, et répondre ainsi à toutes les situations qui pourraient se présenter ».

INCIDENT A L'UNIVERSITÉ DE REIMS ENTRE ÉTUDIANTS DE TENDANCES OPPOSÉES

(De notre correspondant.)

Reims. — Pendant plus de deux heures, mardi 19 mai après-midi, un étudiant de deuxième année de psychologie de la faculté de lettres de Reims, M. Bourcelot, vingt et un ans, membre du CLEF (Collectif des étudiants libéraux de France, de tendances giscardiennes), s'est enfoncé, armé d'une carabine de chasse, avec quatre camarades dans une salle de la faculté. De 13 h. 15 à 15 h. 30, il a menacé de tirer sur un groupe d'étudiants de tendance adverse, qui grossissait d'heure en heure. Finalement, il a accepté de se rendre à la police.

Le CLEF et l'UNEF indépendante et démocratique (animés par des étudiants socialistes et trotskistes) se disputent la même salle. Mardi, les étudiants de l'UNEF se sont présentés pour occuper le local. Considérant qu'il était victime d'une agression, M. Bourcelot a brandi son arme à bout, a-t-il dit, intimider la foule qui le traitait de fasciste. Il a été remis en liberté mardi soir, après une courtoise garde à vue, sur ordre du parquet. Une procédure pour voie de fait avec arme est engagée à son encontre.

M. S.

LA FEMME SECRÉTAIRE

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE DE SECRÉTARIAT
101, rue de Lille - 75007 PARIS
Tél. : 391-20-28 - 705-96-55

- PRÉPARATIONS : Brevets de Technicien Supérieur du Secrétariat
- OPTIONS : Secrétariat de direction, Secrétariat informatique, Examen des Chambres de Commerce étrangères
- SÉCURITÉ SOCIALE : Régime « Étudiant »
- ADMISSION : Baccalauréat ou équivalence, à défaut examen d'entrée pour les élèves sortant de Terminale
- PROCHAINES ÉPREUVES : 3 et 20 juin - 1^{er} et 29 juillet
- SECTION PRÉPARATOIRE : Pour les élèves sortant de classe de Première.

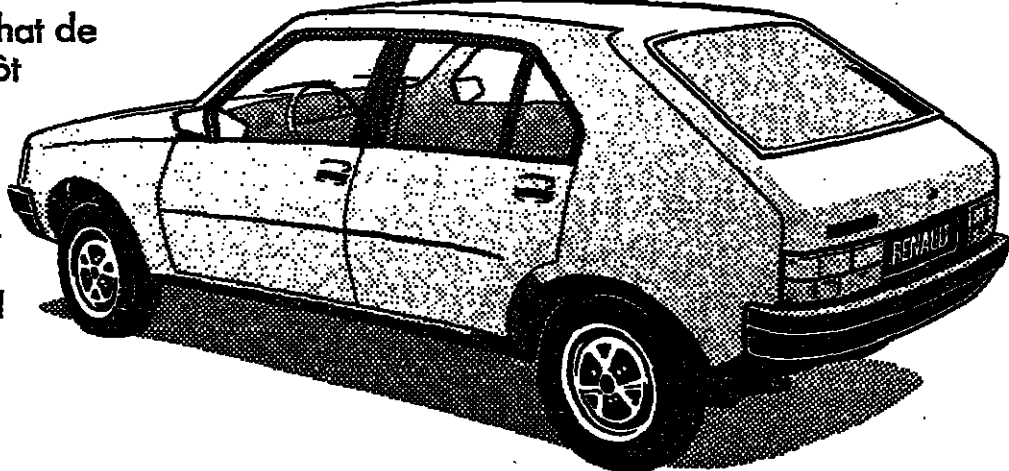
Reprise : 16 et 28 septembre. Inscriptions tous les après-midi à l'école.

PARTEZ POUR 797 F PAR MOIS.

Renault Bail vous propose* un bail avec option d'achat de 48 mensualités de 797 F : soit au total 38 256 F TTC. Dépôt de garantie initial de 11 000 F TTC égal à l'option d'achat finale — Coût total en cas d'acquisition : 49 256 F. Offre valable du 1^{er} Mai au 30 Juin 1981 — Renault 14 TL, millésime 81, prix clés en main au 13/04/81 : 36 800 F TTC.

Renault Bail, société anonyme au capital de 150 000 000 F. Siège social : 51-53 Champs Élysées 75361 Paris Cedex 08 — RC Paris B 702002221.

* sous réserve d'acceptation du dossier.



RENAULT 14 TL



EDUCATION

LE CONGRÈS NATIONAL
DES COLLEGES
PRÉPARE LA CRÉATION
D'UN CORPS SPÉCIALISÉ
DE PROFESSEURS

Vivez la Grande Bretagne, le spectacle est gratuit.

Vivre comme un Lord, c'est ce qui vous attend pour quelques jours, pour quelques semaines et pour bien moins cher que vous ne le pensez. Vivre comme un Lord, c'est un monde complètement différent à 30 km de chez nous. Découvrez-le, c'est bon.

Bed and Breakfast: 55 F la nuit, tradition comprise.



Les panneaux B and B vous les signalent. Pour 55 F environ, de nombreuses familles anglaises mettent à votre disposition une chambre confortable et vous servent un copieux petit déjeuner. Réservations possibles auprès des 650 "Tourist Information Centres". Des vacances à la ferme? La campagne anglaise, ses habitants et ses produits du terroir feront votre bonheur. Vous n'aimez pas loger chez l'habitant? De nombreux petits hôtels vous offriront le confort, l'accueil et la cuisine à un remarquable rapport qualité/prix.

30 F le saumon, gastronomie comprise.

Bien sûr, la gastronomie existe en Grande-Bretagne. Quelques spécialités typiques vous en persuaderont. Le "steak and kidney pudding" en Angleterre, le "home made bread" servi avec "eggs and bacon" au Pays de Galles, le "haggis" et le saumon frais ou fumé en Ecosse. N'oubliez pas les pubs! On s'y régale en dévorant un "ploughman's lunch" arrosé d'une pinte de bière pour 15 F environ.

Festival d'Eisteddfod: 160 F la semaine, folklore compris.

En Grande-Bretagne, les manifestations culturelles abondent. En voici quelques exemples: • Au Pays de Galles: "International Musical Eisteddfod". Du 7 au 12 juillet vous pourrez découvrir chants, danses et costumes du monde entier. Entrée forfaitaire pour toutes les représentations: 160 F. Par spectacle, compter 25 F environ. • En Angleterre du 22 mai au 7 juin, le festival international de Bath avec ses concerts, ses chorégraphes, ses expositions artistiques et architecturales. • En Ecosse du 16 août au 5 septembre: "International Edinburgh Festival". C'est la plus grande manifestation artistique de Grande-Bretagne. Elle réunit des artistes du monde entier. Ne manquez pas les Highland games: c'est la fête des kilts, des cornemuses et des danses dans de nombreux villages.

Jardins pour tous, pelouses gratuites.

La Grande-Bretagne est un jardin ouvert à tous et les Anglais des amoureux de la pelouse. Ils ont eu l'idée des espaces dont



Jeu de cricet à Great Brighthelm.

Phammonie repose sur l'agencement des parterres de fleurs, des arbres et des lacs. Parcourir des jardins comme Blenheim Palace, Chatsworth House, c'est faire un saut dans le passé, au cœur des tableaux de Poussin et de Lorrain.

Cawdor: 15 F la visite, Histoire comprise.

Cette année, plongez dans l'Histoire. • "Le Grand Tour of Scotland": 700 km de beauté, des siècles d'histoire et d'intrigues amoureuses ponctués par la visite de 6 châteaux: Glamis, Blair Castle, Cawdor, Inveraray, Scone Palace, Hopetoun House. Frantoux Voyages vous propose de magnifiques circuits qui vous feront faire le tour des plus beaux châteaux d'Ecosse dont certains sont toujours habités par leurs propriétaires.



Abbaye de Rievaulx.

• Les sentiers du patrimoine normand: remontez sur les traces de Guillaume de Normandie en visitant cette région que les Anglais appellent "leur Normandie". Vous découvrirez les châteaux de Lewes, de Hastings et de Douvres, les remparts célèbres de Southampton et des cathédrales parmi les plus belles du monde comme celles de Canterbury et de Winchester.

Golf: 35 F le parcours, initiation comprise.

Si le sport est roi en un pays, c'est bien en Grande-Bretagne. On peut y pratiquer

tous les sports et à des prix généralement modérés.

• Le golf: pour 35 F environ, vous aurez le droit d'être initié à ce sport très populaire en Grande-Bretagne.

• L'équitation: manèges ou randonnées, 50 F l'heure environ.

• La pêche: de nombreux petits hôtels et auberges cèdent un droit de pêche en rivière à leurs clients.

• Le tennis: la Grande-Bretagne est le berceau du tennis, 11 F l'heure environ.

N'oubliez pas que la campagne anglaise est sillonnée de nombreux petits sentiers. Des itinéraires de randonnée sont signalés par les panneaux "Nature trails". Les parcs nationaux comme les "Yorkshire Moors" ou le "Peak District" vous offriront les plus belles promenades de Grande-Bretagne.

London IS...

London, 6 F la pinte, shopping compris.

Il serait dommage de passer des vacances en Grande-Bretagne sans s'arrêter à Londres. Ville magique pour son histoire et



son shopping, Piccadilly, Oxford Street, Marks and Spencer, Liberty's, Fortnum and Mason.

N'oubliez pas les pubs et dégustez-y une bonne pinte de bière.

Bon à savoir.

Les liaisons vers l'Angleterre.

• Les car-ferries Sealink vous emmènent avec votre voiture, de Boulogne et Calais à Douvres et Folkestone en 1 h 30, de Dunkerque à Douvres en 2 h 20, de Dieppe à Newhaven en 4 h et de Cherbourg à Weymouth en 3 h 55.

Les aéroglisseurs Seaspeed traversent la Manche de Boulogne et Calais à Douvres en une demi-heure environ.

• "Bonjour Britain" de Frantoux Voyages: des week-ends et séjours à Londres et Edimbourg à l'hôtel ou dans des familles, des vacances à la ferme ou dans des auberges typiques au Pays de Galles, des circuits en autocar, en voiture ou par le train. Départs de Paris et de toute la France par le train ou en voiture, le bateau ou l'aéroglisseur. "Bonjour Britain": la brochure la plus complète pour vous aider à visiter l'Angleterre, l'Ecosse et le Pays de Galles.

Les transports.

• Le car: la Grande-Bretagne offre un réseau national d'autocars express à des prix très compétitifs.

• Le train: si vous voyagez avec votre voiture, une solution simple et pratique pour l'Ecosse: le motorail.

• Empruntez les autoroutes sans payer, c'est gratuit. Le réseau routier britannique vous offre de multiples possibilités de visiter les plus petits villages anglais.

• Le "Scottish Highlands and Islands Travelpass" permet d'utiliser tous les autocars, trains et ferries dans les îles et les Highlands écossais. Forfait 10 jours: 505 F.

Informations pratiques.

Centres d'informations touristiques: ils sont à votre disposition de 9 h à 17 h 30 pour vous renseigner. Pour mieux préparer votre voyage, vous trouverez de nombreuses brochures chez W.H. Smith and Sons, 242 rue de Rivoli Paris 1^{er}.

• Britain Hotels and Restaurants: 55,30 F.

• Wales angling guide: 22,50 F (guide de la pêche au Pays de Galles).

• Scotland for the motorist: 11,00 F (l'Ecosse pour les automobilistes).

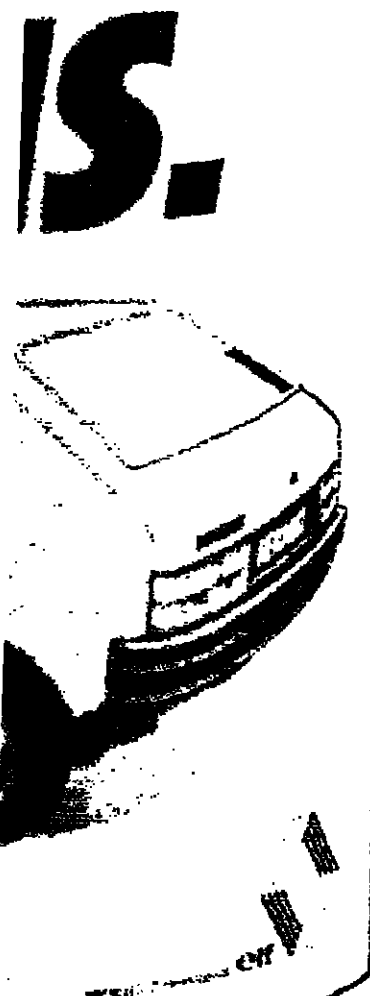
• England farm holiday guide: 20,60 F (les vacances à la ferme en Angleterre).

Prix en vigueur au 1^{er} janvier 1981.

BRITAIN

Un autre continent.

Ogilvy & Mather



Nom _____

Adresse _____

Je désire recevoir une documentation complète sur la Grande-Bretagne et les liaisons France / Grande-Bretagne.

Couper à envoyer à:
OFFICE BRITANNIQUE
DE TOURISME
6, rue de Valenciennes
75001 Paris

مركزا من راحل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

CHARGÉS DE PROJETS IMPORTANTS :

- Etudes des stratégies de développement.
- Organisation des structures.
- Amélioration de l'efficacité et de la productivité des fonctions logistiques, administratives, commerciales.

NOUS SOUHAITONS RENCONTRER DES INGÉNIEURS

(X. CENTRALE, MINES, TÉLÉCOMMUNICATIONS...)

- Une personnalité affirmée :
 - profil d'organisateur ;
 - grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail ;
 - excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement.
- Une expérience professionnelle réussie.

ILS SERONT INTERESSÉS FINANCIÈREMENT AUX RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, prêt, date de disponibilité à
OBJECTIFS CONSEIL 160, rue de Bagneux
75020 PARIS.



COLGATE PALMOLIVE FRANCE

Leader sur plusieurs marchés de produits de grande consommation, recherche pour compléter les équipes techniques de ses services centraux à Courbevoie-Défense et de sa principale usine à Compiègne

jeunes ingénieurs

Ils sont :

- De formation Grande École (Centrale, Mines, A.M....).
- Débutants ou possédant une première expérience de 1 à 5 ans.

Il leur est proposé :

- plusieurs postes dans les divers domaines d'activité :
- Fabrication - Ingénierie - Organisation
- Études informatiques.

Une politique dynamique de promotion interne, de formation continue et de mobilité permettra à chacun d'accéder à des postes de responsabilité en fonction de sa compétence et de son efficacité.

Adresser candidature, lettre, C.V., photo sous référence L.M.
Service Recrutement, COLGATE PALMOLIVE, 92401 COURBEVOIE.



emplois régionaux

LITTORAL VAROIS CONSTRUCTIONS NAVALES ET INDUSTRIELLES DE LA MÉDITERRANÉE

dans le cadre de la réalisation d'importantes commandes

recherchent

UN INGÉNIEUR RESPONSABLE D'ATELIER

(300 personnes) grosse chaudronnerie, mécano-soudure de qualité. Réf. UN 232.

UN INGÉNIEUR RESPONSABLE D'ATELIER DE MONTAGE D'ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS DE COQUE MÉTALLIQUE

(300 PERSONNES) Réf. UN 135 C.

Ces deux postes demandent une expérience confirmée en métallurgie : chaudronnerie, soudure, charpente métallique et l'habitude des responsabilités techniques et humaines.

Les intéressés voudront bien écrire avec C.V. et présentations sous référence correspondante à :

C.N.I.M.

Service du Personnel, 83501 LA SEYNE-SUR-MER.

LA VILLE DE GRENOBLE

recrute

UN INGÉNIEUR

responsable du service salubrité (une dizaine d'agents), chargé de la lutte contre l'insalubrité dans l'habitat.

Les candidats doivent avoir :

- Une compétence dans le domaine du bâtiment.
- Le goût des problèmes juridiques et d'organisation administrative.
- Une expérience professionnelle de 5 ans environ.
- Être inscrits sur la liste d'aptitude du centre de formation des personnels communaux ou s'engager à présenter le concours sur titre d'ingénieur subdivisionnaire.

Candidatures reçues jusqu'au

5 JUIN 1981

par lettre manuscrite et curriculum vitae au
Service du Personnel, Hôtel de Ville,
11, boulevard Jean-Pain, 38000 GRENOBLE.

Rémunération nette mensuelle :

5 435 F

+ prime de technicité variable.

ELECTRONICS TECHNICIAN

BILINGUAL
(FRENCH-ENGLISH)

Growth spot with one of the world's leading electronics mfg. and sales companies for applications engineer or technician with good working knowledge of electricity.

Duties include product development and trouble shooting, as well as direct contact with field installation and service staffs of company's dealer organization around the country.

Should be able to read schematics, and participate actively in all technical phases of company's activity. Ability is more important than length of experience. Tech writing ability for such literature as instructions, spec sheets and manuals and/or some knowledge of training is helpful but not essential.

Please send resume, in confidence, including salary history, to :

GREY FRANCE, REF. PM1. 23, rue Linois,
75724 Paris Cedex 15 who will forward.

LE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANQUES SENLIS (OISE)

recherche

Un Ingénieur Vibrations

Il sera chargé de la résolution de problèmes professionnels de l'industrie mécanique dans le domaine du comportement dynamique des machines.

Ses travaux devront aboutir à une meilleure compréhension des phénomènes et à l'élaboration de méthodes de résolution qui seront ensuite transférées à l'industrie ainsi que les résultats correspondants.

Pour mener à bien cette tâche il aura à sa disposition une petite équipe constituée de trois personnes ainsi que des moyens informatiques et expérimentaux adaptés.

Age minimum 30 ans.

Diplôme d'ingénieur Grande École. Expérience indispensable dans l'étude et l'analyse des phénomènes vibratoires, linéaires et non linéaires. Connaissance du calcul analogique appréciée. Anglais lu et parlé.

Adresser C.V., photo et présentations à CETIM, Service du Personnel - B.P. 67 - 60304 SENLIS.

Un Jeune Ingénieur transmissions mécaniques

Il sera chargé de la réalisation d'études à caractère expérimental dans le domaine des engrenages et des transmissions mécaniques. A ce titre la responsabilité d'une importante plateforme d'essais lui sera confiée.

Le poste nécessite de bonnes connaissances en matière d'électricité et d'hydraulique industrielle d'une part, de métallurgie et du comportement des matériaux d'autre part.

Le candidat aura acquis ses compétences au cours de stages ou d'emplois en station d'essais de machines.

Diplôme grande école. Quelques années d'expérience professionnelle appréciées.

Anglais lu et parlé indispensable.

PRENDRE DES RENDEZ-VOUS PAR TÉLÉPHONE

Une jeune agence de publicité quartier Opéra, rech. pour son service prospectus une jeune téléphoniste (30 ans max.).

Elle sera chargée de prendre des R.V. pour une équipe commerciale et d'organiser les présentations.

Ce poste est à pourvoir au sein d'une jeune équipe de professionnels fortement motivés et impliqués.

Être précises et organisée, avoir des capacités d'adaptation, une bonne formation générale, font partie des exigences de ce poste.

Horaires : 9 h. à 12 h. et 14 h. à 16 h. Salaire fixe + 56 + tickets restaurant + mensuelle.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations en référence 605 M à M. DURSTELLE, 8, rue Vial, 75015 PARIS, qui transmettra.

L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS recherche

TITULAIRE DU BAC G2

Ayant expérience professionnelle dans l'administration publique pour pays informatisés sur Burroughs B52 et compatibles. Rémunération nette : 4.500 F.

Envoyer C.V. et photo à O.N.F. Département des Personnels administratifs, 2, avenue de Saint-Mandé, 75012 PARIS.

Société NORBERT BEYRAND FRANCE Etudes économiques, financières, génie industriel recherche **INGÉNIEUR AGRICULTEUR** ayant une bonne connaissance des problèmes d'élevage et de l'élevage. Peut accepter mission en Afrique francophone. Écrire avec C.V. à M. Norbert Beyrand France, 88, rue Pierre-Charron, Paris-8.

Etats financiers variés recherche **UN AGENT ADMINISTRATIF** Niveau S.E.P.C. Salaire annuel brut 64.000 F. Env. C.V. et photo à M. B. B. 17, rue Labat, 94300 VINCENNES.

GENERAL ELECTRIC

thermoplastics automotive or transportation sales development specialists.

General Electric Plastics Europe manufactures and markets three engineering thermoplastics: Noryl, Lexan and Valox.

There is a growing demand for our thermoplastics within the automotive and transportation industries and we now seek to strengthen our sales development team throughout Europe.

The appointed marketing men will help developing new applications for our products by establishing and maintaining contacts at all levels in the transportation or automotive industries as well as their subcontractors.

Applicants should be qualified engineers, preferably in chemical or plastics engineering, with proven experience in the engineering thermoplastics field as applied to the automotive or transportation industries. Fluent French and English is essential and knowledge of European languages would be necessary in the concerned countries.

Prospects for promotion are good for these positions, one of which is based in Paris, the others in Germany, U.K., Scandinavia, Netherlands.

Please send C.V. quoting ref. no 51121 to B. DEMOINET.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

the people in charge of our recruitment

IBD

media-system

USCIB

IMPORTANT SOCIÉTÉ recherche

pour une de ses filiales de production et de distribution

CHEF COMPTABLE

- DECS ou équivalent, expérience d'au moins 5 années.

- Très bonne maîtrise de la comptabilité générale et analytique.

- Bonne connaissance de l'utilisation de l'informatique.

- Libre rapidement.

Lieu de travail : Banlieue Nord

Adresser C.V., photo et présentations sous référence 18015 M à BLEU Publicité

41, Avenue du Château
94300 VINCENNES

"On ne perd pas la vie comme son emploi, car dans l'un des deux cas, il n'est pas nécessaire et même relativement impossible de se présenter à toute époque."

Le seul fait de nous lire prouve que vous êtes en vie Au moins en apparence

Car vos exigences pour nous rencontrer sont souvent impressionnantes

Et même à ce prix vous envoyez plus volontiers un C.V. dupliqué que vous ne vous présentez personnellement, ouvert au dialogue et prêt à l'examen critique

Si nous offrons Objectivement Sécurité - Garantie - Certitude

Écarter notre activité correspond au risque constant de tous les engagements personnels

Nous sommes donc un risque Subjectif

Partez et venez à la découverte de vous-même avec quelque chose de vous à offrir.

Nous pensons pouvoir vous le rendre avec un effet considérablement amplifié.

Notre vocation nous l'impose.

Nos moyens nous le permettent, qui vont d'un long (8 mois) stage entièrement rémunéré à un système promotionnel exclusivement interne, en passant par les rémunérations après stage, les plus fortes du marché.

Mais, à partir d'un âge minimum de 24 ans, d'un bon niveau culturel, venez surtout nous parler de personnalité, de caractère, d'énergie, de pugnacité, de communication, de persévérance, d'enthousiasme, de jeunesse, de puissance de travail, d'autonomie intellectuelle, de non conformisme et d'originalité.

Se présenter "Horizon Montmartre" 62, rue d'Aubervilliers 75019 Paris le 21.05.81 de 9 h 30 à 13 h et de 15 h à 19 h 7^e étage - Service Recrutement sélection.

هكذا من رايه

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PREMIER PLAN
Leader sur plusieurs marchés de produits
de grande consommation, recherche des
ingénieurs
en organisation industrielle

pour un important établissement de production situé à proximité
immédiate de la région parisienne.
Ces postes conviendront à des ingénieurs de Grandes Ecoles :
• soit débutants, et qui souhaitent commencer leur carrière par une
formation aux techniques d'organisation et de gestion ;
• soit confirmés dans le domaine de l'organisation industrielle pour
prendre en charge un poste de responsabilité.
Possibilité de développement dans les divers établissements du Groupe.
Anglais nécessaire.
Adresser candidatures, C.V., photo sous réf. PRE (mentionnée sur
l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vermet, 75008 PARIS

MARKETING

Le Directeur de la Division Grand Public d'une importante
société commerciale, affiliée à un groupe industriel allemand
recherche son

CHEF DE PRODUITS

à qui il confiera un rôle important en matière d'études, de conceptions
publicitaires et de négociations.
Un minimum de 5 ans d'expérience grande distribution et une bonne
connaissance de la langue allemande sont indispensables.

Adresser dossier sous référence 18193 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Labe
94300 VINCENNES

IMPRIMERIE SOCIÉTÉ NUCLEAIRE
pour sa DIRECTION GÉNÉRALE
à VÉLIZY (zone industrielle)

1) **SECRÉTAIRE**
STENO-DACTYLO
expérimentée
connaissance anglaise
Age souhaité : 25 à 30 ans.
Niveau B.L.2

2) **STENO-DACTYLO**
Age souhaité : 25 ans.
Niveau B.L.2

3) **COMPTABLE, 2**
confirmé (a)
ayant eu minimum de 5 années
d'expérience dans un service
de comptabilité générale.
Age souhaité : 25 à 30 ans.
Niveau B.L.2

4) **OPÉRATRICE**
sur borne à VÉLIZY.
Niveau B.L.2

Les chœurs d'embellissement, à compter
du 1^{er} juin, seront négociées avec
les candidats.
Restaurant d'entreprise.
Facilité de vacances dès 1981.
Envoyer lettre manuscrite avec
C.V. et références à :

S.I.C.N.
157, avenue Charles-de-Gaulle,
92521 NEUILLY-CLIF-SCÈNE.

INFORMATIS
Société d'ingénierie et de sys-
tèmes informatiques, pour
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
NANTES - LAMON - PARIS.

INGÉNIEURS SYSTÈMES
1 à 3 ans d'expérience en Logiciel
Temps plein ou partiel

INGÉNIEURS LOGICIELS
3 ans d'expérience en Logiciel de base
(Compilateurs, Modèles...)

INGÉNIEURS SYSTÈMES
Avers, exp. en Logiciel et sys-
tèmes pour participer à la grande
projet de "Télécommunications".
Téléphonie et Télématique.

INGÉNIEURS MICRO
20, rue de Valenciennes, 75012 Paris.
Association nationale, loi 1901

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
pour secrétariat d'entreprise.
Anglais parlé.
Adresser C.V. et photo à :
TOUT GAMMA 8, 197, rue de Bercy
75582 - PARIS Cedex 12.

Société de thermique industrielle Paris,
recherche un
ingénieur
chef de projet

auquel il sera confié l'étude de propositions
tant sur le plan technique que relation avec
la clientèle et la réalisation d'ensembles
complets de production d'énergie et/ou de
récupération d'énergie.

Cet ingénieur grande école (Mines, Centrale,
AM...) doit avoir quelques années d'expérience
dans un domaine similaire.
Connaissance approfondie en thermique
industrielle, thermodynamique et mécanique
des fluides.
Veuillez écrire, sous référence 4743 à :

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

SOSI
Société de Services Informatiques
recherche pour PARIS et NICE

INGÉNIEURS INFORMATIENS
Formation : Grandes Ecoles

INGÉNIEURS SYSTÈMES OS MVS
Analystes programmeurs confirmés

Formation : Universitaire
Matériaux : H.B., L.B.M., MITRA 125.
Langages : ASSEMBLER - PL - COBOL FORTRAN.
Expérience en CICS/DB/VS/IMS très appréciée.

Adresser C.V. et photo à :
TOUT GAMMA 8, 197, rue de Bercy
75582 - PARIS Cedex 12.

TELSYS INFORMATIQUE
GROUPE SG2
recherche pour PARIS

Ingénieurs
Commerciaux

secteur TIME SHARING

MISSION :
• prospecter les utilisateurs potentiels
de temps partagé
• vendre des produits directement
opérationnels auprès des Directions
Financières, Personnel, Marketing
• suivre un portefeuille de clients.

PROFIL :
• esprit de service
• disponibilité
• bonne formation générale orientée
gestion
• capacité de négociations à haut
niveau
• expérience réussie de la vente pen-
dant 2 à 3 ans.

Envoyer C.V. et prétentions à
TELSYS INFORMATIQUE
20, Bd de la Muette
95140 GARGES LES GONNESSE

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Publicis Conseil

Samedi 8h.
Demandez la position
de votre compte
au libre-service CIC.

Déjà 25 guichets libre-service. 24h sur 24. 7 jours sur 7.

A VENDRE

Bd Dordogne, entre Bergerac et Libourne, BELLE MAISON PATISSANNE, 200 m² au sol, grand séjour cheminée Renaissance, 3 chambres, 2 salles de bains, cuisine, chauffage central tous combustibles, stage motorisé, 10 000 m² avec jardin et verger. 1 000 000 F. Patrice FICARD, Saint-Sébastien-de-Prats, 33330 VELINES.

Dimanche 12h.
Commandez un chéquier
au libre-service CIC.

Déjà 25 guichets libre-service. 24h sur 24. 7 jours sur 7.

SUI NORTHERN GAS PIPELINES LTD. APPEL D'OFFRES

1. Sui Northern Gas Pipelines Limited lance un appel d'offres auprès des fabricants pour la fourniture de tubes de canalisations en acier sur la base d'un matériel rendu à Karachi (Pakistan), coût et fret. Ce matériel est le suivant :

Numéro de l'appel d'offres	Matériaux	Longueur totale approx. requise	Heure et jour de clôture de l'appel	Heure et jour d'ouverture des soumissions
SN-4982/81	Tube de canalisation de 16 pouces, à des pressions de 5,250, API 5L Grade B, 42.05 lbs/ft	25,000 m	30 juin 81 à 11h00	30 juin 81 à 11h05

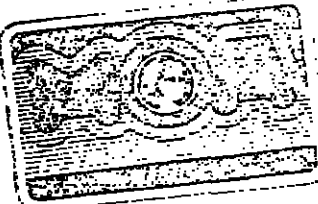
2. Les fabricants intéressés sont invités à demander le dossier d'appel d'offres à l'adresse suivante en mentionnant le numéro d'appel d'offres indiqué ci-dessus :

The Purchases and Stores Manager,
Sui Northern Gas Pipelines Limited,
Monroo House, 3 Montgomery House,
P.O. Box No. 56, LAHORE — PAKISTAN

3. Tous les soumissionnaires sont tenus de soumettre une garantie d'engagement égale à 2% de la valeur totale de leur offre en même temps que leur cotation. Les offres reçues sans cette garantie seront rejetées.

4. Les offres finales devront parvenir à la société avant la date et l'heure de clôture indiquées ci-dessus.

Libre-service CIC. La banque de toutes les heures.



Voilà l'événement le plus important dans vos relations avec votre banque : le CIC devient libre-service pour les opérations courantes. Avec votre carte MCA, vous entrez dans un des 40* guichets libre-service du CIC ouverts dans la Région Parisienne en 1981. A l'heure qui vous plaît, vous pouvez retirer de l'argent, déposer de l'argent, un chèque, donner un ordre de virement, une commande de chéquier, vérifier la position de votre compte.

C'est cela avoir une banque de toutes les heures. Alors venez au CIC, ouvrez un compte et profitez de la banque libre-service. Et si vous avez besoin d'un conseil, votre banquier reste toujours disponible pour vous écouter et vous orienter. Un banquier à votre service, une banque libre-service.

CIC. 40 guichets libre-service. 24h sur 24. 7 jours sur 7.

*25 guichets 15 en cours d'installation.

ÉNERGIE

L'AVENIR DE L'INDUSTRIE DU RAFFINAGE

La politique des prix, clé d'une nécessaire reconversion

Le futur ministre chargé de l'énergie — peut-être un portefeuille spécifique si l'on en croit les derniers rumeurs de la rue de Solferino — ne manquera pas de travail lors de sa prise de fonctions. Un certain nombre de décisions politiques devront être prises assez rapidement. A l'intérieur, le ralentissement éventuel du

programme nucléaire et la relance du charbon, qui va très vite être posée par les mineurs des Cévennes en grève depuis plus d'un an.

A l'extérieur, deux problèmes gaziers vont peut-être évoluer différemment du fait du changement de majorité : quel

est le prix acceptable pour le gaz algérien et le niveau tolérable de dépendance à l'égard de l'Union soviétique ? Mais il est un dossier dont ce ministre devra se saisir rapidement s'il ne veut pas le subir, comme d'autres ont subi les « dégraisages » de la sidérurgie lante de les avoir préparés : c'est celui du raffinage.

Déjà la Shell française a fait connaître à son comité d'établissement la suppression de 20 % des postes de l'entreprise dans les deux ans. Certes ces mesures ne concernent que mille deux cents personnes — le secteur raffinage-distribution n'est pas un très gros employeur, mais il y a là le symbole d'une industrie malade et en pleine mutation.

Apparemment, l'affaire est simple. Dans les années 60, la consommation de produits pétroliers augmentait de quelque 8 % par an. Les compagnies pétrolières ont donc réalisé d'importants investissements pour doter la France de capacités de traitement du pétrole brut. En 1974, le fort renchérissement du pétrole a modifié les tendances de la demande intérieure alors que le parc national de raffinage dépassait 170 millions de tonnes. Cette industrie s'est donc trouvée fortement surcapacitaire. Le « second choc pétrolier » est encore venu accroître cette tendance que la politique énergétique menée depuis rend inéluctable.

En 1980, du fait de l'arrêt de certaines unités, la capacité de raffinage n'était plus que de 160 millions de tonnes, mais la baisse de l'ordre de 5 % de la consommation de produits pétroliers a entraîné une réduction de traitement de 10 % (avec 114 millions de tonnes). Les capacités actuelles sont donc utilisées à moins de 70 %.

Or, le VIII^e Plan prévoit une forte régression dans les années à venir. La demande intérieure déjà revenue de 112 millions de tonnes en 1973 à 99 millions de tonnes en 1980 ne serait plus que de 74 millions de tonnes en 1990. Ce mouvement s'accompagnera d'une modification structurelle de la consommation. La montée en puissance du nucléaire, le recours accru au charbon et aux énergies dites nouvelles entraîneront une baisse de la demande de fuel lourd (7 MT en 1990 contre 25 en 1980) et de fuel domestique (10 MT contre 28). Autant dire que les coupes légères (carbureants, naphtha pour la pétrochimie) verront leur part de marché progresser de 25 % actuellement à 42 %.

« Les sociétés ont fait leur devoir »

Troisième donnée du problème, les pays exportateurs de pétrole installent depuis plusieurs années aux côtés des capacités de raffinage et devront bien trouver des débouchés : selon la C.E.E., les importations de produits pétroliers passeraient, au cours de la décennie 80, de 50 MT à plus de 100 MT, une concurrence non négligeable pour une industrie en crise.

Enfin, alors que dans les pays industrialisés l'évolution de la consommation ira partout vers un allègement, les bruits proposés seront en moyenne de plus en plus lourds. Autant dire que les raffineries françaises et européennes vont devoir, dans les années à venir, fermer les unités de distillation les moins performantes (un mouvement déjà largement amorcé), se doter d'importantes capacités de conversion, voire de traitement de pétroles lourds (crackers catalytiques, désasphalter, hydrocracker, coker). La direction des hydrocarbures estime à près de 40 MT les capacités de conversion (transformation du fuel lourd en produits légers) nécessaires alors que 19 MT seulement sont en place ou en construction. Et l'investissement global serait de l'ordre de 15 milliards de francs. « Les sociétés françaises ont fait leur devoir, affirmation au ministère de l'Industrie. Des unités de conversion ont été ou sont en train d'être installées à Grandpuits, Donge, Gouffreville et dans les Flandres. Et réfléchit à un procédé de coker et la C.F.P. à un procédé à l'hydrogène. En revanche, depuis

dix-huit mois, les « internationales » ont tout bloqué. »

A cela deux raisons. Les incertitudes quant au réalisme de ces prévisions et la politique des prix menées en France. « Je ne suis pas du tout sûr que le déclin du fuel lourd soit aussi important qu'on ne le croit », dit, par exemple, le président d'une filiale française d'une société internationale. L'arrivée des socialistes au pouvoir, le ralentissement prévisible du programme nucléaire, la volonté de relance de la croissance économique, le confortent dans cette idée.

Mais la politique des prix plus encore les rend réticents. La non-répercussion intégrée des hausses du prix du brut et, surtout, de la valorisation du dollar par rapport au franc depuis février à coûté à la profession 3,8 milliards de francs. La simple prise en compte du dollar nécessiterait une hausse des produits pétroliers de 28 centimes, toutes taxes comprises (23 centimes hors taxes), et le rattrapage des mois passés une augmentation de l'ordre de 9 centimes. Un tel renchérissement des produits pétroliers (37 centimes) est difficilement acceptable pour le nouveau gouvernement socialiste, qui sera vraisemblablement tenté de diminuer la part des taxes pour atténuer la hausse. Mais la politique des prix des produits pétroliers que devra définir le nouveau ministre — étant entendu que ceux-ci ne seront

pas libérés — sera déterminante sur l'avenir des investissements. Une société comme Shell avait un endettement financier à la fin de 1980 de plus de 5 milliards de francs. Les investissements ne seront réalisés que s'ils sont « payés de retour ». Comme le montre M. Seguret, ancien directeur chez Esso, dans le Bulletin de l'industrie pétrolière, avec la reprise de la commercialisation du brut par les pays producteurs depuis 1973, la situation a changé : « Les compagnies ne peuvent plus se permettre de subventionner leurs activités de raffinage à partir de profits amont ou, plus précisément, elles ne peuvent maintenir leurs activités raffinage/distribution dans les pays consommateurs à un niveau supérieur à celui correspondant à leurs ressources propres que si ces activités sont rentables en elles-mêmes. »

La sécurité des approvisionnements

La tentation pourrait pourtant être grande de laisser se dégrader la situation de telle sorte que les importations les moins bien placées (S.P. et Shell) laissent finalement la place aux françaises. Mais une telle politique aurait un double inconvénient. Outre que les compagnies étrangères ont toujours contribué à la sécurité des approvisionnements en cas de crise — et le moindre conflit au Proche-Orient peut entraîner une nouvelle flambée, — cela contribuerait à subventionner la consommation. Pour « tenir » sur le marché français, Elf et la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) utiliseraient les bénéfices importants de certaines rejets (Laq, le Gabon, l'Indonésie) au détriment de l'exportation. Une politique qui aurait des conséquences désastreuses à moyen terme, puisque les compagnies natio-

nales — qui produisent moins de deux tiers des besoins français — n'auraient plus alors une production suffisante pour alimenter leurs raffineries.

Une politique des prix des produits pétroliers qui couvre les frais d'exploitation du raffinage est donc indispensable si l'on veut éviter que les opérateurs, français comme étrangers, ne traitent qu'un faible tonnage de brut (aligné sur les besoins en fuel lourd) et, faute d'avoir investi dans la conversion, ne recourent massivement aux importations de carburants, abandonnant à l'étranger cette valeur ajoutée.

Ne pas sacrifier le long terme au présent, telle sera la tâche du futur ministre de l'énergie. Un choix souvent difficile pour un homme politique.

BRUNO DETHOMAS.

La Chine prend de sévères mesures d'économie

De notre correspondant

Pékin. — Le gouvernement chinois a pris une série de mesures draconiennes en vue de réduire la consommation d'énergie, comportant un rationnement de l'essence et le retrait de la circulation des véhicules jugés superflus.

Comme pour mieux convaincre la population du sérieux de cette politique, il a été décidé d'arrêter la fabrication des fameuses voitures Drapeau rouge, réservées aux dirigeants.

Afin de réduire la consommation d'essence, la fabrication des fameuses voitures Drapeau rouge, réservées aux cadres du régime et aux hôtes de marque, cessera définitivement à compter du mois prochain. Ainsi en a décidé le gouvernement de Pékin.

Cette mesure est l'une des dispositions contenues dans deux décrets gouvernementaux adoptés récemment et dont le Quotidien du peuple a révélé l'existence le jeudi 14 mai. Ces deux textes réglementent strictement la vente de l'essence et la fourniture d'électricité dans le cadre de la campagne pour les économies d'énergie lancée il y a déjà quelque temps.

L'arrêt de la production des automobiles Drapeau rouge (Hongqi, en chinois, ces énormes berlines noires aux rideaux toujours tirés afin de protéger les nobles du régime des regards indiscrets, est la décision la plus spectaculaire prise par les autorités. On verra certes encore longtemps des « Hongqi » dans les rues de Pékin. Mais c'est malgré tout un symbole qui va disparaître progressivement.

Les mêmes décrets introduisent par ailleurs un rationnement de l'essence à partir du 1^{er} juillet : les camionnettes et autres véhi-

cules à usage spécial auront droit désormais à seulement 100 kilos par mois de carburant (soit environ 125 litres), les voitures de tourisme à 70 kilos (soit environ 85 litres). Dans les institutions officielles et les unités industrielles, un recensement de tous les quatre-roues va être fait et tout véhicule jugé superflu sera impitoyablement retiré de la circulation. Selon des hommes d'affaires étrangers, des mesures draconiennes en ce sens ont déjà été prises. On cite en particulier le cas de la non-utilisation depuis plusieurs mois dans la province de Liaoning (Nord-Est) — pour raisons d'économie — de plusieurs milliers de poids lourds de marque allemande récemment achetés par la Chine.

En ce qui concerne l'utilisation de l'électricité, de nouveaux quotas mensuels vont être fixés aux entreprises. En cas de dépassement, les unités concernées devront s'efforcer de réduire leur consommation en conséquence le mois suivant. Les entreprises qui n'auront pas réussi d'ici à la fin de l'an prochain à adapter leur consommation aux quotas devront payer l'électricité à un prix majoré.

Enfin, tout nouveau projet de construction d'usine devra désormais obtenir un avis favorable des organismes compétents en matière de politique énergétique, ce qui laisse supposer que ceux-ci

pourront exiger des modifications dans le système d'alimentation, voire dans le type de production envisagé, et même faire usage d'un droit de veto.

Ces mesures se justifient apparemment par la pénurie chronique d'énergie dont souffre le pays. La production de pétrole, n'a cessé de stagner ces dernières années : elle plafonnait à 106 millions de tonnes, mais les Japonais estiment qu'elle a été en réalité inférieure à ce chiffre de quelque 15 millions de tonnes. Elle ne devrait pas dépasser cette année 100 millions de tonnes selon les prévisions du plan. Les champs pétroliers traditionnels tels que celui, très célèbre, de Daqing, dans le Nord-Est, sont en voie d'épuisement et leur exploitation devient de plus en plus onéreuse.

La découverte récente par les Japonais d'un important gisement dans le golfe de Bohai, les essais encourageants dans la même zone de la firme française Elf-Aquitaine et en mer de Chine-du-Sud de la C.F.P.-Total autorisent quelques espoirs pour l'avenir. Mais, à supposer que les premiers coups de sonde positifs soient confirmés, il faudra encore au moins trois ans avant que l'on entre dans une phase de production effective. D'ici là, la soudure risque d'être difficile pour l'économie chinoise.

MANUEL LUCBERT.

URGENT

POUR L'ÉTÉ
organismes de séjours
linguistiques
recherche

Professeurs d'anglais
avec licence et minimum
2 ans d'expérience
pour encadrer groupes
en Grande-Bretagne

JUILLET ou AOUT
Téléphone : 522-28-11

ETE 81
BALÉARES : DE 1300 A 1900 F.
TUNISIE : de 1650 A 2250 F.
CANARIES : DE 2250 A 2500 F.
UNE SEMAINE, AVION PARIS-PAIRS, PENSION COMPLÈTE.
Comparez les prix et partez avec nous.
PROGRAMMES DÉTAILLÉS DANS LES AGENCES WAGONS-LITS TOURISME.
Paris 15^e arr. rue de la Chapelle 154, (0) 353.05.12
Paris 15^e arr. rue de Belleville 161, (0) 20.65.03
Cannes 520 78, av. Jean-Bart 161, (0) 262.17.
et dans la région parisienne, 35 autres agences Wagons-Lits
Tourisme sont prêtes à vous accueillir.

Wagons-Lits Tourisme
Premier Réseau Mondial du Voyage

ENERGIE

Le Monde

régions

Nord-Pas-de-Calais

M. PIERRE MAUROY : nous passons à une vitesse supérieure dans la régionalisation

De notre correspondant

Lille. — « Nous nous mettons au diapason d'une autre politique », a déclaré M. Pierre Mauroy, le mardi 19 mai à Lille, après avoir présidé une réunion du bureau du conseil régional Nord-Pas-de-Calais. Il a ajouté : « Nous passons à une vitesse supérieure dans la régionalisation et la décentralisation. » Ce bureau a en effet approuvé l'affectation de quelque 5 millions de francs inscrits au budget pour les opérations les plus diverses.

Il n'est pas douteux que le changement de pouvoir modifie aussi le climat à la direction des établissements publics régionaux. Ici, on se plaignait amèrement du blocage des dossiers par le trésorier payeur général, d'une application trop tatillonne des textes restrictifs sur le pouvoir régional. Les crédits votés n'étaient pas dépensés en temps et en heure.

Pour M. Mauroy s'ouvre dans le Nord-Pas-de-Calais une période de grands travaux. Des dossiers, notamment ceux des voies routières et de la rénovation, qui traînent depuis dix années, devront aboutir et d'autant plus rapidement que l'on pense pouvoir compter maintenant sur une compréhension plus grande de l'Etat. En fait, M. Mauroy qui, de son côté, a pris parfois des initiatives hardies, en sollicitant les textes est persuadé que la

région a vécu une période transitoire qui se termine ; la nouvelle assemblée devra bientôt lui donner, dans un délai de dix-huit mois à deux ans, estime-t-il, sa vraie stature marquée du sceau de la décentralisation.

Au cours de cette réunion a été approuvé un projet de renouvellement du matériel fluvial du Nord et du Pas-de-Calais. Le matériel en service — 50 % des péniches ont plus de trente ans d'âge — est d'un gabarit inadéquat. On en est encore, dans la majeure partie des cas, aux unités de 400 tonnes, alors que le gabarit du canal du Nord est de 700 tonnes, et celui des grandes voies de 1 300 tonnes. Le trafic venant du Nord-Pas-de-Calais vers le Bassin parisien la Belgique, la Hollande et l'Allemagne est très fortement contrarié. C'est la raison du projet, conçu à la direction régionale des voies navigables, qui prévoit la construction d'un automateur de 700 tonnes capable d'emprunter le canal du Nord en poussant une barge de 500 tonnes. Ce qui donne une capacité totale de 1 200 tonnes. Pour équiper les canaux de la région, on pense lancer, en cinq ans, une trentaine d'automoteurs et autant de barges, ce qui représente un investissement de 130 millions de francs environ. L'Etat apportera une subvention de 15 %. L'établissement public régional a déjà prévu un crédit de 3 millions de francs pour les études et la mise au point d'un prototype.

C'est l'Office national de la navigation qui sera maître d'ouvrage dans cette affaire. Il assurera le relais entre les bateliers et l'établissement public régional qui apportera une aide supplémentaire sous forme de bonification d'intérêts des emprunts nécessaires, selon une procédure qui reste à préciser.

GEORGES SUEUR.

LE PALAIS DE LA MEDITERRANÉE SERA DÉMOLI.

Sur instruction de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie dans le gouvernement d'émulsion, le préfet des Alpes-Maritimes, M. Pierre Lambertini, a signé, le 15 mai, un permis de démolition de l'ancien casino du Palais de la Méditerranée à Nice.

Ce permis est toutefois subordonné à deux conditions : d'une part, la démolition ne pourra avoir lieu avant l'approbation du permis de construire définitif ; d'autre part, les architectes devront prévoir dans leurs projets une variante comportant le maintien de la façade actuelle du bâtiment modern style construit en 1929 et du grand escalier intérieur en marbre, avec des rampes de bronze, qui conduit du hall d'entrée à l'atrium et aux salles de jeux des étages supérieurs.

Un conseiller municipal de Nice, M. Séraphin Pinto, président du groupe socialiste, a fait parvenir dès le samedi 16 mai des télégrammes au préfet des Alpes-Maritimes et au maire (P.R.) de Nice, M. Jacques Jédecin, demandant de surseoir pour le moment à l'exécution des travaux.

La vente de l'ancien casino est désormais imminente. L'acquéreur est un groupe koweïtien, dans lequel figurent le ministre de l'économie koweïtien et qui a proposé au syndicat de la liquidation des biens une caution de 10 millions de francs. Mme Renée Le Roux, principale actionnaire du Palais de la Méditerranée, qui s'opposait jusqu'ici à l'opération, a indiqué le lundi 18 mai qu'elle en acceptait le principe.

Le montant de la vente n'a pas encore été rendu public, mais il permettrait de démentir l'ensemble des créanciers. L'ancien casino n'aurait pas été transformé en complexe comprenant un hôtel, un casino, des magasins et des appartements. Le projet doit être encore homologué par le tribunal de commerce de Nice. — G. P.

DES BÉTONNIÈRES SUR LE CAP GRIS-NEZ.

Dans le Pas-de-Calais le CROSSMA (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage en Manche et en mer du Nord) installé sur le sommet du cap Gris-Nez, doit assurer non seulement la surveillance de la navigation et de la pêche (pour éviter la destruction des espèces) mais aussi prévenir à temps les menaces de grave pollution et intervenir pour des sauvetages si besoin est. Une quarantaine d'hommes des affaires maritimes veillent donc tous les jours sur le détroit.

Mais leur mission de sécurité réclame des moyens de plus en plus importants et de plus en plus sophistiqués. C'est ainsi qu'il a été décidé de construire un nouveau bâtiment qui devrait être achevé à la fin de l'année 1982. Les bulldozers sont donc arrivés sur le cap ainsi que les bétonnières. Il faut en effet tout d'abord aménager une dalle de béton de 3 500 mètres carrés.

Voilà qui fait dresser les cheveux des écologistes et des défenseurs de la nature. Ils ne comprennent pas qu'on puisse ainsi traiter cet ensemble naturel et sauvage classé, il n'y a guère, par le ministère de l'environnement comme « premier grand site d'intérêt national ». Les amis du Fort d'Ambleuse et le Mouvement Nord-Nature ont lancé des protestations et des pétitions (1) et ils dénoncent un « étrange silence » des responsables régionaux.

On affirme bien comprendre les besoins du CROSSMA, mais on pense qu'il est préférable de donner une information complète et d'engager une concertation préalable afin de sauvegarder au maximum ce site. On se demande ce que peut bien signifier ce label de « site des caps » attribué si officiellement par le ministère de l'environnement mais qui ne devait sans doute comporter aucune contrainte. — G. S.

(1) Nord-Nature, 6, boulevard de la Liberté, à Lille.

TROP DE NITRATE DANS LES EAUX DE L'YONNE ?

Dans l'Yonne, au pays des grands crus de chablis, on redoute aujourd'hui les effets de l'eau. L'association de défense des consommateurs vient en effet de diffuser une information inquiétante : 20 % des captages du département ont une teneur en nitrate, supérieure à 44 milligrammes par litre, limite au-delà de laquelle l'eau n'est plus considérée comme potable. Cette information devait être à l'origine d'une question posée au préfet par son conseiller général socialiste d'Auxerre, M. Étienne Louis, au cours d'un débat public. Le représentant du gouvernement a confirmé la nouvelle.

Les nitrates empêchent les globules rouges de remplir leur rôle de transporteurs d'oxygène à travers l'organisme chez le nourrisson. Ils sont donc dangereux. On conseille aux parents de ne reconstituer le lait dans les biberons qu'en utilisant exclusivement des eaux en bouteille. Chez l'adulte, les nitrates en se conjuguant avec les amines et les amides se transforment en nitrosamines qui sont cancérigènes. L'association conseille également aux consommateurs d'exiger une information auprès des maires et de réclamer les résultats d'analyses les plus récentes. Pour leur part, les services de la Lyonnaise des Eaux, société de la teneur en nitrate constatée par leurs soins « s'avère très en dessous du seuil dangereux ». Les eaux minérales risquent cependant de connaître un boom spectaculaire dans l'Yonne. — (Correspondant.)

L'EAU DU RHIN IMBUVABLE.

L'eau du Rhin est encore imbuvable. Il est impossible de la distribuer aux consommateurs sans lui faire subir des traitements chimiques. Telle est la constatation qu'ont faite les représentants des quatre-vingt-dix sociétés productrices d'eau potable de Suisse, de France, d'Allemagne fédérale et des Pays-Bas, qui viennent de publier un rapport à Amsterdam.

Les stations d'épuration qui se multiplient diminuent les déversements d'eaux d'égouts, les concentrations d'ammonium et la teneur du Rhin en produits chimiques décomposables. En revanche, on constate une aggravation de la pollution par les chlorures, les sulfates et les nitrates.

L'organisation des producteurs d'eau souhaite que les ministres des pays riverains du Rhin, qui doivent se retrouver en juillet pour trouver une solution aux déversements de sel dans le fleuve, s'attachent aussi aux autres pollutions.

SAINT-GERMAIN CONTRE LE BRUIT.

M. Michel Péricard, député et maire R.P.R. de Saint-Germain-en-Laye dans les Yvelines, vient de prendre un arrêté prévoyant que l'utilisation des engins équipés de moteurs bruyants tels que tondeuses à gazon, motoculteurs, tronçonneuses, est interdite tous les jours avant 8 heures et après 20 heures ainsi que les dimanches toute la journée. Il en est de même pour les perceuses, raboteuses et ponçaises.

L'arrêté indique aussi que les cafés, bars, discothèques et salles de spectacle doivent prendre toutes les mesures pour que les bruits émanant de leurs locaux ne soient pas gênants pour le voisinage.

Les deux-roues, s'ils compromettent la tranquillité publique, seront immobilisés vingt-quatre heures, ou plus longtemps, en cas de récidive.

Les Abeilles du Havre à Dunkerque. — La société Abeilles internationales et Cie vient d'être transférée du Havre à Dunkerque, dans le cadre du regroupement des activités du groupe Progromar, dont elle est la filiale.

La réorganisation n'entraînera, selon Progromar, aucun changement, tant au niveau des activités de haute-mer d'Abeilles internationales et Cie que pour le personnel navigant, qui sera conservé dans son « intégralité ».

CORRESPONDANCE

L'affaire de la bibliothèque Méjanes à Aix-en-Provence

M. A. Martini, secrétaire général du syndicat F.O. des employés municipaux d'Aix-en-Provence, nous écrit à propos du conflit qui oppose le maire d'Aix-en-Provence au conservateur de la bibliothèque Méjanes :

Notre syndicat vient d'être mis en cause dans un article paru dans le Monde du 13 mai. Dans cet article, il semblait que le syndicat F.O. des employés municipaux de la ville d'Aix aurait pris parti dans cette affaire.

Nous nous élevons avec véhémence contre de telles affirmations d'où qu'elles viennent pour les raisons suivantes : 1) Nous n'avons jamais eu connaissance de ce dossier et, de toute façon, il n'est pas dans nos intentions de prendre parti de quel côté que ce soit dans cette affaire ; 2) nous n'avons à ce jour aucun adhérent au sein de la bibliothèque ; 3) l'organisation syndicale n'a pas vocation de s'opposer à une éventuelle réinsertion d'un agent quel qu'il soit, voire de demander son licenciement ou son déplacement.

Pour nous, il appartient en toutes circonstances, quelle que soit l'entreprise, à l'employeur de prendre ses responsabilités.

Voici pourquoi vous devriez consulter la banque qui a implanté 3100 établissements en Hollande.

La Rabobank Nederland est à la tête d'une organisation de banques coopératives qui compte 3100 établissements répartis sur les 41.000 km² de la Hollande. C'est donc l'assurance d'un service adapté à travers tout le pays.

C'est la banque qui octroie le plus grand volume de crédits au secteur agricole hollandais : elle joue un rôle-clé dans le financement de l'industrie agro-alimentaire tant en Hollande qu'à l'étranger.

Les importateurs et les exportateurs bénéficient de son expérience et de sa connaissance constamment mises à jour, du financement du commerce international.

La Rabobank Nederland est également très active sur le marché des Euro-monnaies et des Euro-obligations, des devises étrangères, des Euro-crédits et des nouvelles émissions.

Elle fait partie de l'Unico Banking Group, qui

réunit 6 grandes banques coopératives européennes, lesquelles disposent de 36.000 établissements. Le total de leurs bilans dépasse 400 milliards de dollars U.S.

Un bilan total qui dépasse 94 milliards de florins

hollandais (environ 47 milliards de dollars U.S.) place la Rabobank parmi les 25 plus grandes banques du monde.

Voilà de solides raisons pour consulter la banque qui a implanté 3100 établissements en Hollande.



Pour plus de renseignements : Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Catharijnensingel 30, 3511 GB Utrecht, Pays-Bas. Telex 40200. Représentant à Frankfurt, Friedrich-Ebert-Anlage 2-14, D-6000 Frankfurt am Main 1, R.F.A. Telex 413873.

Rabobank

Le Pays de Rembrandt est le Pays de la Rabobank.

* Membre du UNICO BANKING GROUP.

COUNTRY ROADS BOARD

THE HIGHWAY AUTHORITY FOR THE STATE OF VICTORIA AUSTRALIA

WEST GATE FREEWAY PROJECT

SOUTH MELBOURNE SECTION

PRE-REGISTRATION OF CONTRACTORS FOR CONSTRUCTION OF ELEVATED CARRIAGEWAYS

The West Gate Freeway will be Melbourne's major eastern approach road to the West Gate Bridge. The elevated section of the freeway will consist of two parallel bridges, each 1.85 km long. The contract for the elevated carriageways for which pre-registration is now being invited includes the construction of the superstructure, pile caps and pier shafts. The superstructures comprise post-tensioned box girders designed for construction by the balanced cantilever technique using match-cast concrete segments placed by overhead erection equipment.

The estimated value of the work in this contract for construction of the elevated carriageways is in the order of \$A38,000,000.

A brochure describing the work in more detail and application forms for registration as a Tenderer are available to prospective Tenderers on request in writing or telex to:

The Secretary - Country Roads Board
80 Denmark Street, Kew, Victoria, 3101
AUSTRALIA Telex 31850

Contractors with substantial experience in the class of works proposed and who are interested in tendering are invited to apply for registration.

Completed application forms shall reach The Secretary at the above address on or before 3.00 pm on 13 July 1981.

It is the intention of the Board to register suitable applicants who, by individual letter, will be invited to tender for the work in accordance with the Tender Documents.

It is expected that an invitation to tender will be sent to registered applicants in September 1981 with a tender period of twelve (12) weeks.

For further information refer to the full advertisement in this paper on 21st April, or contact:

The Resident Engineer - Bridgeworks
28-40 Moray Street, South Melbourne, Victoria, 3205
AUSTRALIA Telex 31850 Telephone No. (03) 698 6944

Coupons n° 1	VALEURS	Pféd. d'oct.	Prémier cours	Dernier cours	Comp. période cours	Coupons n° 2	VALEURS	Pféd. d'oct.	Prémier cours	Dernier cours	Comp. période cours	Coupons n° 3	VALEURS	Pféd. d'oct.	Prémier cours	Dernier cours	Comp. période cours	Coupons n° 4	VALEURS	Pféd. d'oct.	Prémier cours	Dernier cours	Comp. période cours	Coupons n° 5	VALEURS	Pféd. d'oct.	Prémier cours	Dernier cours	Comp. période cours
2276	A.S. 5 1978	2405	2430	2435	2410	330	Sanatone	236	233	233	233	330	Parinet	276	280	275	275	108	U.F.R.	130	130	130	128 50	275	30	110 50	210 50	211 50	50
480	A.S. 3 1978	2405	2430	2435	2410	1000	Genève n° 1	236	701	702	640	230	Parinet-Horiz	276	280	275	275	108	U.F.R.	130	130	130	128 50	275	30	110 50	210 50	211 50	50
480	Alp. Liqueur	400	410	409	406 10	520	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
360	Alp. Ségura	360	360	360	360	125	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
125	A.L.S.P.	102	102	102	102	102	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
115	Alp. Ségura	80	80	80	80	80	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
220	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
115	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
360	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
360	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
360	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
360	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
360	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
360	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
360	Alp. Ségura	165	164	163	163	161	Flonon	464	466	466	466	220	Piratos (Fin)	130	131	131	131	164	U.C.R.	115	115	115	115						

